

Convertibilité à la chinoise

PEUT-ON imaginer que la Russie fasse aujourd'hui floter le rouble ? C'est pourtant ce que vient de décider le dernier pôle du communisme international, la Chine populaire. Cela se fera à pas comptés et progressivement à partir du 1^{er} janvier 1994. Il faut dire que le régime de Deng Xiaoping, contrairement à celui de MM. Gorbatchev et Eltsine, a su mettre en place graduellement, depuis 1979, de profondes réformes économiques qui lui ont permis de survivre, et même de prospérer.

En taillant hardiment et sans le moindre scrupule dans le dogme maoïste-léniniste et en adoptant les méthodes les plus capitalistes - si longtemps honnies du temps où Mao Zedong était à la barre -, la Chine est devenue le pays qui, au monde, connaît la croissance économique la plus rapide. Même si elle est également la plus chaotique. Pékin vient donc de décider d'accélérer le rythme de ses réformes.

CERTES, il n'est nullement question, dans ce que les idéologues de Pékin qualifient de « socialisme de marché », d'abandonner la dictature du Parti (unique) communiste ; les réformes ont, au contraire, pour principal objet de permettre au régime de conserver le pouvoir. Dans cette période d'incertitude caractérisée par la lutte pour la succession de M. Deng, âgé de quatre-vingt-neuf ans, cette accélération apparaît comme une victoire des technocrates réformistes menés par Zhu Rongji, vice-premier ministre et « patron » de l'économie.

Décidée pour 1994, la réforme du yuan a été avancée au 1^{er} janvier à l'initiative de M. Zhu, qui envisage de poursuivre des réformes financières et fiscales. Il souhaite, entre autres, que la Chine se dote d'une banque centrale digne de ce nom et d'un véritable système d'imposition réglementant le partage des ressources entre le pouvoir central et les provinces. Ce qu'il a qualifié lui-même de « réformes des structures économiques les plus significatives, profondes et sans précédent de l'histoire de la Chine ».

C'EST sans doute un peu exagéré. Mais cette volonté d'avancer plus vite et plus loin pour tenter de remédier aux maux qui assaillent l'économie chinoise - surchauffe, inflation, déséquilibres régionaux ou corruption - est fondamentale. Et elle montre que la Chine est de plus en plus désireuse de rejoindre l'économie mondialisée sous l'égide du GATT.

Il faudra néanmoins que Pékin ait les moyens, et la volonté, d'appliquer jusqu'au bout ses réformes. Car il n'est pas sûr que les dirigeants au pouvoir dans la Cité interdite aient tous réalisé les implications, internes comme internationales, des décisions qu'ils viennent de prendre. La Chine est encore au début d'une longue marche...

Page 19

M0147 - 1231 0 - 7.00 F



Un accord entre le patronat et les syndicats

Le financement des retraites complémentaires sera assuré

Le patronat et les syndicats (à l'exception de la CGT et de l'Union professionnelle artisanale, qui ont réservé leur réponse) sont parvenus dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 décembre à un compromis sur le financement des retraites complémentaires entre soixante et soixante-cinq ans. D'une durée de trois ans, cet accord porte de 1,80 % à 1,96 % la cotisation sur les salaires inférieurs au plafond de la Sécurité sociale - soit 12 680 F par mois - et de 2 % à 2,18 % celle prélevée sur la partie du revenu supérieure à ce seuil. Cet effort sera réparti à parts égales entre les salariés et les entreprises. La participation versée par l'Etat passera de 1 milliard à 1,5 milliard de francs par an.

Les sept millions de retraités du secteur privé, mais également tous ceux qui s'apprentent à quitter la vie active, peuvent respirer. La menace d'une réduction autoritaire des pensions complémentaires, brandie par le patronat, a été levée dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 décembre, grâce à un accord conclu entre le CNPF et les syndicats.

Particulièrement complexes, ces négociations consacrées au financement des retraites complémentaires n'auraient sans doute pas soulevé les passions si les partenaires sociaux ne s'étaient pas ingéniérés à entretenir une dramatisation certes dictée par des considérations tactiques, mais dont les excès auront, encore une fois, mis en relief l'opacité et les incohérences du système français de protection sociale. Pour comprendre l'enjeu

des discussions, il faut remonter en 1983, lorsque le patronat et les syndicats négocièrent avec le gouvernement Mauroy un accord permettant de financer la généralisation de la retraite à soixante ans pour les caisses complémentaires.

Le coût de cette mesure devait être partagé entre l'Etat et l'UNEDIC (le régime d'assurance-chômage). Cette dernière, qui n'avait plus à indemniser les demandeurs d'emploi âgés de soixante à soixante-cinq ans, avait accepté de reverser à l'As-sociation pour la gestion de la structure financière (ASF) une cotisation égale à 1,8 % des salaires.

Renouvelé non sans difficultés en 1990, cet accord arrivait à échéance le 31 décembre dans les pires conditions : sous l'effet du ralentissement de l'activité et

de la montée du chômage, l'ASF était exsangue, avec un déficit cumulé de 8,9 milliards de francs. Afin de faire pression sur le gouvernement, le patronat et certaines organisations syndicales ont, dans un premier temps, menacé de rétablir les « coefficients d'abattement » (entre 4 % et 22 % du montant de la pension) appliqués avant 1983.

Simone Veil, ministre des affaires sociales, ayant accepté de porter de 1 à 1,5 milliard de francs la contribution annuelle de l'Etat, il restait au CNPF et aux centrales syndicales à trouver 2,5 milliards par an. Tout aurait pu se régler rapidement, si les protagonistes ne s'étaient pris au piège de la dramatisation.

JEAN-MICHEL NORMAND
Lire la suite page 19

Les négociations israélo-palestiniennes

JERICHO AIRLINES



Israéliens et Palestiniens ont clos, mercredi 29 décembre au Caire, une nouvelle session de négociations, qui n'a pas permis d'aplanir toutes leurs divergences sur la mise en œuvre de la déclaration de principes signée le 13 septembre.

Page 6

POINT

L'ex-Tchécoslovaquie un an après la partition

Un an après leur séparation, le 1^{er} janvier 1993, les Républiques tchèque et slovaque se tournent le dos. A Prague, le premier ministre libéral Vaclav Klaus se considère comme l'élève modèle de la transition à l'Est.

A Bratislava, après l'euphorie de l'indépendance, le gouvernement de Vladimir Meciar affronte des difficultés sociales.

Page 4

A L'ÉTRANGER : Népal, 8 DH ; Tunisie, 950 m ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Angleterre-Pays-Bas, 9 F ; Côte d'Ivoire, 495 F CFA ; Danemark, 14 KRN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 85 p ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FB ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 5 FL ; Portugal, Cont., 180 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,60 \$.

« L'Etat Ballardur »

Bien qu'ayant promis de ne pas le faire le premier ministre met en place, discrètement, ses réseaux dans la haute administration

Tous le promettent. Aucun ne respecte l'engagement. A la veille de chaque alternance, les « entrants » assurent qu'ils ne se livreront à aucune « chasse à sorcières », qu'ils ne se débarrasseront pas de tous les hauts fonctionnaires qui avaient loyalement servi le gouvernement précédent et, surtout, qu'ils ne profiteront pas de leur nouveaux pouvoirs pour placer leurs « petits copains ». Et puis, la tentation est trop forte, la pression des amis non méprisables.

Les vieux démons reprennent d'autant plus facilement le dessus que la nécessité impose de disposer de collaborateurs fidèles qui, non seulement, appliqueront avec compétence vos consignes - cette règle déontologique est en général scrupuleusement respectée par la fonction publique française -, mais aussi et surtout sauront vous aider à faire face aux multiples difficultés qui sont le lot quotidien de l'action ministérielle. Et comment être plus sûr que cette assistance-là sera fournie avec un total dévouement qu'en la confiant à des proches politiques, qui, de surcroît, flent leur sort au vôtre ? Voilà pour-

quoi, si la France ne connaît pas un *spoils system* à l'américaine, qui permet au nouveau président des États-Unis de disposer de tous les postes de direction de l'administration de Washington, chaque « alternance » se traduit par une valse de nominations plus ou moins rapides, plus ou moins discrètes.

L'arrivée d'Edouard Balladur au pouvoir n'a pas failli à cette règle non écrite. Pourtant, lors de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le 8 avril, le premier ministre avait sèchement dénoncé la « politisation » de l'administration, dont il avait rendu responsables les gouvernements qui avaient précédé le sien, et il avait promis que « dépolitisés les nominations et les avancements » seraient une « tâche prioritaire ». Le nouveau premier ministre se souvenait de ce que l'accusation d'« Etat-PRP » avait coûté au candidat Jacques Chirac lors de la présidentielle de 1988, sous les attaques croisées de Raymond Barre et des socialistes.

THIERRY BRÉHIER
Lire la suite page 8

Les juges sous Vichy

Selon un récent colloque, les magistrats, dans leur majorité, ont accepté la légalité du régime de Pétain sans se soucier de sa légitimité

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

A l'exception d'une réunion qui s'était tenue au Palais de justice de Paris au lendemain de l'arrêt Touvier, le rôle de la magistrature sous Vichy n'avait encore jamais fait l'objet d'un colloque (1). Malgré le temps, le silence continuait à prévaloir au sein d'une institution qui avait pourtant été l'un des instruments de la politique antisémite du maréchal Pétain. « L'histoire de notre institution et la représentation que nous nous faisons de nos pairs demeurent floues ou inaccessibles, souligne Christian Chomienne, maître de conférences à l'Ecole nationale de la magistrature en ouvrant le colloque. Quelle part les juges prirent-ils à l'élimination de l'influence juive dans l'économie française ? Quel rôle jouèrent-ils dans l'identification, l'expatriation

et l'exclusion de ceux qui, si nombreux, furent exterminés ? Nous ne voulons pas faire le procès de la justice, mais notre travail nous conduit à nous demander quelle fut la responsabilité des juges. »

La législation antisémite du régime de Vichy reposait, pour l'essentiel, sur des textes adoptés entre l'été 1940 et l'été 1941. Le statut du 3 octobre 1940, qui définissait le juif comme « celui ou celle qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race si son conjoint lui-même est juif », leur interdisait ainsi de travailler dans la fonction publique, la magistrature, l'édition, le théâtre ou la presse. Afin d'éliminer toute influence juive dans l'économie nationale, les textes sur « l'aryanisation des biens » autorisaient, l'année suivante, la confis-

cation de leurs entreprises et de leurs immeubles. Au fil des ans, un véritable droit antisémite se constituait : la table du recueil juridique Sirey de 1942 comportait ainsi, entre « juge de paix » et « justice militaire », une rubrique consacrée aux « juifs » comparable en densité à celle qui concernait les impôts et les taxes.

« A l'époque, le juif ne pouvait être ni fonctionnaire ni employé dans nombre de métiers et il se voyait banni de la possibilité de tenir un commerce ou un artisanat », résumait Dominique Gros, maître de conférences à l'université de Dijon.

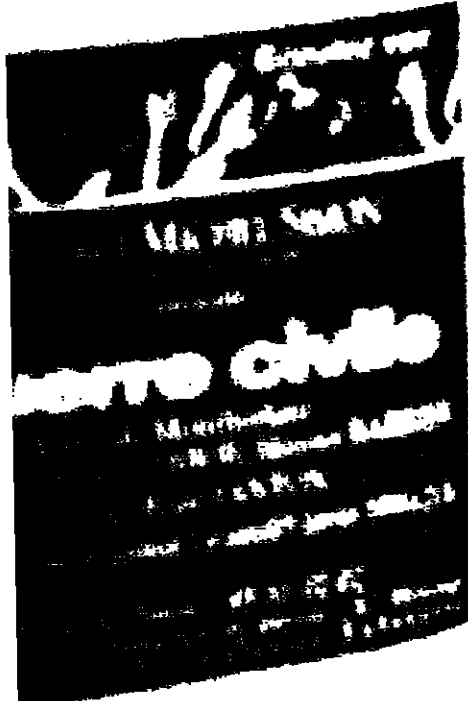
ANNE CHEMIN
Lire la suite page 11

(1) Colloque organisé à Bordeaux le 1^{er} décembre par l'Ecole nationale de la magistrature (ENM).

(Publié)

Combien d'idées verront le jour l'année prochaine ?

(Voir page centrale)



Italie

Notre révolution

Vingt mois ont passé depuis le début de l'enquête appelée «Mani pulite» («Mains propres»). Mille deux cents personnes sous enquête, deux cents renvois devant les tribunaux, cinq cents mesures de garde à vue. Les juges Antonio Di Pietro, Gherardo Colombo et Piercamillo Davigo ont raconté, dans la revue *MicroMega*, ce que représente cette expérience judiciaire, dont il n'est pas encore possible d'écrire le mot «fin».

par Gherardo Colombo, Piercamillo Davigo et Antonio Di Pietro

VINGT mois ont passé depuis le début de l'enquête appelée «Mani pulite» («Mains propres»). Durant cette période, les magistrats milanais, partis d'un épisode spécifique et circonscrit, se sont trouvés en présence d'une enquête qui s'est développée d'une manière quasi géométrique. A ce jour, plus de mille personnes font l'objet d'une enquête judiciaire, environ cinq cents ont fait l'objet de mesures de détention préventive. Deux cents sont renvoyés en jugement, qui seront suivies prochainement par trois ou quatre cents autres.

Pas de changement prévu pour l'avenir, on continuera à élargir progressivement les enquêtes. En février 1994, au bout de deux ans, donc, le nombre de personnes placées sous enquête aura probablement doublé. Nous prévoyons en fait que «Mani pulite» aura encore une durée indéterminée, que bien loin de s'interrompre, elle s'étendra encore. Il s'est en effet créé une sorte de spirale qui grandit en continuant de s'élargir. Les raisons de cette croissance sont à la fois procédurales et extra-procédures. Pour les premières, il faut signaler que le nou-

veau code de procédure pénale a eu une influence importante, même si elle n'est ni la seule ni déterminante pour la progression des enquêtes. Il a en effet rendu plus facile l'enquête du ministère public, supprimé le juge d'instruction en se concentrant sur un organe unique ayant pouvoir d'investigation et permis plus de discrétion pendant les six premiers mois d'enquête sur une personne. Tout cela a donné une plus grande possibilité de mouvement au ministère public.

Il y a eu beaucoup de polémiques sur l'usage dans cette enquête de la prison préventive, présentée quelquefois comme l'unique ressort de l'enquête. De telles polémiques ne sont pas sans équivoques. En quelques années, nous sommes passés de la possibilité pour le procureur de faire procéder à des arrestations, et donc d'imposer lui-même l'incarcération préventive, à la situation actuelle, où le ministère public peut uniquement demander l'incarcération décidée cependant par une autre instance : le juge pour les enquêtes préliminaires (GIP), figure qui n'est pas impliquée dans les enquêtes et qui n'a aucun pouvoir d'initiative.

De grands pas ont donc été effectués du point de vue des garanties pour la personne sous enquête. La mesure restrictive de la liberté personnelle est en effet décidée par un juge qui n'a rien à voir avec l'enquête. D'ailleurs, l'incarcération préventive est décidée par le GIP s'il y a un risque de récidive, de dissimulation de preuves ou de fuite de la part de la personne sous enquête.

En bien! rarement dans d'autres cas judiciaires, les risques précédemment cités ont été aussi fréquents que dans cette enquête. Ou, en tout état de cause, ils se sont produits au moins autant de fois que dans les autres procès. Il faut donc être cohérents : si l'on critique la détention préventive, il faut également le faire dans les cas

de trafic de drogue et de vol. Si l'on veut repenser le problème de la détention préventive, très bien. Mais il faut le faire complètement : on ne peut pas traiter différemment les personnes poursuivies pour corruption et les autres.

Le climat, naturellement, a également changé pour les juges. Mais nous pensons qu'ils étaient dans le passé moins conditionnés par l'environnement culturel et social. L'indépendance de la magistrature a effectivement existé dans notre pays et s'est manifestée activement surtout parmi les juges d'instruction et ceux du siège. Il peut y avoir eu, il est vrai, des cas isolés et limités d'assujettissement psychologique, de sensibilité excessive aux influences extérieures. Mais il s'agit de cas isolés, car les juges sont de toutes façons habitués à travailler au milieu de la désapprobation. Il est peut-être vrai que les magistrats ont également parcouru des étapes en synchrone avec la société, car ils ne vivent certes pas sur une île déserte. Il n'existe pas de secteurs tout à fait séparés. Sur un plan législatif et de jurisprudence aussi, l'adaptation à la Constitution a pris un temps non négligeable. (...)

Accélérer le rythme

Devant l'augmentation énorme des enquêtes, nous continuons de penser qu'il faut chercher des solutions pour accélérer le rythme. C'était l'origine de la proposition de condono (remise de peine) avancée par l'un d'entre nous, il y a déjà de nombreux mois. Maintenant, il faut chercher des formulations concrètes et des réalisations techniques plus adaptées, mais nous sommes toujours convaincus que la solution déjà esquissée sera nécessaire. Deux exigences restent certaines : il faut dévoluer tout ce qui a été commis d'illégal (et nous devons absolument continuer dans cette direc-

tion, car l'action pénale est obligatoire), et cette révélation doit être faite le plus rapidement possible. La rapidité est nécessaire car - conséquence cependant indirecte et non immédiate de cette enquête - d'autres fonctions de l'Etat sont en difficulté, par exemple, la définition des appels d'offres publics ou le continué des travaux de certaines assemblées élues réduites par les mises en examen.

Mais il existe une autre raison pour laquelle il faut que tout soit dévolue de manière urgente : le risque de chantage. Tant que tout n'a pas été mis en lumière, il existe en effet d'énormes possibilités de chantage de la part de ceux qui sont au courant d'illégalités qui n'ont pas encore été révélées. Il est donc essentiel d'accélérer les révélation, chose faisable avec les solutions discutées aujourd'hui, c'est-à-dire la réforme de la négociation préjudiciaire et l'introduction de circonstances atténuantes pour ceux qui collaborent. (...)

De toute façon, nous pensons qu'une exigence doit être respectée : il faudrait rendre l'argent accumulé illégalement. Et nous sommes convaincus qu'il est possible, malgré les difficultés, de récupérer des sommes considérables.

Quand finira l'enquête «Mains propres»? Nous pensons qu'il y aura une fin, mais qu'il faut l'envisager en termes d'années plutôt que de mois. Le mot «fin» (...) pourra être prononcé lorsque toutes les actions illicites commises seront mises en évidence et donc quand tout sera découvert. En tout cas, en ce qui concerne la phase d'investigation.

On a fait remarquer que cette procédure a eu et a encore une grande importance sociale et politique. Qu'un système politique est en train de changer complètement. Mais nous croyons que le problème ainsi présenté est mal posé : toute procédure a, en effet, une importance externe, sociale, sinon politique; qu'elle touche tou-

jours une partie de la société, sinon toute la société. Chaque enquête a des répercussions extrêmement concrètes. Même dans le cas d'un simple vol, par exemple, elle implique une ou plusieurs familles, parents, alliés ou enfants. Également dans le domaine civil : que se passe-t-il lorsqu'une société fait faillite? Tout juge qui fait son métier scrupuleusement, en accomplissant son devoir avec professionnalisme et attention, ne doit pas se sentir influencé par d'éventuels effets externes.

En réalité, le problème est vraiment mal posé. En effet, nous croyons que l'on peut nier que tout ce qui se passe à l'extérieur est un effet de la procédure. Il faut au contraire, inverser le problème : ce qui se passe à l'extérieur, apparemment conséquence de la procédure, découle en réalité non des actes du magistrat, mais de l'attitude de la personne mise sous enquête.

Les décisions politiques des citoyens

Ainsi, les éventuels changements politiques ne dépendent pas de l'enquête, mais des décisions politiques prises par les citoyens. Certainement, cette enquête a contribué à clarifier, à faire émerger et à révéler une réalité. Mais, ensuite, les citoyens ont pris leurs décisions politiques indépendamment des actions des magistrats.

Cette manière de se placer devant l'action de l'ordre judiciaire est presque drôle : s'il y a des ponts construits de telle sorte qu'ils s'écrouleront, si cela se produit, est-ce de la faute du magistrat qui a découvert les responsabilités? Certes, nous ne sommes pas des experts, mais de ce qui nous semble, la conséquence de l'intervention du magistrat est autre : il pourra contribuer, bien que de manière minime, à ce qu'il y ait l'avenir les ponts soient mieux construits, ainsi ils s'écrouleront plus difficilement.

Nous ne partageons pas l'affirmation selon laquelle l'enquête a pu progresser grâce à l'appui des gens. Le soutien suppose une influence de l'extérieur sur le travail de la magistrature. Ceux qui disent : cette enquête progresse parce qu'elle a le soutien des gens affirment une chose inexacte. Nous, nous disons que cette enquête progresse parce que la mentalité des gens a changé.

Le soutien a une influence sur la psychologie du juge; le changement de mentalité a, par contre, une influence sur la psychologie des personnes impliquées dans la procédure.

Le juge sérieux et honnête ne se réfère pas au soutien ou à la désapprobation des gens, mais il répond seulement à la loi et est souvent contraint de travailler en opposition à la communauté dans laquelle il vit. La preuve en est, que dans notre pays, il n'y a aucune catégorie de citoyens qui, plus que les juges, a dû subir autant d'attaques et qui a eu autant de victimes tombées dans l'accomplissement de leur devoir.

Les journaux ont raconté pas à pas l'enquête, jouant un important rôle de communication et de transparence. L'attention avec laquelle la presse a suivi cette enquête a donc été utile pour le citoyen. Mais quelquefois les exigences de l'information peuvent entrer en conflit avec celles des enquêtes. Toute enquête peut en effet subir les conséquences dommageables d'une fuite d'informations, et cela s'est produit.

En tout cas, il faut s'en tenir à deux points précis : le premier est qu'il faut toujours respecter toutes les personnes impliquées dans des enquêtes; le second est que le secret de l'enquête, de l'instruction, est posé par le code comme protection de l'enquête et non de la personne sous enquête, qui, elle, est protégée par d'autres garanties.

Proche-Orient

L'exception culturelle de la France

Les récents bouleversements au Proche-Orient - guerre du Golfe, accord Gaza-Jéricho - représentent pour l'Occident l'opportunité d'un renforcement d'influence économique et culturelle dans la région. Pour Georges Corm, la France doit profiter de l'occasion pour cesser de s'aligner sur le modèle hégémonique américain.

par Georges Corm

LA scène mouvante du Proche-Orient ressemble de plus en plus à un marécage. Pourtant, la guerre du Golfe puis l'accord Gaza-Jéricho ont fait miroiter des perspectives enchanteuses aux puissances occidentales dans cette région du monde, en termes de renforcement d'influence économique et culturelle que rien ne viendrait entraver.

Les rêves arabes de formation d'un bloc politique et culturel ayant son pôle dans l'ordre international sont pour l'instant rangés au placard; la dangereuse influence pour les intérêts occidentaux de l'Union soviétique dans les pays arabes n'est plus qu'un mauvais souvenir. La dépendance technologique et économique des pays arabes pour le commerce avec les pays de l'OCDE dans tous les secteurs de la vie quotidienne est de plus en plus grande. L'acceptation par les régimes arabes en place de l'existence d'un Etat juif au Moyen-Orient, permettant le regroupement des communautés juives qui le voudraient en Orient, ne fait plus de doute.

La reconstruction de Beyrouth, les besoins de Gaza, la possibilité de doter la région d'infrastructures, de transports, de télécommunications, d'hydraulique, de réseaux énergétiques à la mesure des besoins qui n'ont pu être satisfaits depuis cinquante ans en raison du conflit israélo-arabe : tous ces facteurs promettent de fructueux contrats pour les grandes firmes occidentales.

Pourtant, les perspectives de

l'Occident sont une chose, les réalités de terrain dans le monde arabe et au Moyen-Orient en sont une autre. D'abord une explosion démographique qui continue, même si son rythme tend à légèrement diminuer. Cette explosion démographique ne s'accompagne même pas d'un début d'insertion sérieuse de la région dans les circuits du commerce de produits industriels ou de services; or elle seule pourrait offrir à court terme les opportunités d'emplois qu'il est impératif de trouver pour arrêter la chute dramatique des niveaux de

En deuxième lieu, l'explosion au grand jour d'ingénieries sociales sans pitié dans l'histoire de l'humanité, puisque les années de famine (1974-1984) ont concentré entre les mains de quelques milliers de personnes de toutes les nationalités arabes une fortune de l'ordre de 500 milliards à 600 milliards de dollars, massivement investie dans les pays de l'OCDE. L'étalage sur place de la partie visible de cette fortune colossale dans des pays où le revenu annuel de l'immense majorité des deux cents millions de citoyens arabes et des cent dix millions de Turcs et d'Iraniens se situe dans une fourchette comprise entre 2 500 F et 5 000 F, crée des états de désespérance sociale graves, qui ne peuvent, par ailleurs, que profiter aux mouvements de contestation de l'ordre établi. De plus, au Liban, la politique pharaonique de reconstruction, sans le moindre souci social après dix-sept années de souffrances et de bouleversement, est de plus en plus mal vécue par de larges couches appauvries de la population.

Enfin, c'est pratiquer la politique de l'autruche que de confondre les attitudes des gouvernements arabes avec les sentiments des populations qu'ils encadrent. Dans la conscience profonde, voire le subconscient, du plus humble chauffeur de taxi ou portier d'hôtel, domine le sentiment des injustices subies par les sociétés du Moyen-Orient et au Maghreb depuis deux

cents ans et dont la création de l'Etat d'Israël n'est que la somme de l'iceberg. Chez les «élites», la conscience malheureuse domine, développant un état de schizophrénie qui oscille entre la soumission-démission face aux «perspectives de paix» à l'occidentale et le repli identitaire sur la famille, la religion, la région d'où on est issu. D'Alger à Khartoum, en passant par Le Caire et Beyrouth, des thèmes communautaires depuis deux cents ans est plus une source de guerre et de tension que d'apaisement et de justice. Après que les communautés chrétiennes d'Orient aient été au centre des préoccupations occidentales, ce qui a déstabilisé leurs relations pluri-séculaires avec les communautés musulmanes et entraîné le drame arménien ainsi que le mal de vivre libanais, c'est maintenant une focalisation totale sur l'impérialisme étatique du judaïsme en Orient qui est le souci quasi exclusif de l'Occident, avec toutes les conséquences que cela entraîne en termes d'effervescence islamique. Aussi ne serait-il pas temps de rechercher ailleurs l'inspiration de la paix, en particulier dans l'évolution d'Etats qui, plutôt que d'affirmer bruyamment des couleurs identitaires à base ethnique ou religieuse, commenceraient enfin à se soucier de l'égalité de chances de leurs citoyens au-delà de toute appartenance ethnique, religieuse ou communautaire?

Plus que jamais, Voltaire, Montesquieu et Rousseau sont d'actualité. Il ne dépend en fait que de la France, forte du sur-saut procuré par la résistance culturelle dans les négociations du GATT, de faire entendre sa différence dans la cacophonie des vapeurs mystiques et communautaires qui écrasent les hommes et les femmes, non seulement au Moyen-Orient et dans les Balkans, mais un peu partout dans le monde.

► Georges Corm est l'auteur de *Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libération. Histoire d'une modernité inaccomplie*. La Découverte, 1989.

BIBLIOGRAPHIE

Meyer l'explorateur

DANS MON PAYS

LUI-MÊME...

par Philippe Meyer

Ed. Flammarion, 220 p., 98 F.

HISTORIEN et sociologue de formation, Philippe Meyer, présentement chroniqueur à France-Inter, où il parle de tout, est éditorialiste à l'*Evenement du Jeudi*, où il commente la télévision, a fait un beau voyage. En France, dans son pays lui-même. Et il nous le raconte, à sa manière : riche, fouillée, fine; parfois pédante mais toujours plaisante et souvent brillante. Pour la circonstance, l'historien s'est fait ethnologue, le sociologue s'est transformé en géologue. Et le tout aurait pu aussi bien s'intituler : *Paris sauvée par ses provinces*.

Le risque d'une telle entreprise, qui a consisté en un tour de France purement «pifométrique», et donc parfaitement impressionniste, était de nous donner une nouvelle version de *Bichon* chez les régimes, cas derniers étant ici la multitude d'indigènes rencontrés et interrogés au hasard des hautes de notre explorateur. Risque évité. Dieu merci, bien au-delà de ce que souhaitait l'auteur lui-même qui avait prévu que «tirer des conclusions de ce voyage serait tricher avec sa nature et son propos». Au contraire, la propos trahit par sa pertinence et conduit presque subrepticement le lecteur à au moins une conclusion : nos décideurs gagneraient à lire Philippe Meyer. Ils y trouveraient pour eux-mêmes matière à la plus grande modestie.

A cette réserve près : il arrive malgré tout que l'auteur cède à un penchant qui le guette constamment : redevenir professeur, quand ce n'est pas donner de leçons! Ainsi lorsqu'il se flatte (à juste titre) de sa participation au jury de l'ENEA, et qu'il nous inflige ensuite une longue séance de correction de copies, comme s'il voulait nous persuader que décidément l'élite n'est plus dans l'école... Mais il ne s'agit pas d'une douzième étape, quand les

onze autres qui la précèdent retiennent bien davantage l'attention.

Philippe Meyer est allé voir ce qu'il y avait derrière les volets de la barre de béton la plus longue d'Europe, dans l'un de ces fameux quartiers à risques où l'on rencontre la grande pauvreté, le Haut-du-Livre à Nancy; il s'est surtout intéressé à Bernadette, qui dirige la Section d'éducation spécialisée (SES) du collège qui jouxte ce Bétonville. Ce voyage-là, à lui seul, vaut le détour pour qui veut comprendre cette trop fameuse «société à deux vitesses» qui n'est en fait que la juxtaposition de planètes qui s'ignorent. Ici, dit Bernadette, nous ne nous occupons pas des exclus, nous avons affaire à des gens que rien n'effraie, à des gens qui ne craignent rien. La leçon, cette fois, est rude. Et salutaire pour qui s'intéresse à ce que le mot d'intégration devrait signifier dans une république digne de ce nom.

Tout aussi rudes sont les pages qu'il consacre à l'*«exception corse»*. Non que l'auteur apporte quelque proposition que ce soit de nature à y porter remède. Mais parce qu'il a eu le courage d'aller au-delà des clichés, de ceux qui prévalent sur le continent à l'encontre de ce pays lointain, comme surtout de ceux derrière lesquels les insulaires eux-mêmes s'abritent trop souvent. Dernière ceux-là, il y a, selon Philippe Meyer, un mal corse, absolu : l'envie, tabou dont personne ne parle, qui est ici exposée dans toute sa cruauté. Cette envie, qui explique que les Corsais aient toujours quelque chose à reprocher aux leurs, particulièrement à ceux d'entre eux qui réussissent, est que l'île ait toujours trouvé en elle-même son véritable ennemi là où tant d'autres y ont puisé leurs propres forces.

La est le mérite de Philippe Meyer : en Corse comme ailleurs, c'est l'humanité qu'il a voulu rencontrer, c'est l'indigne et qu'il nous invite à réparer.

JEAN-MARIE COLOMBANI

هكذا من الأمل

1994 : une année électorale en Europe

Les vieilles démocraties à la recherche d'un nouveau souffle

L'année 1994 verra quelques pays d'Europe occidentale, et non des moindres, renouveler leur Parlement. L'Italie au printemps et l'Allemagne en automne vont, à coup sûr pour la première, et avec un fort degré de vraisemblance pour la seconde, procéder à un changement à la tête du gouvernement.

Les premiers ministres des Pays-Bas et de Suède ainsi que le chancelier autrichien remettront également leur mandat en jeu, avec des chances très variables de se voir confirmer dans leurs fonctions. De plus, auront lieu dans les douze pays de l'Union européenne, les élections au Parlement de Strasbourg du mois de juin prochain.

Si les consultations électorales prévues en Europe occidentale en 1994 s'inscrivent dans la continuité de l'histoire politique de chacune des nations concernées, elles n'en présentent pas moins un ensemble de traits communs. L'Europe dite nantie se trouve aujourd'hui face à une triple défi politique et social : maintenir (et non plus améliorer) le niveau de vie de la majorité de la population, combattre le chômage, contenir la poussée de l'extrême droite, du nationalisme agressif et dans certains cas du séparatisme.

Les contrecoups des bouleversements en Europe centrale et orientale se feront sentir, en Allemagne bien sûr où les élections au Bundestag du mois d'octobre seront dominées par les problèmes liés à l'intégration de l'ex-RDA, mais aussi dans d'autres pays. L'Italie et l'Autriche ont vu se lever les hypothèses que la guerre froide faisait peser sur leur politique intérieure :

celle de l'accession au pouvoir des héritiers du Parti communiste italien et celle de l'intangible neutralité autrichienne.

L'épuisement des idéologies qui sous-tendaient l'action des principaux courants politiques européens jouera aussi son rôle : aucune formation ayant vocation à exercer le pouvoir ne brandit plus le drapeau du socialisme planificateur, ni celui du libéralisme économique sans entrave. Le maître mot, dans le camp social-démocrate comme dans celui de la droite modérée est celui de pragmatisme.

Grandes coalitions

Les utopies économiques et sociales ne font plus recette, qu'il s'agisse du salut par le marché et la dérégulation, ou de la mise en place d'une société réconciliée avec elle-même par la réduction du temps de travail et la mise en

harmonie de l'économie avec l'écologie. La traditionnelle opposition entre le parti de l'ordre et le parti du mouvement n'en continue pas moins de fonctionner, à ceci près qu'ils ne se confondent plus avec la droite et la gauche. L'exemple allemand est à cet égard le plus parlant : alors que le Parti social-démocrate (SPD) se présentait aux élections fédérales, avant l'unification, sur un programme faisant une large place à la transformation sociale, dans la perspective d'une alliance de gouvernement avec les Verts, il fait campagne aujourd'hui, vigoureusement « recentré » par Rudolf Scharping, pour le maintien des acquis sociaux mis en danger par la politique de « mouvement » du chancelier Kohl au moment de l'unification.

Tout aussi spectaculaire est la « course au centre » engagée par les ex-communistes du Parti démocratique de la gauche (PDS), en Italie. L'effondrement, pour cause d'opération « Mains propres » des formations politiques du centre (Démocratie chrétienne et Parti socialiste), a mis le parti d'Achille Occhetto en position d'être le pivot d'un « pôle » progressiste susceptible d'attirer vers lui les électeurs modérés effrayés par la montée des lignes séparatistes au nord et des néo-fascistes du MSI au sud. Les formules gouvernementales qui risquent alors de se mettre en place dans les mois qui viennent ne traduiront pas une alternance classique, la gauche remplaçant la droite ou inversement. En Allemagne, tous les augures prévoient la mise en place d'une « grande coalition » des sociaux-démocrates et des chrétiens-démocrates, le chancelier étant désigné par le parti arrivé en tête, comme cela s'était déjà produit en 1966. En Italie, le PDS envisage très sérieusement de maintenir en fonction l'actuel président du conseil, Carlo Azeglio Ciampi, qui n'est pas précédemment un « gauchiste », en cas de victoire du camp « progressiste » aux prochaines élections.

Rassurer, rassurer à tout prix, tel semble être le mot d'ordre que se sont donné les aspirants au pouvoir dans l'« Europe riche », et qui souhaite la rester en dépit de la crise. Les politiques visionnaires, prêts à « user plus de démocratie » (Willy Brandt 1966) ou à « changer la vie » (François Mitterrand 1981), ou encore à faire de l'ancienne RDA un « paysage florissant » (Helmut Kohl 1989), ont cédé la place aux gestionnaires prudents, mais un peu gris de la chose publique.

Les cotes de popularité récompensent des hommes comme le chancelier Franz Vranitzky en Autriche ou Carlo Azeglio Ciampi en Italie, qui n'ont de charisme que celui nécessaire aux banquiers qu'ils furent l'un et l'autre avant d'entrer en politique. A côté du professeur et pontifiant Rudolf Scharping, Edouard Balladur ferait presque figure de tribun populaire ! Face aux démagogues et histrions de tout poil qui s'engouffrent dans l'espace politique « protestataire » se constituent des « regroupements de la raison », qui aspirent comme le souhaitait naguère Valéry Giscard d'Estaing à rassembler « deux citoyens sur trois ».

L'hypothèque de l'extrême droite

Dans chacune des consultations à venir, on observera avec attention le score de l'extrême droite, dont la montée en puissance est une des caractéristiques communes au nouveau paysage politique européen, à la notable exception de la péninsule ibérique où le souvenir des dictatures franquiste ou salazariste est encore trop frais.

C'est en Allemagne que le poids de l'extrême droite risque d'avoir l'influence la plus déterminante sur l'issue du scrutin législatif : de la capacité des « Républicains » de Franz Schönhuber à franchir la barre des 5 % nécessaires pour entrer au Bundestag dépend en grande partie le sort de la coalition Chrétien-démocrates-libéraux accueillant au pouvoir.

Les voix d'extrême droite étant, pour l'essentiel conquises aux dépens des conservateurs classiques, il importe que le chancelier Kohl endigue au maximum l'influence des formations xénophobes et ultranationalistes. La tentative de séduction opérée vers ce secteur de l'opinion avec la nomination par la CDU de Steffen Heitmann

à la candidature à la présidence fédérale s'étant terminée par un fiasco total, et les assauts de démagogie, notamment hostile à l'Union européenne trouvant quelque écho dans l'opinion, il est plus probable que l'Allemagne va devoir vivre la prochaine législature avec une extrême droite installée à Bonn.

La percée surprise des néofascistes du MSI aux élections municipales partielles italiennes, symbolisée par les quelque 40 % de voix obtenus à Naples par la petite-fille du Duce Alessandra Mussolini peut-elle se confirmer dans les mois qui viennent ? Tout dépend de la capacité de la droite modérée de trouver rapidement une issue à la crise profonde dans laquelle elle est actuellement plongée. On assiste à une tentative d'investissement de cet espace politique par Silvio Berlusconi (le Monde du 28 décembre) qui participe plus de la politique spectacle que d'un entre-

prise sérieuse de recomposition du centre droit transalpin.

Il reste néanmoins que le danger d'une dérive d'extrême droite sur les démocraties ouest-européennes reste incommensurablement moins grand que dans certains des Etats anciennement communistes de l'Est. Les virus xénophobes et nationalistes ne sont absents ni de France, ni d'Italie, ni d'Allemagne, mais la désespérance des citoyens de ces pays n'est pas, pour l'instant, parvenue à un point tel que les dirigeants de ces pays en soient réduits à détourner vers l'agressivité extérieure la colère de leurs mandats.

Entre l'aspiration à plus de sécurité et les nécessaires adaptations des sociétés nanties au nouvel ordre mondial, il faudra à tous ces chefs d'Etat et de gouvernement de la « vieille Europe » plus d'imagination pour exercer le pouvoir que pour le conquérir.

LUC ROSENZWEIG

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

Les combats dans le nord de la Bosnie auraient fait des centaines de morts

Les combats qui se déroulent depuis plusieurs semaines dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, dans les régions d'Olovo et de Teocak, ont fait des centaines de morts, particulièrement parmi les forces serbes bosniaques, a-t-on appris mercredi 29 décembre de source informée à Sarajevo. Ces combats opposent les forces serbes bosniaques et l'armée gouvernementale, à majorité musulmane.

La Force de protection des Nations unies (FORPRONU) et les médias bosniaques ont été depuis plusieurs semaines d'affrontements soutenus dans les régions d'Olovo, à une trentaine de kilomètres de Sarajevo, et de Teocak, plus au nord, à une trentaine de kilomètres de Tuzla, non loin de la frontière avec la Serbie. Mais les bilans four-

nissent, lorsqu'il y en a, mentionnent des pertes minimes. Ceux de la radio gouvernementale bosniaque ont ainsi fréquemment fait état de plus de 1 000 obus par jour dans ces régions, en donnant des bilans de deux ou trois morts.

D'autre part, les bilans officiels des combats qui ont eu lieu ces derniers jours à Sarajevo entre l'armée gouvernementale et les forces serbes bosniaques sont eux aussi « largement sous-estimés », a-t-on déclaré de même source. Les observateurs militaires de l'ONU avaient fait état dimanche soir, sur la base des « bilans » obtenus dans les hôpitaux, de Sarajevo, de quatre morts et cinquante-trois blessés du côté bosniaque et d'un mort et cinq blessés du côté serbe, après les très durs affrontements dans le

quartier de Grbavica. De source informée, on indique que les récents combats à Grbavica et dans le nord de Sarajevo ont en fait coûté « des dizaines de morts » aux deux camps. - (AFP)

ELECTIONS EN KRAJINA : deuxième tour le 23 janvier. - Le deuxième tour des élections « présidentielles » dans la « république » de Krajina, région de Croatie aux mains de sécessionnistes serbes, aura lieu le 23 janvier, a annoncé la commission électorale. Elles mettront aux prises Milan Babic, arrivé largement en tête au premier tour, le 12 décembre, et le candidat soutenu par Belgrade, Milan Martić. M. Babic a protesté contre ce délai. - (AFP)

BIBLIOGRAPHIE

Vukovar, Sarajevo : tentative d'explication d'une catastrophe

VUKOVAR, SARAJEVO...
sous la direction
de Véronique Nahoum-Grappe.
Editions Esprit, 295 p., 120 F.

Bien des intellectuels français ont pris position sur les événements qui ensanglantent l'ex-Yougoslavie. Ils l'ont fait trop souvent sans examiner vraiment ce qui s'y passait, parfois en commettant des erreurs grossières, au point que dans certains cas on pouvait se demander s'ils se servaient de leur notoriété pour dénoncer le drame ou si, plutôt, ils se servaient du drame pour renforcer leur notoriété. Le mérite de l'ouvrage collectif que publient les éditions Esprit est de rassembler à côté de textes qui n'ont, une fois de plus, que valeur d'opinion - les contributions de quelques universitaires français et intellectuels originaires de l'ex-Yougoslavie qui tentent, chacun dans son domaine de compétence, un début d'élucidation de cette catastrophe.

Il en ressort, en premier lieu, une dénonciation des simplifications abusives quant à la nature et aux origines du conflit, simplifications derrière lesquelles s'abritent encore démission ou indifférence. « La plus courue des simplifications », écrit Ivo Banac, ce qui renvoie tout à la fois au Café du Commerce et aux déclarations faites dans le passé par les plus hauts dirigeants français sur les « tribus » yougoslaves.

L'Europe, les Occidentaux en général, n'ont pas fait l'effort, au moment où le conflit s'annonçait, du moindre début d'analyse politique. En s'en tenant à quelques

« le » nationalisme (comme s'il n'y avait que d'une sorte) ou sur un prétendu stalinisme balkanique, ils se sont aveuglés, ils se sont eux-mêmes liés les mains. Ivo Banac brosse un édifiant historique de la montée des peurs serbes au cours des dernières décennies, jusqu'à cette paranoïa sur laquelle Slobodan Milosevic a construit son pouvoir et qui se nourrit désormais de la guerre après l'avoir engendrée.

Autre lieu commun auquel les « grands simplificateurs » ont abondamment recouru : celui qui impute la responsabilité de la guerre aux « pressions germano-occidentales » en faveur de la reconnaissance des indépendances slovène et croate, plutôt qu'à la politique d'agression qui fut, dès le début, celle de Slobodan Milosevic. Plusieurs textes, notamment celui de Muhamedin Kulash sur le Kosovo, réagissent définitivement son compte à cette falsification et rétablissent l'ordre de la cause et de ses effets.

Pierre Hassner le fait aussi, sans passion, sans épargner la France, mais ni l'Allemagne ni les Etats-Unis non plus. Il dissèque en fin politologue les impuissances réelles ou hypocrites de ce que l'on appelle la « communauté internationale » : impuissance réelle à régler le fond du problème, laquelle ne justifie cependant aucunement l'impuissance alléguée à prévenir, puis à stopper les horreurs de la guerre et du « nettoyage ethnique ».

La plus ambitieuse des contributions est sans doute celle de Véronique Nahoum-Grappe, qui tente de mettre au jour les particularités de cette guerre, pure guerre d'agression serbe à l'origine, dont la première caractéristique se résume en une phrase :

« Une armée attaque des populations civiles prises comme ennemies en tant que telles ».

L'auteur essaie d'aller plus loin et d'analyser la cruauté particulière qui se donne libre cours en Bosnie, dans un texte non dépourvu d'approximations mais riche en intuitions. Ainsi l'hypothèse selon laquelle la surenchère dans la cruauté serait due en partie à l'impossibilité objective de la purification ethnique là où les ethnies sont à tel point imbriquées dans de mêmes régions, mêlées dans de mêmes familles. Autre idée qui sonne juste : plus l'ennemi est fantasmagorique, construit de toutes pièces, plus on l'accuse des pires exactions et plus les représailles sont cruelles, le crime réel légitime.

Il y a dans cet ouvrage le début d'une clarification, même si beaucoup de choses manquent. On aimerait en savoir plus, notamment sur la façon dont se définissent les « ethnies » dans l'ex-Yougoslavie, sur l'idée de la nation serbe, et surtout sur la guerre que mènent aussi Croates et Musulmans bosniaques. On aimerait comprendre ce qui, dans les contrées yougoslaves de l'Europe, fait basculer les peuples vers la répétition d'atrocités déjà plusieurs fois commises en ce siècle. Et pour quoi l'important : ceux qui hantent les villes et qui les détruisent », comme l'écrit Bogdan Bogdanovic, l'ancien maire de Belgrade, dans un très beau texte relevant, précise-t-il lui-même, « d'une sorte de gnose noire personnelle (...) en dépit peut-être de ce qui est descriptible ».

CLAIRE TRÉAN

ALLEMAGNE

« Adieu RIAS Berlin ! »

La RIAS, radio du secteur américain de Berlin, qui a permis pendant plus de quarante ans aux auditeurs de RDA d'entendre la voix du « monde libre », disparaît le 1^{er} janvier.

BERLIN

de notre envoyé spécial

« De grâce, continuez à émettre pour nous. Peut-être saisissez-vous un jour vraiment l'importance que vous avez pour notre communauté et que vous avez toujours », écrit encore en 1989, après la chute du mur - pendant les fêtes de fin d'année - une auditrice allemande à la rédaction de la Rundfunk im Amerikanischen Sektor, cette fameuse RIAS du secteur américain de Berlin, qui disparaît le 1^{er} janvier 1994, dans le sillage de la restructuration de la radio publique allemande.

A la veille des funérailles, la RIAS a publié une riche documentation sur ses activités qui permettent, de septembre 1946 jusqu'à la fin du régime, de transmettre à l'Est, par la voie des ondes, une information dont les habitants de la RDA étaient privés. « Je crois que la direction et les employés de RIAS, dit un Berlinois de l'Est, ne se doutent absolument pas avec quelle intensité mes compatriotes suivaient leurs émissions. Cette station nous montrait en fait ce qui pouvait être « normal » dans le monde. Nous écoutions tous RIAS, même si personne n'osait le reconnaître publiquement ».

Effectivement : certains de ceux qui se targuaient de ne pas être des « gens de la radio » furent condamnés à des peines de plusieurs mois de prison. D'autres frondeurs se voyaient menacés de licenciement, perdant leur emploi du jour au lendemain ou - si leur courrier avait été intercepté - devaient, par exemple, s'engager solennellement par écrit... à ne plus l'écouter ou à ne plus envoyer de lettres à la rédaction. « Après la construction du mur, en 1961, souligne un auditeur, RIAS est devenue également un pont culturel, elle m'a donné ce que la vie dans cet Etat [la RDA] ne pouvait plus m'offrir ».

La victoire du « lobby rhénan » ?

L'apparition sur les ondes moyennes de cette « voix libre du monde libre », qui aura été pendant des décennies l'ennemi émetteur numéro un des autorités communistes est-allemandes - celles-ci dépensèrent parfois, en vain, des sommes considérables pour brouiller ses émissions - remonte au 4 septembre 1948 : ce jour-là, la RIAS succédait à la DIAS - arisanale et presque improvisée - qui diffusait six heures de programmes par jour, en moyenne, depuis le mois de février. Une idée du commandement militaire américain de Berlin, appuyée par

l'Agence d'information des Etats-Unis (USIA) à Washington, pour répliquer notamment à l'installation de la Berliner Rundfunk dans le secteur soviétique de la ville.

Mais cette radio était censée, avant tout, être une radio d'information et non de propagande. Avec le temps, elle est devenue une chaîne culturelle et musicale de qualité (avec RIAS 2 depuis 1953) où de grands noms actuels de la presse radiophonique allemande ont fait leurs débuts et qui a, au fil des ans, créé, entre autres, des chœurs (1948), un orchestre symphonique (baptisé aujourd'hui Orchestre symphonique de Berlin), un ensemble de jeunes musiciens, etc.

Se vie est également liée aux événements qui ont marqué durant cette période l'histoire politique de la ville (le soulèvement ouvrier du 17 juin 1953, la construction du mur...) et celle de l'Europe (la révolte hongroise et l'écrasement du printemps de Prague par les troupes du pacte de Varsovie) dont les Allemands de l'Est n'entendaient qu'une version.

En 1991, la RIAS, dans ses locaux de Schöneberg, comptait 871 employés, dont 212 dans le secteur télévision (ouvert en 1988). Depuis la fin des années 80, elle était financée à 90 % par le ministère des relations interallemandes, puis de l'intérieur, à Bonn. Les crédits sont aussi utilisés pour des projets de formation, de stages de journalistes ou de coproductions germano-américaines.

1^{er} janvier 1994 : RIAS Berlin n'existe donc plus, conformément à la restructuration du réseau radiophonique public allemand. Au sein de la nouvelle Deutschlandradio, qui diffusera deux programmes nationaux, elle fusionne sur une des chaînes, à Berlin, avec DS Kultur de l'ex-RDA (qui avait aussi ces dernières années un auditoire non négligeable). Désormais, RIAS produira principalement des informations et des émissions généralistes qui devraient toucher quelque 500 000 auditeurs, tandis que DS Kultur se concentrera sur des programmes musicaux et culturels. Les ensembles musicaux et choristes des deux radios vont également fusionner avec des compressions de personnel à la clé.

Quant à la deuxième chaîne, l'actuelle très sérieuse Deutschlandfunk, elle ne changera guère de grille ni d'effectifs. Basée à Cologne, elle sera, comme le constatent amèrement certaines personnalités de Berlin et des nouveaux Länder de l'Est qui trouvent ce démantèlement un peu bide, « proche de la bureaucratie gouvernementale bonnoise ». Une nouvelle victoire, à leurs yeux, du « lobby rhénan ».

ALAIN DEBOVE

La partition de la Tchécoslovaquie un an après

Autosatisfaction à Prague

PRAGUE

de nos envoyés spéciaux

Après la révolution de velours, une transition de velours ? A première vue, tout porte à croire que la République tchèque est en train d'échapper aux douleurs du post-communisme qui minent la plupart des nouvelles démocraties à l'Est. Au bout de sa première année d'indépendance, le gouvernement ultralibéral du premier ministre Vaclav Klaus affiche en effet un bilan à faire pâlir d'envie non seulement ses voisins de l'ancien bloc soviétique mais aussi un grand nombre de pays occidentaux : stabilité politique, calme social, un des taux de chômage les plus bas d'Europe (moins de 4 %), un budget équilibré, un excédent commercial avec les Douze et un secteur privé en pleine expansion qui a absorbé plus d'un million et demi d'emplois perdus dans les entreprises d'Etat.

Fait unique au monde, 80 % de la population adulte détient aujourd'hui des actions après la première vague de privatisations par coupons. « Le secteur privé, inexistant il y a quatre ans, fournit désormais plus de 60 % de la part du PNB et trois quarts de nos échanges se font maintenant avec les pays de l'OCDE, souligne fièrement Karel Dyba, le ministre de l'économie. Nous avons réalisé des changements spectaculaires et durables. »

Pas de doute, l'humeur à Prague ce temps-ci est résolument à l'autosatisfaction. Un récent sondage a d'ailleurs montré que plus de la moitié de la population se dit confiante dans l'avenir et estime que son niveau de vie va augmenter au cours des cinq prochaines années. Résultat : dix-huit mois après sa victoire aux élections législatives de juin 1992 dans l'ex-Tchécoslovaquie, Vaclav Klaus demeure toujours le maître incontesté de la scène politique,

et son gouvernement d'économistes-technocrates montre peu de signes d'usure, si fréquents ailleurs à l'Est.

Les Tchèques auraient-ils donc découvert la recette miracle pour passer, sans trop de casse, de Marx à l'économie de marché ? L'écrivain Vaclav Jemel en doute. « Nous vivons en plein rêve américain. Cet optimisme est assez surprenant car nous sommes plutôt de nature sceptique et pessimiste. Les gens ne se rendent pas compte que là où il y a des gagnants, il y a aussi des perdants. Aujourd'hui, il y a une sorte d'autoaveuglement collectif : chacun se considère comme un gagnant potentiel. »

Un libéralisme sélectif

Les adversaires de M. Klaus, baptisé « Oncle Pécou » par ses concitoyens, affirment que le succès du gouvernement est essentiellement dû au fait que les réformes difficiles n'ont, en réalité, pas encore vraiment commencé. Même si la privatisation par coupons est une réussite populaire indéniable (il y a six millions d'actionnaires dans un pays de dix millions d'habitants), elle se résume surtout, pour l'instant, à un transfert juridique de propriété et n'a pas apporté le capital nécessaire à la modernisation des entreprises. Elle n'a pas non plus résolu le grave problème de l'endettement mutuel de ces mêmes entreprises, évalué à 130 milliards de couronnes (environ 14 % du PNB) par la banque nationale tchèque, qui limite considérablement les possibilités de développement et d'investissement.

« Tout cela, c'est de la poudre aux yeux, tranche sévèrement Milos Zeman, le dirigeant du Parti social-démocrate, le principal parti d'opposition au Parlement. On dit que le chômage est faible mais en réalité nous sommes toujours en situation de

La Tchécoslovaquie a cessé d'exister il y a un an, le 1^{er} janvier 1993. Par rapport au chaos qui a accompagné la désintégration des deux autres anciennes fédérations socialistes du continent européen, l'URSS et la Yougoslavie, la partition de cet Etat, créé en 1918 sur les ruines de l'Empire austro-hongrois, s'est déroulée de façon exemplaire.

Pourtant, ni Vaclav Klaus ni Vladimir Meciar, les premiers ministres tchèque et slovaque, n'avaient fait campagne sur le thème de la séparation lors des dernières élections législatives tchécoslovaques en juin 1992.

Un an après leur divorce, Tchèques et Slovaques se tournent

sureffectifs car les restructurations industrielles n'ont pas démarré. Or 65 % des entreprises dans ce secteur et 85 % des entreprises agricoles sont insolvables. Après la première vague de privatisations, il faut maintenant s'attendre à une vague de faillites ! »

« Foutaise, rétorque, agacé, le ministre Dyba. Depuis quatre ans, le nombre d'emplois industriels a diminué d'un quart et de plus de moitié dans l'agriculture. Quant à la menace de l'endettement, personne ne connaît son ampleur exacte. Les banques ont intérêt à gonfler le phénomène mais je ne suis pas préoccupé par ces chiffres. »

Quoi qu'il en soit, la République tchèque se trouve aujourd'hui à un tournant. Après la première phase de libéralisation qui, partout en Europe de l'Est, a entraîné une explosion des petits commerces et des services, l'assainissement de l'appareil industriel est autrement plus périlleux. La tâche est d'autant plus délicate dans l'ex-Tchécoslovaquie où la soviétisation de l'économie a été poussée à son extrême et qui n'a donc jamais connu la même souplesse qu'en Pologne, où l'agriculture est largement restée entre les mains d'exploitants privés, ni l'ouverture de la Hongrie où les réformes, certes limitées, ont débuté dès la fin des années 60.

Confronté à cette deuxième étape des transformations, dont le coût social risque d'être élevé, Vaclav Klaus semble temporiser à l'approche des élections municipales de l'année prochaine. Moins dogmatique qu'il n'en a l'air, le gouvernement applique un libéralisme qui reste sélectif. Il n'a pas hésité à intervenir dans la restructuration de Skoda et envisage d'en faire autant dans les aciéries ainsi que pour la compagnie aérienne CSA, gravement endettée et qui a été partiellement rachetée par Air France.

Ce n'est sans doute pas un hasard non plus si les derniers secteurs où les prix n'ont pas encore été entièrement libérés sont ceux qui affectent directement la vie quotidienne : loyers, transports et énergie.

Rupture avec les intellectuels

Avec un budget équilibré — un privilège inestimable dans une région où la plupart des pays sont obligés de plier sous les contraintes du FMI — l'on pourrait penser que le gouvernement de Prague s'autorise un léger déficit budgétaire pour financer la modernisation des infrastructures vétustes du pays, notamment les téléphones, les chemins de fer et les routes.

Pourtant, Karel Dyba, frisant la caricature du manichéisme libéral affiché par les dirigeants tchèques, écarte aussitôt le « risque d'attraper cette maladie socialiste. Une fois qu'on l'a, on ne sait plus comment s'en débarrasser ! » D'autres y voient surtout le signe que le gouverne-

désormais le dos, malgré soixante-quatorze années d'histoire commune et des liens économiques qui demeurent importants. A titre d'exemple, la double nationalité, autorisée en Slovaquie, ne l'est pas en République tchèque. Et cette dernière, héritière de la plupart des anciennes structures fédérales ainsi que de leurs symboles — le drapeau, la fête nationale et aussi son président légendaire, Vaclav Havel —, perçoit moins l'impact de cette rupture.

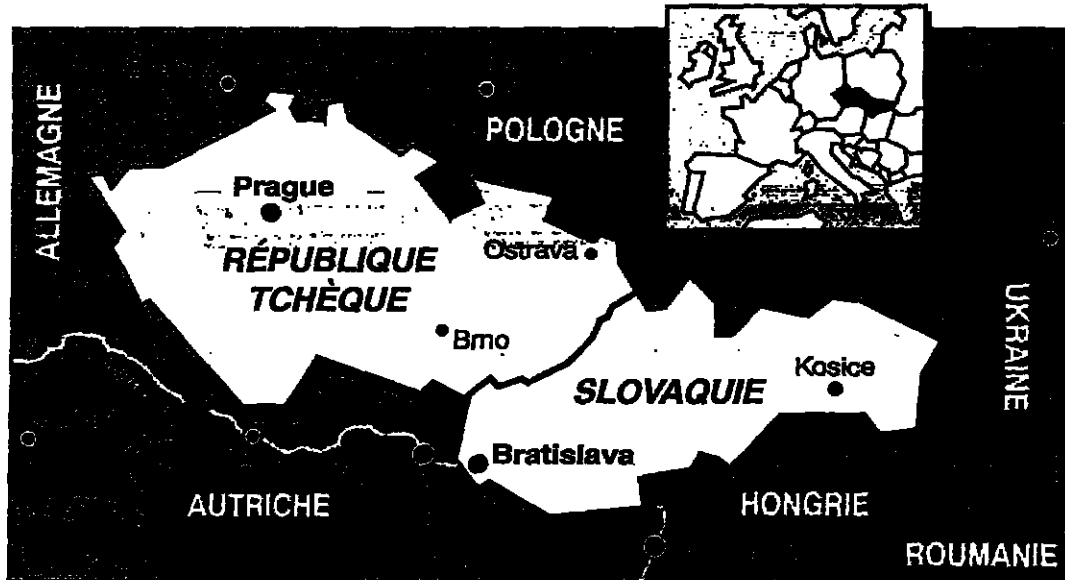
Aujourd'hui, de chaque côté de cette nouvelle frontière, chacun s'est fabriqué une image, sans doute trompeuse : les Tchèques cultivent un sentiment de réussite exemplaire alors que les Slovaques nourrissent des complexes, aux aussi exagérés.

des prises de bec avec Klaus mais il n'a plus de vrais pouvoirs. »

Quatre ans après la chute du régime communiste, Jiri Dienstbier est une de ces figures éminentes de la dissidence tombées en disgrâce auprès de l'opinion. Adversaire farouche de Vaclav Klaus, il refuse pourtant de jouer les Cassandra : « On nous prédit des scénarios catastrophes depuis le début, ironise-t-il, mais ce pays a toujours su se débrouiller. »

Il ne peut cependant dissimuler son irritation face au consensus ambiant. « C'est peut-être l'une de mes plus grandes erreurs, mais après la révolution, je pensais que les gens se méfiendraient des démagogues et des mensonges. Mais ils veulent entendre la même chose, enrobée différemment. Ils ont pris l'habitude de penser en noir et blanc, en bien et en mal. » Et de conclure, un brin provocateur : « J'appelle ça du bolchevisme de droite ! »

YVES-MICHEL RIOLS
et MARTIN PUCHTA



Le complexe de Bratislava

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Alors qu'à Prague les conséquences de l'éclatement de la Tchécoslovaquie sont largement passées sous silence, à Bratislava, le premier anniversaire de l'indépendance de la Slovaquie est sur toutes les lèvres. Et le sentiment prévalant est un mélange de fierté et d'étonnement. « Avant même d'avoir commencé, on nous avait déjà condamnés à l'échec, insiste Sergej Kazlik, vice-premier ministre. Mais quand je compare notre bilan à tous les scénarios catastrophistes prévus, je suis plutôt satisfait. » L'argument revient comme un leitmotiv, tant dans l'opposition que du côté des partisans du chef du gouvernement, Vladimir Meciar.

Si un an après, la petite Slovaquie de cinq millions d'habitants, coincée entre l'Ukraine et l'Autriche, est toujours sur la défensive, c'est parce qu'elle souffre d'un double complexe : celui d'être mal aimée par l'extérieur et le complexe historique d'une souveraineté longtemps demeurée tabou, car automatiquement associée au seul exemple précédent, l'Etat clérico-fasciste de Mgr Tiso, créé avec la bénédiction des nazis entre 1939 et 1945. Comme pour conjurer le poids de ce « péché originel », les Slovaques sentent, encore et toujours, le besoin irrésistible de justifier leur droit à l'indépendance et d'insister sur leur rupture avec un héritage pesant. Comment interpréter autrement le choix de la nouvelle fête nationale : le 29 août, date du début de l'insurrection antifasciste en 1944.

Un peu de clémence semble dire Vilam Horavak, président de l'association Slovakia Plus, un regroupement informel d'intellectuels. Dans son pit-

toresque atelier de peinture, il exhibe volontiers « le tabouret sur lequel fut rédigé la déclaration de souveraineté », adoptée par le Parlement de Bratislava en juillet 1992. « Pendant des dizaines d'années, dit-il, on nous a raconté que nous n'étions qu'une nation de paysans incultes et que l'indépendance était la pire des choses. » Pourtant, elle n'a été acceptée qu'à reculons car lors des dernières élections législatives tchécoslovaques de juin 1992, seul le Parti national slovaque (SNS) prônait ouvertement l'indépendance tandis que la plupart des formations politiques, y compris le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de Vladimir Meciar, défendaient alors l'idée d'une union plus « souple » et « égalitaire », avec Prague.

Troisième choc économique

L'histoire a forcé le destin et, le 1^{er} janvier 1993, Bratislava est devenue la capitale d'un pays qui, contrairement à la République tchèque, héritière de la plupart des structures fédérales, partait de zéro : gouvernement, armée, diplomatie, tous les attributs de base d'un Etat étaient à construire. Et ce avec un double handicap : « L'Europe, traumatisée par la guerre yougoslave, ne voulait pas d'une nouvelle partition », se rappelle Michal Zenko, conseiller du président de la République. Dès le début, la Slovaquie a été perçue comme un facteur négatif de déstabilisation et jugée sévèrement.

Autre obstacle : après la disparition du COMECON qui absorbait environ 70 % des exportations slovaques et la récession occidentale qui a renforcé le protectionnisme des Douze, la division de la Tchécoslovaquie a provoqué un

troisième choc économique avec une diminution de près de 40 % des échanges avec la République tchèque, le principal partenaire commercial du pays, soixante-quatorze années d'histoire commune oblige. « Dans ces conditions, l'indépendance était un grand défi et le résultat, un an après, peut être qualifié de remarquable. » Ce n'est pas un représentant du pouvoir qui parle ainsi, mais le jeune et talentueux chef de file de l'opposition, Peter Weiss, président du Parti de la gauche démocratique (SDL, ex-communiste) qui a le vent en poupe dans les sondages, à tel point que son discours modéré et consensuel ressemble, déjà, à celui d'un futur premier ministre.

Mais l'euphorie des premiers jours de l'indépendance est rapidement retombée. L'agriculture et l'industrie lourde, les deux piliers de l'économie slovaque, sont en crise, et le chômage frappe 14 % de la population active. Le climat social est indiscutablement morose et les formations politiques qui se sont essentiellement définies en fonction du clivage tchécoslovaque sont, elles aussi, en phase de restructuration. C'est particulièrement vrai pour le Parti national slovaque (SNS) qui, depuis l'indépendance, a perdu sa raison d'être. Quant au mouvement de Vladimir Meciar, le HZDS, il abrite lui aussi plusieurs courants rivaux dont celui de gauche est animé par son propre ministre des affaires étrangères, Jozef Moravcik, dont l'opposition au premier ministre est à peine voilée. Résultat, l'année 1993 a été marquée par une instabilité chronique et une improvisation généralisée dans la conduite des affaires du pays. De mars à octobre, M. Meciar a dirigé un gou-

vernement minoritaire après le départ, puis le retour, du SNS de la coalition au pouvoir ; le portefeuille du ministère de l'éducation est resté vide pendant six mois et celui des privatisations n'a toujours pas été attribué, faute de consensus entre le premier ministre et le président de la République, qui est pourtant issu du HZDS. Essoufflé, le gouvernement qui disposait d'une assise confortable au début de l'année, a vu sa majorité réduite à deux voix lors de l'adoption laborieuse de son budget à la fin décembre.

La préparation de l'après-Meciar

« La polémique autour du budget est révélatrice de l'absence totale de coopération de confrontation permanente », estime Milan Kuzko, ancien lieutenant et ministre des affaires étrangères du premier ministre qui a démissionné du gouvernement au printemps pour fonder son propre parti de centre-droit, l'Alliance des démocrates. « Nous devons préparer une alternative fondée sur une politique plus ouverte et des règles du jeu claires pour remplacer le clientélisme de rigueur aujourd'hui. » Et d'affirmer : « Le temps de M. Meciar est révolu. » Rien n'est pourtant moins sûr. Si la popularité de Vladimir Meciar est certes entamée, il bénéficie toujours de l'aura de « l'homme de l'indépendance » et son talent de tacticien lui a déjà permis de diviser une opposition qui, pour l'instant, n'a guère d'alternative crédible à proposer hormis son « anti-Meciarisme ». A l'exception du parti de la gauche démocratique, personne d'ailleurs ne réclame des élections trop anticipées, préférant récolter

les fruits de l'usure de l'équipe au pouvoir.

Il est clair, toutefois, que l'après-Meciar est en préparation, y compris au sein de son propre parti même si aucun rival sérieux n'est encore à l'horizon. Après une année d'indépendance, la marge de manœuvre du chef du gouvernement s'est nettement réduite. Il s'est isolé d'une grande partie des intellectuels qui l'ont initialement soutenu, comme en témoignent les désaffections successives de Milan Kuzko, du ministre des privatisations, Lubomir Dolgos, et de l'ancien ambassadeur à Vienne, l'économiste Rudolf Filkus. La bataille que M. Meciar a livrée — et perdue — à la fin de l'année au président de la République, Michal Kovac, à propos de la nomination d'un de ses protégés au poste-clé des privatisations est un autre signe de son affaiblissement. Le style abrupt et parfois volontairement provocateur de Vladimir Meciar, notamment dans ses rapports avec l'importante minorité hongroise, nuit considérablement à l'image de la Slovaquie et ne pourra, en tout état de cause, satisfaire longtemps la population qui manifeste une lassitude grandissante envers la classe politique. Les récents sondages montrent avec insistance qu'en cas d'élections le parti qui arriverait en tête serait celui des indépendants et des abstentionnistes.

Après avoir joué avec succès la « carte nationale », Vladimir Meciar est maintenant à la recherche d'un second souffle. Mais Milan Kuzko est convaincu, à tort ou à raison, que le compte à rebours a commencé. « Sans Meciar, dit-il, on aura plus de mal à diaboliser la Slovaquie ! »

Y.-M. R.

INTERNATIONAL

EUROPE

PAYS-BAS

Des fonds néerlandais pour Vladimir Jirinovski

AMSTERDAM de notre correspondant
Se faisant l'écho d'informations publiées la veille par le journal russe *Sovodnia*, deux quotidiens néerlandais avancent, jeudi 30 décembre, que le financier de la campagne électorale du leader ultranationaliste russe Vladimir Jirinovski aurait été un conseiller russe en investissements installé aux Pays-Bas.
Cetui-ci, Anton Nenakov, est le jeune - vingt-six ans - et apparemment prospère propriétaire de la société financière Global Money Management Trust (GMMT), firme de droit néerlandaise inscrite à la chambre de commerce d'Amsterdam et ayant pignon sur rue à Moscou, où sa publicité par voie d'affiches et d'annonces télévisées serait omniprésente. Selon *Sovodnia*, c'est l'agence d'Amsterdam de GMMT, dont un conseiller serait un proche collaborateur de M. Jirinovski, qui aurait financé à hauteur de 800 000 dollars la campagne du dirigeant du Parti libéral-démocrate, arrivé en tête des élections du 12 décembre.
Créée en 1989, la société GMMT était depuis lors entre les mains de gestionnaires

CHRISTIAN CHARTIER

POLOGNE : critiques contre l'économie de marché. - Le premier ministre polonais, Waldemar Pawlak, a critiqué la domination de certaines institutions capitalistes dans l'économie, dont les banques et la Bourse, dans un discours, mercredi 29 décembre, devant la Diète. « La spéculation et le jeu sont des éléments du marché

libre, mais quand ils commencent à le dominer il ne s'agit plus du marché libre mais d'une loterie », a indiqué M. Pawlak, qui dirige une coalition de gauche, vainqueur des élections législatives de septembre. « La conviction idéologique de la supériorité innée du secteur privé sur les autres secteurs va en s'épuisant », a-t-il poursuivi. - (AFP)

AMÉRIQUES

Argentine : les déceptions de « Palito » Ortega

Le gouverneur de la plus petite province du pays s'inquiète des effets du néolibéralisme imposé par le président Menem

SAN-MIGUEL-DE-TUCUMAN

de notre envoyé spécial
Ramon Ortega, le gouverneur de la province de Tucuman - la plus petite de l'Argentine - ne manquait pas de bonne volonté lorsqu'il se laissa convaincre, en 1991, de relever ce défi : tenter de faire entrer dans la modernité sa terre natale aux onze micro-climats, essayer de développer le potentiel économique de ces 22 500 kilomètres carrés subtropicaux, qu'on appelle toujours « Jardins de la République » pour tout ce qui y pousse (agrumes, fruits, céréales, tabac notamment) ou pourrait y être cultivé.

Cet « ingénieur » est donc entré en politique en 1991, convaincu de la justesse des vues de Carlos Menem, ex-gouverneur d'une autre province du nord, plus pauvre encore, La Rioja.
Aujourd'hui, dans son « palais » dont le style français Belle Epoque rappelle des splendeurs révolues, « Palito » Ortega égrène ses déceptions et affirme sa nouvelle dissidence : « Vu l'état du pays et de ses finances, il fallait certes prendre le taureau par les cornes. Mais on ne peut adhérer strictement au principe des équilibres budgétaires à Buenos-Aires, sans tenir compte des réalités régionales : sur le terrain, il est difficile d'appliquer des mesures aussi violentes et brutales que celles que nous sommes amenés à prendre ; un tant soit peu de souplesse est requis. »

La ligne de chemin de fer, longue de 1 150 kilomètres, qui relie San-Miguel de Tucuman à Buenos-Aires a brutalement cessé de fonctionner parce qu'elle perdait trop d'argent. Elle ne doit cependant pas être uniquement considérée comme une simple entreprise déficitaire, entend-on de toutes parts. C'est un « service social » rendu à des populations éloignées et pauvres, qui n'ont pas les moyens de se payer l'autobus - plus de deux fois le prix du train ou, à plus forte raison, l'avion. La question du rôle de l'Etat se trouve de nouveau posée. Après un demi-siècle de dirigisme économique, sous Péron notamment, l'Argentine a tendance, tombant dans l'exercice inverse, à opter pour un désengagement quasi total. « Tous les services sociaux doivent rester entre les mains de l'Etat », dit maintenant Ramon Ortega.

La marge de manœuvre des provinces est très mince. Tucuman, par exemple, consacre la majorité de ses ressources à payer des salaires de fonctionnaires ou des pensions. Un pacte fiscal avait bien été négocié, prévoyant un transfert du régime provincial de retraites à l'Etat fédéral, en échange d'avantages fiscaux pour attirer les entreprises ou les inciter à investir (chômage et sous-emploi touchent près de 20 % de la population active à San-Miguel). Les législateurs du parlement de Tucuman ont rejeté cette entente, après que les retraités, qui auraient perdu au change, eurent vivement protesté. Où donc trouver de nouvelles ressources si ce n'est en congelant des fonctionnaires ? Au moins ont-ils jusqu'à présent été payés et l'enseignement primaire - tombé, avec la santé, sous la seule responsabilité des provinces l'an passé - a-t-il été amélioré.

Pour « services rendus »

Ce type d'investissement, de même que le programme « Dignité » lancé par le gouverneur pour améliorer les conditions de vie des plus démunis - 200 000 des 1,2 million d'habitants de la province vivent dans une « extrême pauvreté », selon M. Ortega - n'a pas eu l'heur de plaire aux vieux routiers de la politique locale. « Pour eux, moins les gens sont éduqués, mieux c'est : il suffit de distribuer quelques cadeaux en nature aux miséreux avant les échéances électorales et le tour est joué », dit, sans mâcher ses mots Ramon Ortega.
Il raconte son étonnement de voir défilier dans son bureau, dès le lendemain de son élection,

quantité de caciques de son propre parti, avec, en poche, la liste des fonctionnaires ou autres qu'il s'agit de récompenser pour « services rendus ». « Palito » ne s'est pas fait que des amis dans ces cercles en misant sur les complicités plutôt que sur les relations et en instituant un conseil de la magistrature indépendant, chargé de nommer les juges de la province. Il a osé pousser le bouchon un peu plus loin en « mettant un peu d'ordre » dans la police, dont les cadres étaient des partisans du général Bussi. La justice a puni les auteurs de trop nombreuses « bavures ».

Qui sait aujourd'hui si cette même police ne laisserait pas des manifestants incendier les édifices publics, comme ce fut le cas à Santiago-del-Estero, dans la province voisine de celle de Tucuman, lors des émeutes qui ont fait neuf morts à la mi-décembre ? Un scénario qui ne pourrait que profiter indirectement aux troupes du général Bussi - l'un des quatre députés de Tucuman à Buenos-Aires, d'autant que « Palito » Ortega, « découragé », proclame déjà son intention de ne pas briguer un second mandat.

MARTINE JACOT

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01
36.15 Code A3T puis OSP sur MINITEL

Vente au Palais de Justice de NANTERRE
le 13 JANVIER 1994 à 14 heures en un lot
APPARTEMENT DE 4 P.P. 1^{er} ETAGE + 2 CAVES
A NEUILLY-SUR-SEINE (92)
18, rue Angélique-Véran et 73, av. du Roule
MISE A PRIX : 200 000 FR
S'adresser : M^{re} JAUDON, avocat, demeurant 27 bis, rue de l'Abbaye, 92100 BOULOGNE. Tél. 48-25-74-14 - Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de NANTERRE - Pour visiter sur les lieux, le 7 janvier 1994 de 16 heures à 17 heures.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le 13 JANVIER 1994 à 14 h 30 en deux lots
APPARTEMENT EXCEPTIONNEL A Paris 6^e
1^{er} LOT : bâtiment A - premier étage complet
de 235 m² environ. Très belles pièces de réception donnant sur entrée JARDIN DU LUXEMBOURG et à l'arrière sur cour JARDIN - CAVE
2^e LOT : bâtiment C du même immeuble : UN GARAGE
MISES A PRIX : 1 - 2 500 000 FR - 2 - 100 000 FR
S'adresser : Maître André FABRE avocat 44, rue de Lille Paris 7^e.
Téléphone 42-61-15-95 (le matin de 10 h à 20 h 30)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 13 JANVIER 1994 à 14 h 30, EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT A PARIS-17^e
une CHAMBRE et une CAVE
132, boulevard Péreire
au 5^e étage : 2 PP, salle de bains, cuis., w.-c., penderie, placards, entrée, dégagements au 7^e étage : une chambre
MISE A PRIX : 700 000 F
S'adresser : M^{re} THELLEZ, avocat, 10, avenue Daniel-Lesueur, 75007 PARIS.
Tél. : 47-34-02-16 - Au Greffe du tribunal de grande instance de PARIS.

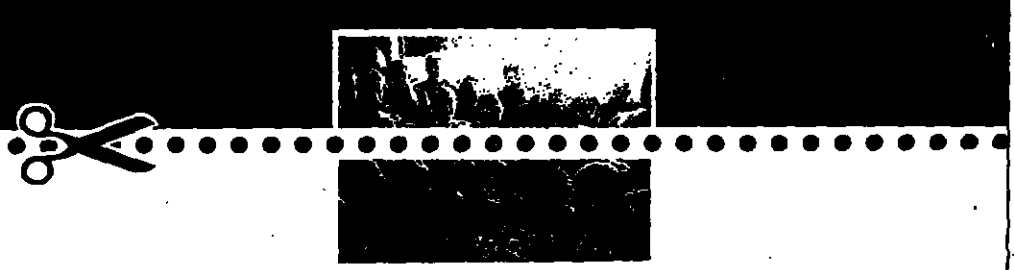
Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 13 JANVIER 1994, à 14 h 30
en DEUX LOTS, à PARIS-15^e
1^{er} lot 11, r. Eugène-Gibez
1^{er} et 2^e étages - Cours et un 9-17, r. Labrousse - Réserve - 2 park. et
LOCAL COMMERC. 3 LOC. COMMERC.
Mises à prix, 1^{er} lot : 450 000 F - 2^e lot : 250 000 F
S'adresser pour renseignements à SCP FESCHER, TARDIEU de MARSAC & Ass. domiciliée, 44, av. d'Iena, PARIS-16^e - Tél. : 47-23-47-24 - Au greffe du tribunal de grande instance de PARIS - Minitel 3616 code ECO.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 13 janvier 1994, à 14 h 30
en un seul lot, au 5^e étage d'un immeuble sis
18, rue de la Michodière
à PARIS-2^e
APPARTEMENT de 5 P. Ppales
et un LOCAL au 5^e étage - Cave
Mise à prix : 2 000 000 de francs
S'adresser M^{re} SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS.
demeurant 76, avenue de Wagram à PARIS-17^e - Tél. : 47-63-29-24.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice NANTERRE
le JEUDI 13 JANVIER 1994, à 13 heures
PROPRIÉTÉ à NEUILLY-SUR-SEINE (92)
19, BOULEVARD DU PARC
Rue de la Jette, compr. MAISON à usage de BUREAUX
- jardin 288 m²
MISE A PRIX : 1 000 000 de FR
S'adr. à M^{re} Céline BANJARD-NORMAND, avocat à BOIS-COLOMBES (92270), 5, rue des Bourguignons - Tél. : 47-80-75-18 - M^{re} Daniel FAQUET, avocat à PARIS (7^e) - 27, boulevard Raspail - Tél. : 45-44-52-95

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE,
le JEUDI 13 JANVIER 1994 à 14 heures
APPARTEMENT DE 3 PIÈCES
principales au 5^e étage, sur la place Corneille et l'aire de circulation et de déchargement des voitures, escalier 3, porte à droite et par l'ascenseur 3 portes à gauche sur le palier, divisé en : entrée avec placard, séjour, cuisine, salle de bains, W.C., deux chambres, débarras, balcon sur le plac.
CAVE - EMPLACEMENT VOITURE NON COUVERT
BOULOGNE - BILLANCOURT (92)
67, rue du Dôme (23, rue des Longs Prés)
MISE A PRIX : 800 000 F
S'adresser à Maître Michel POUCHARD, avocat au Barreau des Hts-de-Seine, 9, rue Robert Lavergne (92600) ANNIERS - Tél. : 47-98-94-14. Sur les lieux pour visiter le MERCREDI 5 JANVIER 1994 de 11 heures à 12 heures et le MARDI 11 janvier 1994 de 11 heures à 12 heures.

**AGISSONS AVANT
QUE LA FAIM
N'ACHÈVE CEUX QUE
LA GUERRE A
ÉPARGNÉS.**



**AUJOURD'HUI PREMIÈRE URGENCE EST LA SEULE
ASSOCIATION À RENTRER CHAQUE SEMAINE DANS SARAJEVO.**
Nous approvisionnons déjà 160.000 personnes par mois.
Ils sont 400.000 à avoir faim, nous avons besoin de votre aide.

BON POUR UN COLIS DE 150 F
A renvoyer avec votre chèque à

PREMIÈRE URGENCE BP 53 - 92404 COURBEVOIE OU CCP 37 771 PARIS
Chaque colis contient : pâtes alimentaires - haricots secs - sucre cristallisé - concentré de tomates - huile végétale de cuisson - corned-beef - lait en poudre 26 % mg - biscuits multivitaminés - pastilles de purification d'eau - 2 brosses à dents - tube de dentifrice - savon type marseille - bougies.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

**PREMIERE
URGENCE**
AIDE HUMANITAIRE
INTERNATIONALE

DIPLOMATIE

Premier acte juridique liant les deux Etats

L'« accord fondamental » entre le Saint-Siège et Israël a été signé à Jérusalem

L'accord fondamental liant le Saint-Siège et l'Etat d'Israël a été signé jeudi 30 décembre à Jérusalem (le Monde du 30 décembre). Présidée par Mgr. Calli, sous-secrétaire de la secrétairerie d'Etat du Vatican, vice-ministre des affaires étrangères du pape, et Yossi Beilin, vice-ministre des affaires étrangères israélien, la commission de travail bilatérale a approuvé, mercredi 29 décembre au Vatican, le texte de cet accord que nous publions ci-dessous intégralement (à l'exception de l'article 13, de caractère administratif).

L'échange des représentants entre le Saint-Siège et Israël se fera non le 1^{er} juin, comme indiqué dans nos précédentes éditions, mais, a dit Yossi Beilin au cours d'une conférence de presse à Rome, « dans un temps très bref, pas plus de quatre mois », sans doute fin avril, début mai 1994.

PRÉAMBULE

Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël, attentifs au caractère unique et à la signification universelle de la Terre sainte, conscients de la nature unique des relations entre l'Eglise catholique et le peuple juif, du processus historique de réconciliation, et de la compréhension et de l'amitié mutuelles grandissantes entre les catholiques et les juifs,

Ayant décidé le 29 juillet 1992 d'établir une commission de travail bilatérale permanente afin d'examiner et de définir ensemble les questions d'intérêt commun et afin de normaliser leurs relations,

Reconnaissant que le fruit du travail de cette commission est suffisant pour conclure un premier accord fondamental,

Réalisant qu'un tel accord fournira une base solide et durable pour un développement continu

de leurs relations présentes et futures et pour le progrès du travail de la Commission,

Convient des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

1 - L'Etat d'Israël, rappelant sa déclaration d'indépendance, affirme son engagement continu à maintenir et à respecter le droit de chacun à la liberté de religion et de conscience, ainsi que le souligne la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres actes internationaux auxquels il est partie.

2 - Le Saint-Siège, rappelant la déclaration sur la liberté de religion du second concile oecuménique du Vatican, *Dignitatis Humanae*, affirme l'engagement de l'Eglise catholique à préserver le droit de chacun à la liberté de religion et de conscience, comme le souligne la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres actes internationaux auxquels il est partie.

Le Saint-Siège désire également affirmer le respect de l'Eglise catholique pour les autres religions et leurs fidèles comme cela a été solennellement déclaré par le second concile oecuménique du Vatican dans sa déclaration sur les relations de l'Eglise avec les religions non chrétiennes, *Nostra Aetate*.

ARTICLE 2
1 - Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël prennent l'engagement de coopérer de façon appropriée pour combattre toutes les formes d'antisémitisme et toutes les formes de racisme et d'intolérance religieuse, et pour promouvoir la compréhension mutuelle entre les nations, la tolérance entre les communautés et le respect de la vie et de la dignité humaines.

2 - Le Saint-Siège saisit cette occasion pour réaffirmer sa condamnation de la haine, de la persécution et de toute autre manifestation d'antisémitisme dirigées contre le peuple juif, et contre tout juif, où que ce soit, en n'importe quelle circonstance et par qui que ce soit. En particulier, le Saint-Siège déplore les attaques dirigées contre les juifs, et la profanation des synagogues et des cimetières juifs, actes qui offensent la mémoire des victimes de l'Holocauste, particulièrement lorsqu'ils sont commis sur les lieux mêmes qui en ont été témoins.

ARTICLE 3
1 - Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël reconnaissent que chacun est libre d'exercer ses droits et son autorité respectifs et s'engagent à respecter ce principe dans leurs relations mutuelles et dans leur coopération pour le bien de leurs peuples.

2 - L'Etat d'Israël reconnaît le droit de l'Eglise catholique à exercer ses activités religieuses, morales, éducatives et caritatives, à disposer de ses propres institutions, et à former, nommer et disposer de son propre personnel dans ces institutions ou pour exercer ces activités.

L'Eglise reconnaît le droit de l'Etat à exercer ses prérogatives, en particulier promouvoir le bien-être et la sécurité de la population. L'Etat et l'Eglise reconnaissent l'un et l'autre qu'un dialogue et une coopération sont nécessaires pour les questions qui, par nature, les nécessitent.

3 - En ce qui concerne la personnalité juridique catholique selon le droit canon, le Saint-Siège et l'Etat d'Israël mènent des négociations afin de lui permettre de s'exercer pleinement en conformité avec la loi israélienne, après présentation d'un rapport d'une sous-commission mixte d'experts.

ARTICLE 4
1 - L'Etat d'Israël affirme le maintien de son engagement à préserver et respecter le statu quo dans les Lieux saints chrétiens où il s'exerce et les droits respectifs des communautés chrétiennes dans ces Lieux saints. Le Saint-Siège affirme

l'engagement continu de l'Eglise catholique à respecter le statu quo et les droits mentionnés ci-dessus.

2 - Les dispositions qui précèdent s'appliqueront nonobstant une interprétation contraire de l'un quelconque des articles de cet accord fondamental.

3 - L'Etat d'Israël convient avec le Saint-Siège de l'obligation de continuer à respecter et à protéger le caractère propre des Lieux saints catholiques : églises, monastères, couvents, cimetières et autres.

4 - L'Etat d'Israël convient avec le Saint-Siège d'une garantie continue de liberté du culte catholique.

ARTICLE 5
1 - Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël reconnaissent qu'ils ont, l'un et l'autre, intérêt à favoriser les pèlerinages chrétiens en Terre sainte. Chaque fois que le besoin d'une coordination se fera sentir, les organismes appropriés de l'Eglise et de l'Etat se consulteront et coopéreront selon les nécessités.

2 - L'Etat d'Israël et le Saint-Siège formulent l'espoir que de tels pèlerinages seront l'occasion d'une meilleure compréhension entre les pèlerins et la population et les religions en Israël.

ARTICLE 6
Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël réaffirment ensemble le droit de l'Eglise catholique à établir, maintenir et diriger des écoles et des centres d'études à tous les niveaux. Ce droit sera exercé en harmonie avec les droits de l'Etat dans le domaine de l'éducation.

ARTICLE 7
Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël reconnaissent qu'il y a un intérêt commun, d'une part, à promouvoir et encourager des échanges culturels entre des institutions catholiques dans le monde et des institutions éducatives, culturelles et de recherche en Israël, et, d'autre part, à faciliter l'accès aux manuscrits, aux documents historiques et aux autres sources comparables, en

conformité avec les lois et les règlements.

ARTICLE 8
L'Etat d'Israël reconnaît que le droit de l'Eglise catholique à la liberté d'expression dans la pratique de ses prérogatives s'exerce également par l'intermédiaire des médias de communication de l'Eglise. Ce droit s'exerce en accord avec les droits de l'Etat dans le domaine des médias de communication.

ARTICLE 9
Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël réaffirment ensemble le droit de l'Eglise catholique à mener ses activités caritatives par l'intermédiaire de ses institutions hospitalières et sociales. Ce droit s'exerce en accord avec les droits de l'Etat dans ce domaine.

ARTICLE 10
1 - Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël réaffirment ensemble le droit de l'Eglise catholique à la propriété.

2 - Sans que cela porte préjudice aux droits des parties :

a) Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël négocieront de bonne foi un accord global, apportant des solutions acceptables pour les deux parties, aux problèmes en suspens, non résolus ou qui font l'objet d'un contentieux, et qui portent sur des problèmes de propriété et des questions économiques et fiscales concernant l'Eglise catholique en général, ou des institutions ou communautés catholiques particulières.

b) Pour ces négociations, la commission de travail bilatérale permanente nommera une ou plusieurs sous-commissions bilatérales d'experts afin d'étudier ces questions et de faire des propositions.

c) Les parties prévoient d'engager ces négociations dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord, et ont l'intention de parvenir à un accord deux ans après le début des négociations.

d) Pendant que se dérouleront ces négociations, toute action contraire à ces engagements sera évitée.

ARTICLE 11
1 - Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël déclarent leur engagement respectif à la promotion de la solution pacifique des conflits entre les Etats et les nations, excluant la violence

et la terreur de la vie internationale.

2 - Le Saint-Siège, tout en servant en chaque occasion le droit d'exercer son enseignement moral et spirituel, juge opportun de rappeler, en raison même de sa spécificité, son engagement solennel à demeurer à l'écart de tous les conflits uniquement temporels, ce principe s'appliquant en particulier aux conflits territoriaux et aux frontières disputées.

ARTICLE 12
Le Saint-Siège et l'Etat d'Israël continueront à négocier de bonne foi la suite de l'ordre du jour agréé à Jérusalem le 15 juillet 1992 et confirmé au Vatican, le 29 juillet 1992. Ils feront de même pour les problèmes qui résulteraient des articles du présent accord, aussi bien que pour les autres questions qu'il sera convenu de négocier.

ARTICLE 13
1 - A la signature de cet accord fondamental et pour préparer l'établissement de plénies relations diplomatiques, le Saint-Siège et l'Etat d'Israël échangeront des représentants spéciaux, dont le rang et les privilèges sont précisés dans un protocole annexe.

2 - A la suite de l'entrée en vigueur et dès le début de la mise en application du présent accord fondamental, le Saint-Siège et l'Etat d'Israël établiront de plénies relations diplomatiques au niveau de la nomenclature apostolique, pour le Saint-Siège, et de l'ambassade, pour l'Etat d'Israël.

ARTICLE 14
Cet accord entrera en vigueur à la date de la dernière notification de ratification par l'une des parties.

Signé à Jérusalem, le 30 décembre 1993, correspondant au 16 Tvet 5754.

Précision : La légende de la carte accompagnant l'article sur l'accord entre le Saint-Siège et Israël et figurant les Lieux saints (le Monde du 30 décembre) a pu faire croire que les villes de Bethléem et de Nazareth se trouvent toutes les deux en territoire occupé. Cela est vrai pour Bethléem, mais les Lieux saints de Nazareth et du Mont-Thabor se trouvent en Israël.

REPERES
ÉTATS-UNIS
Deux policiers de l'Arkansas maintiennent leurs accusations contre Bill Clinton

Cliff Jackson, l'avocat des deux policiers de l'Arkansas qui ont affirmé, la semaine dernière, avoir organisé de multiples escadades extra-judiciaires pour le compte de Bill Clinton lorsqu'il était gouverneur de cet Etat (le Monde du 23 décembre), a présenté, mercredi 29 décembre, ses excuses au président pour la « souffrance publique » provoquée par cette affaire, tout en maintenant les accusations de ses clients. M. Clinton a démenti les accusations des deux policiers, Roger Perry et Larry Patterson. Les deux hommes, qui appartenaient au détachement chargé d'assurer la sécurité du gouverneur, ont affirmé que ces liaisons extra-judiciaires s'étaient poursuivies jusqu'au départ de M. Clinton pour Washington. - (AFP.)

HAÏTI
Trente personnes auraient péri dans un raid de représailles néo-duvallériste

Une trentaine de personnes auraient été tuées au cours d'une expédition punitive organisée, lundi 27 décembre, dans un bidonville de Port-au-Prince par un groupe armé néo-duvallériste hostile au retour du président Jean-Bertrand Aristide. Ce bilan est beaucoup plus lourd que celui de trois morts qui avait été établi initialement (le Monde du 29 décembre). Selon Radio Tropic, qui cite des sources hospitalières, les victimes auraient été tuées par balles ou dans l'incendie délibéré de leurs maisons dans le faubourg de Cité Soleil. Il y aurait également quelque 500 sans-abri. - (Reuters.)

IRAQ
Saddam Hussein aurait échappé à un nouvel attentat

Le président irakien, Saddam Hussein, a échappé à un attentat à la bombe, en septembre dernier, et ses soupçons se sont portés sur le cercle de ses intimes, a rapporté, mardi 28 décembre, le quotidien britannique The Times, citant des sources irakiennes « bien placées » à Bagdad.

Selon ces sources, Saddam Hussein se rendait à un rendez-vous arrangé à la dernière minute avec certains de ses collaborateurs les plus proches, qui étaient pratiquement les seuls à être au courant de la réunion. Un de ses gardes du corps a été blessé. Parmi les collaborateurs figurant le vice-premier ministre, Tarek Aziz, le vice-président, Taha Yassin Ramadan, et le ministre de la défense, le général Ali Hassan El Mejdidi. Tous ont été interrogés. Selon le Times, différents groupes d'opposition ont affirmé ne pas être à l'origine de cet attentat. « On soupçonne à Bagdad que le complot a été organisé de l'intérieur du régime, peut-être avec le soutien des Etats-Unis », selon une source irakienne citée par le journal. On ne compte plus les informations faisant état de tentatives d'assassinat contre Saddam Hussein. En octobre dernier encore, le Sunday Times rapportait l'échec d'un projet de ce genre que des membres de l'opposition avaient prévu d'exécuter le 17 juillet. - (AFP.)

Réunis au Caire

Les négociateurs israéliens et palestiniens ne sont pas encore parvenus à surmonter leurs divergences

Au terme d'une session de travail de deux jours, les négociateurs israéliens et palestiniens se sont séparés mercredi soir au Caire, où est arrivé dans la soirée le chef de l'OLP, Yasser Arafat. Les pourparlers achoppent toujours sur plusieurs points de divergence.

De dramatisations en déclarations apaisantes, la dernière session de négociations sur la mise en œuvre de la déclaration de principes signée le 13 septembre à Washington s'est terminée sur un constat de désaccord persistant, même si un certain « terrain d'en-

tente » a pu être mis en valeur par le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès. Face aux difficultés qui perdurent, alors même que l'armée israélienne aurait dû commencer à se retirer le 13 décembre, le chef de l'OLP, Yasser Arafat s'est rendu inopinément dès la fin de la journée au Caire, où il a aussitôt rencontré le président Hosni Moubarak.

Selon Amr Moussa, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Arafat a eu une réaction « positive » à « certaines idées » avancées lors de la réunion. Entre Israéliens et Palestiniens, « il y a convergence de vues sur certaines questions et divergence sur d'autres », a ajouté M. Moussa, selon lequel les entretiens entre MM. Moubarak et Arafat, devaient se poursuivre jeudi.

Quelques heures auparavant, et avant même la fin de la session de pourparlers, le comité exécutif de l'OLP (CEOLP), dans un communiqué publié à Tunis, avait accusé Israël d'« entraver » les négociations et d'être « revenu » sur des propositions présentées aux Palestiniens lors de précédentes sessions. En insistant sur le contrôle de points de passage entre la bande de Gaza et la région de Jéricho d'une part, l'Egypte et la Jordanie d'autre part, Israël transforme le retrait prévu de son armée en simple « redéploiement », le privant de tout sens, estimait le CEOLP.

Les déclarations faites peu de temps après par les chefs des négociateurs ont achevé de semer la confusion. A l'issue des travaux, le ministre des affaires étrangères israélien, nous signale notre correspondant en Egypte, Alexandre Bucciantini, a en effet évoqué « un terrain d'entente » sur la superficie de Jéricho, le contrôle et les modalités de passage entre cette dernière et la Jordanie et « quelques questions

concernant la bande de Gaza ». « Certaines questions de principe, concernant notamment la sécurité à Gaza, doivent encore être débattues », a ajouté M. Pérès, selon lequel les idées communes ont été « rédigées dans un document » et seront soumises à l'approbation des dirigeants des deux parties.

Plus circospect, son vis-à-vis palestinien, Mahmoud Abbas, s'est borné à affirmer que « des idées constructives ont été présentées en ce qui concerne les points de passage, la superficie de Jéricho et la sécurité des colonies de peuplement juives ». « Nous poursuivons nos consultations et nos négociations et espérons parvenir à un accord », a ajouté le dirigeant palestinien. Les négociateurs devraient se revoir sous huitaine.

« Cesser de regarder la montre »

Le document établi au Caire, nous signale notre correspondant à Jérusalem, stipule que chaque point de passage sera nanti de deux postes de douanes séparés par une vitre opaque. Ils seront respectivement tenus par des Israéliens et des Palestiniens, les drapeaux étant hissés de part et d'autre tandis que deux policiers israélien et palestinien se feront face vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Concernant l'étendue du territoire autonome de Jéricho, l'Etat juif a doublé la superficie de 27 kilomètres carrés qu'il avait initialement proposée, étant entendu que cette aire n'inclurait aucune des colonies de peuplement de la région. Un délégué israélien précisait mercredi soir que l'Etat juif continuerait de s'opposer fermement à la demande répétée des Palestiniens d'élargir ce secteur à plus de 300 kilomètres carrés et de réduire la superficie de Gush

Katif, où se concentrent la plupart des implantations de la bande de Gaza.

Les dirigeants de Jérusalem « ont lâché très peu de lest » aux Palestiniens et ne peuvent désormais que former le vœu pieux que le chef de l'OLP se plie à leurs exigences, constatait un commentateur israélien.

En tout cas, à leur retour en Israël mercredi soir les négociateurs israéliens ont prévenu : « Il faut désormais cesser de regarder nos montres et nous armer de patience ». Leur mine grise en disait long sur les difficultés rencontrées. Il semble en tout cas que la date-butoir du 13 avril, à laquelle est censé prendre fin le retrait de l'armée israélienne dans la bande de Gaza et dans le secteur de Jéricho (Cisjordanie occupée), risque de ne pas être respectée, malgré les déclarations contraires faites à ce sujet à Rome par le vice-ministre israélien des affaires étrangères, Yossi Beilin.

S'est en effet déclaré confiant que « le calendrier initial » élaboré pour la mise en application de la déclaration de principes serait respecté en dépit de plusieurs « pierres d'achoppement ». « J'espère, a ajouté M. Beilin, que c'est une question de jours ou de semaines et non de mois pour que nous surmonterions les obstacles et trouvions des solutions aux deux problèmes majeurs : la taille de Jéricho et la question du contrôle des ponts sur le Jourdain ».

Shimon Pérès, interrogé à son retour, s'est prudemment contenté pour sa part de dire qu'« au vu du retard pris dans les pourparlers », le retrait des militaires israéliens « risquait de ne pas être achevé à la date prévue » par la déclaration de principes. La mise au point de l'accord « n'est pas une question de quelques jours seulement », a ajouté M. Pérès.

M. Na.

Washington dénonce l'expansionnisme israélien à Jérusalem-Est

Les Etats-Unis ont remis à Israël une protestation officielle contre la poursuite de la construction massive à Jérusalem-Est et dans sa banlieue, a-t-on appris, mercredi 29 décembre, auprès du ministère israélien des affaires étrangères.

Selon le quotidien Maariv, Washington a fait cette démarche exceptionnelle après avoir été informé de projets du ministère israélien de l'habitat prévoyant la création de milliers d'unités de logement dans la partie orientale de Jérusalem (annexée) et à la périphérie. Le maire de Jérusalem, Ehud Olmert, membre du Likoud (droite), a rejeté la protestation américaine. « L'avenir de Jérusalem ne sera pas décidé au département d'Etat, mais ici », a-t-il déclaré à la radio. « Pour empêcher que Jérusalem ne devienne la capitale d'un Etat palestinien, il faut poursuivre la construction dans la ville et à l'extérieur », a-t-il ajouté. - (AFP.)

هكذا من الأهل

INTERNATIONAL

DIPLOMATIE

Après une interruption d'un an

Renouveau du dialogue indo-pakistanaï

New-Delhi et Islamabad reprennent le 1^{er} janvier des discussions diplomatiques de haut niveau, interrompues depuis un an.

J. N. Dixit et Shaharyar Khan, les diplomates de plus haut niveau de l'Inde et du Pakistan, doivent se retrouver, samedi 1^{er} janvier, à New-Delhi, après une longue interruption de leurs rencontres, justifiée par le regain de tension consécutif à la destruction, le 6 décembre 1992, de la mosquée d'Ayodhya par une foule d'hindouistes, et les émeutes et attentats qui s'en sont suivis dans le sous-continent. A Bombay notamment, où le gouvernement indien a vu la main des services spéciaux d'Islamabad.

Les trois jours de discussion vont avoir les secrétaires des affaires étrangères survenant alors que les deux pays traversent une phase très rude de leurs tumultueuses relations bilatérales, marquées par trois guerres depuis l'indépendance de 1947. En particulier, New Delhi dénonce sans trêve l'intervention du Pakistan dans l'insurrection menée depuis quatre ans au Cachemire par des militants musulmans. Le Pakistan assure ne prêter qu'un appui diplomatique et moral aux séparatistes (1). Quoi qu'il en soit, le conflit a déjà fait plus de 7 000 morts.

Plusieurs événements ont rendu possible cette rencontre. L'un est l'arrivée au pouvoir, en octobre, de M^{re} Bhutto. Non que le chef du Parti populaire (PPP) soit moins nationaliste que son prédécesseur, mais le nouveau premier ministre semble plus à même que son prédécesseur Nawaz Sharif de mobiliser des appuis internationaux. En particulier, elle a su capter un nouvel état d'esprit américain, sous un président Clinton très inquiet de l'éventualité d'une escalade nucléaire dans la région et désireux de mettre à profit une relation en cours d'amélioration avec l'Inde pour pousser discrètement ce pays à engager un dialogue significatif avec l'ennemi historique.

Certains événements en Inde ont aussi facilité la reprise des discussions. Le recul enregistré aux élections partielles de novembre par le

parti hindouiste BJP a ainsi conforté, au moins par défaut, le chef du Congrès, le premier ministre Narasimha Rao, qui a retrouvé une latitude d'action sur un sujet aussi émotif. Et surtout, les consignes plutôt modérées données aux forces indiennes lors du récent siège de la mosquée d'Ayodhya, à Srinagar, capitale du Cachemire, ont évité un nouveau raidissement des parties : « intronisée » quatre jours après le début de cette affaire, Benazir Bhutto se serait vu, en effet, durablement interdire toute flexibilité si l'affaire s'était achevée dans un bain de sang.

Le champ de bataille le plus haut du monde

La première manche, avant même la rencontre du 1^{er} janvier, paraît avoir été emportée par Benazir Bhutto. Jouant de la menace d'un recours aux Nations unies - alors que l'accord de Simla, signé en 1972 par les deux pays après

leur dernier affrontement, prévoit de privilégier l'approche bilatérale - la dirigeante pakistanaïse a obtenu de New-Delhi l'ouverture d'un dialogue sans exclusive, et ce alors que cette capitale s'obstine à considérer que la question du Cachemire est définitivement réglée.

Certains observateurs estiment qu'une amélioration pourrait découler de mesures de détente sur le glacier du Siachen, là, au pied du deuxième plus haut sommet de la planète, le K2, les armées indienne et pakistanaïse sont, depuis 1984, face à face vers 6 000 mètres d'altitude, en ce que les experts militaires décrivent comme « le champ de bataille le plus haut du monde », et qui peut aussi être tenu pour un point de fixation du conflit. Sept sessions de discussions sur ce thème ont déjà eu lieu ces dernières années, sans résultats.

Les optimistes font observer, à la veille de la rencontre de New-

Delhi, que la tension entre les deux pays n'a pas empêché, dans les années passées, qu'ils adoptent des « mesures de confiance », concernant notamment la prévention d'attaques de sites nucléaires ou l'installation de « téléphones rouges » entre états-majors. Il est vrai, par ailleurs, que la perception progressive, de part et d'autre, que l'entretien de vastes armées est un handicap au développement, pourtant vital, de pays dont le revenu moyen par tête dépasse à peine 2 000 francs l'an. Mais les pessimistes demeurent les plus nombreux, qui notent que chacun des deux gouvernements a, en quelque sorte, besoin de l'autre pour lui faire endosser ses propres erreurs ou insuffisances aux yeux de son opinion.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Les autres Etats estiment souvent qu'Islamabad fournit aussi aux rebelles un soutien militaire limité.

Dans un entretien accordé à l'AFP

Le ministre de la coopération affirme que la France « ne lâchera pas l'Afrique »

Le ministre français de la coopération, Michel Roussin, a affirmé, mercredi 29 décembre, que la France « ne lâchera pas l'Afrique », qui reste un partenaire privilégié malgré ses difficultés. Il a écarté - pour le moment - toute dévaluation du franc CFA, monnaie commune à quatorze pays de la zone franc, garantie par le Trésor français.

Dans un entretien accordé à l'AFP, M. Roussin a indiqué que la situation au Congo - théâtre de violents affrontements entre la mouvance présidentielle et la coalition « de l'opposition » - et le problème des Touaregs, qui affecte le Mali et le Niger, étaient actuellement les principaux sujets de préoccupation de Paris en Afrique subsaharienne.

« Il n'y a plus d'armée nationale au Congo - elle a éclaté en groupes ethniques, - d'où les grands désor-

dres actuels », a-t-il dit, estimant « insupportable » que les six mille Français encore sur place « soient pris à partie ». « Nous ne sommes pas responsables de l'incapacité de l'Etat (congolais) », a-t-il ajouté, demandant au président Pascal Lissouba de prendre les mesures nécessaires afin de faire la preuve de ses qualités de « dirigeant ». A propos des Touaregs, il a indiqué que la France et l'Algérie - avec l'aide du Burkina-Faso - allaient relancer leurs tentatives de médiation.

An sujet de la situation économique et financière des pays de la zone franc, le ministre a précisé que « tous, à l'exception du Togo et du Congo, avaient repris contact avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale » sur les conseils de la France, qui les avait avertis, en septembre, qu'elle ne pourrait plus « boucher les trous »

budgetaires sans accords avec les institutions de Bretton Woods. « Certains pays ont fait des efforts significatifs », a-t-il estimé.

S'agissant des rumeurs sur une probable dévaluation en janvier 1994 du franc CFA - lié au franc français par une parité fixe - Michel Roussin a souligné que la décision appartenait aux Africains eux-mêmes, mais qu'il fallait que celle-ci soit « concertée et unanime ». Il a évalué à 11 milliards de francs la contre-valeur des billets CFA que la Banque de France n'a pas eu à échanger depuis la décision des pays africains concernés de mettre fin, en août, à la convertibilité de cette monnaie en dehors de la zone franc, à l'exception des transactions bancaires. Cette mesure avait été prise pour contrer la fuite des capitaux.

AFRIQUE

ALGÉRIE

L'assassinat d'un Belge porte à vingt-quatre le nombre d'étrangers tués en trois mois

Un ressortissant belge, Bernard Robert, quarante-cinq ans, et son épouse Fadila Yekhef, quarante ans, qui, d'origine algérienne, avait opté pour la nationalité belge lors de son mariage, ont été retrouvés égarés à leur domicile, mercredi 29 décembre, à Thameur, près de Bouira en Kabylie. Ils travaillaient dans l'entreprise départementale de travaux publics. Les services de sécurité n'ont fourni aucun détail sur les circonstances de ce double assassinat, ni sur le nombre et l'identité des agresseurs.

Les mobiles de ces meurtres n'ont pas été indiqués. On ignore notamment si M. Robert s'était converti à l'islam lors de son mariage. La Charia (loi coranique) exige, en effet, d'un musulman qu'il se convertisse à l'islam avant d'épouser une musulmane. Un musulman peut,

en revanche, épouser une non-musulmane à condition qu'elle soit une adepte de « la religion du livre » (chrétienne ou juive) à l'exclusion de toute autre religion.

Ces assassinats ont eu lieu au lendemain de la publication d'un communiqué de la direction clandestine de l'Ex-Front islamique du salut (FIS) qui appelait à la continuation de la lutte armée. Ce double meurtre porte à vingt-quatre le nombre d'étrangers, tués depuis le 21 septembre dernier, dont dix-sept - douze Croates, un Français, un Britannique, une Russe, un Espagnol et un Belge - depuis l'expiration, le 30 novembre, d'un ultimatum du Groupe islamique armé (GIA) qui invitait les étrangers à quitter le pays. - (AFP)

IRLANDE DU NORD

L'IRA affirme que « le gouvernement britannique détient la clef de la paix »

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a publié, mercredi 29 décembre à Dublin, son traditionnel message de fin d'année. « L'IRA veut la paix », affirme ce communiqué, qui ne se prononce pas sur la déclaration anglo-irlandaise du 15 décembre - à laquelle il ne fait pas explicitement référence - tout en soulignant : « Le gouvernement britannique détient la clef de la paix. Si la volonté politique existe ou est créée, alors il y a un réel espoir que les bases de la paix soient jetées ». L'IRA affirme que sa « lutte continue » et que « la paix durable et le droit du peuple irlandais à l'autodétermination nationale sont inextricablement mêlés ». En termes menaçants, l'IRA prévient qu'en 1994, ses « volontaires et partisans vont continuer à faire en sorte que la nécessité d'une résolution du conflit reste au tout premier plan ». - (AFP)

EN BREF

CHILI : l'armée doit restituer des œuvres d'art confisquées à la famille Allende. - La Cour suprême du Chili a ordonné à l'armée, mercredi 29 décembre, de restituer à la famille du président Salvador Allende les œuvres d'art et les antiquités qui lui avaient été confisquées après le coup d'Etat militaire de 1973. Tous les objets confisqués doivent être restitués dans les trente jours à la veuve et aux filles du président, qui s'est suicidé lors du putsch du 11 septembre 1973 qui a porté le général Pinochet au pouvoir. - (Reuters)

PÉROU : promulgation de la

TURQUIE

Attentat kurde contre les locaux du parti du premier ministre

Quatre personnes ont été blessées dans un attentat à l'explosif 29 décembre dans le centre d'Ankara contre les locaux du Parti de la juste voie (DYP, droite) dirigé par le premier ministre turc, M^{re} Tansu Ciller. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a revendiqué cette action dans des appels téléphoniques anonymes à plusieurs quotidiens.

Par ailleurs, la police a fouillé les locaux du bureau d'Ankara du quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem* et a arrêté mardi deux journalistes et deux employés, a-t-on appris auprès du journal, dont plusieurs dizaines de collaborateurs ont déjà été interpellés lors de perquisitions similaires dans d'autres bureaux. Selon des responsables du quotidien, les enquêtes policières ont pour but de « prouver l'existence d'un lien organique entre le journal et le PKK ». - (AFP, Reuters)

TOGO : élections législatives le 23 janvier. - La campagne pour les premières élections législatives

pluralistes togolaises durera du 7 au 21 janvier inclus, a déclaré, mercredi 29 décembre, le ministre de l'administration territoriale et de la sécurité, Georges Combevi Agbodjan. Les deux tours de scrutin auront lieu le 23 janvier et le 6 février, a-t-il ajouté. Dix-neuf partis ou coalitions de partis politiques et plus de 300 candidats indépendants se disputent les 81 sièges à pourvoir. Le ministre a mis en garde « tous ceux qui seront tentés de perturber le calme et la quiétude avant, pendant et après les élections législatives ». - (Reuters)

CENTRAFRIQUE : deux bergers

tués par un obus français. - Deux frères, des bergers, ont été tués par l'explosion d'un obus trouvé en bordure d'un champ de tir français, a rapporté, mercredi 29 décembre, la radio nationale. Un des deux frères avait découvert l'obus alors qu'il gardait son troupeau près de Bouar (ouest). La radio centrafricaine a, par ailleurs, rapporté que le chien d'un militaire français avait tué un habitant de Bouar sur ordre de son maître. Les Centrafricains nourrissent des sentiments de plus en plus hostiles envers les 1 500 soldats français stationnés dans leur pays. - (Reuters)



Le LIVRE de POCHE

La Pochothèque

Atlas de l'écologie	
Atlas de la philosophie	
Histoire universelle de l'art	
L. R. NOUGIER	L'Art de la préhistoire
S. DONADONI	L'Art égyptien
J. BIALOSTOCKI	L'Art du XVIII ^e siècle, des Parler à Durer
Littérature générale	
	Little Buddha (L'album)
J. FROME DUHAMEL	Le Grand Méchant Bâtisseur
M. CHAPSAI	On attend les enfants
C. COLLANGE	Dessine-moi une famille
A. CUNNINGHAM	La Maison du bout du monde
A. MORAVIA	La Femme-léopard
E. CALDWELL	La Force de vivre
L. CHALUMEAU	Fuck
E. NEUHOF	Actualités françaises
V. EROFEEV	La Belle de Moscou
C. DONNER	L'Esprit de vengeance
P. MOUSTIERS	Un si bel orage
A. STIL	Gazelle
F. BOTT	La Femme insoupçonnée
M. CHAPSAI	Mères et filles
Bibliotèque/romans	
F. WERFEL	Une écriture bleu pâle
C. COCCIOLI	Le Caillou blanc
Thrillers	
J. CAMP	Trajectoire de l'ou
Policiers	
A. CHRISTIE	Poivre resout trois énigmes
R. RENDELL	Les Corbeaux entre eux

De nombreuses mutations de hauts fonctionnaires

LES NOMINATIONS EN CONSEIL DES MINISTRES. La

Constitution et les textes législatifs ou réglementaires annexes prévoient que les hauts fonctionnaires et les officiers généraux des armées sont nommés en conseil des ministres. En période de cohabitation, l'accord peut être difficile à atteindre entre le président de la République et le gouvernement sur certaines nominations, mais François Mitterrand avait prévu Edouard Balladur qu'il ne l'empêcherait pas de se donner les moyens d'appliquer sa politique. Les cas de blocage ont donc été extrêmement rares.

L'INTENTION ET LE FAIT.

Comme l'avait relevé M. Mitterrand sur France 2, le 25 octobre, les gouvernements mis en place à la suite d'une alternance affichent toujours les meilleures intentions - respecter les compétences, ne procéder à aucune nomination ou mutation dictée par les choix politiques des intéressés -, mais les mettent moins rigoureusement en application. Les changements opérés par le gouvernement Balladur sont nettement plus nombreux que ceux auxquels avait procédé Michel Rocard en 1988.

Police : la grande lessive de M. Pasqua

« Il n'y aura pas de chasse aux sorcières », avait promis Charles Pasqua, peu après sa prise de fonctions, devant l'aréopage des responsables de la police réunis dans le « salon vert » place Beauvau. Il y a eu, à tout le moins, une grande lessive : plus de la moitié de la vingtaine d'auditeurs de M. Pasqua, ce jour-là, ont cédé leur place depuis lors.

L'accroc le plus sérieux à la « non-chasse aux sorcières » de M. Pasqua a été le limogage du directeur central de la police judiciaire, Jacques Gentil. Celui-ci a été relevé d'un poste traditionnellement intouchable, car placé sous le double contrôle du ministre de l'Intérieur et du garde des sceaux, dans des conditions inhabituelles. Sans doute inspiré par la volonté de sanctionner le passage de M. Gentil au cabinet de Pierre Joxe (PS), ministre de l'Intérieur en 1988, ce limogage a choqué nombre des collègues de ce professionnel incontesté.

Servant habituellement de « cimetière des éléphants » aux nouveaux locataires de la place Beauvau, l'inspection générale de la police nationale (IGPN) a donc accueilli M. Gentil. La « police des polices » a aussi vu arriver, entre autres, le commissaire Sid-Ali Benhafessa, débarqué de la direction de l'Ecole des commissaires, où il avait été nommé à sa sortie du cabinet de Paul Quilès (PS),

ministre de l'Intérieur de janvier 1991 à mars dernier. Empruntant un chemin inverse, Claude Guérin, l'un des poids lourds de la droite policière, a quitté l'IGPN pour occuper la fonction stratégique de directeur central de la sécurité publique.

Dès le mois d'avril, M. Pasqua s'était attaqué aux postes les plus éminents de l'administration policière. Le directeur général de la police nationale, Bernard Grasset, avait été remplacé par Edouard Lacroix. Sans plus tarder, le préfet de police de Paris, Pierre Verbrugghe, proche de l'Elysée, avait cédé la place à Philippe Massoni, éphémère directeur de cabinets de M. Pasqua à son retour place Beauvau. Il a ensuite fallu attendre octobre pour qu'un autre fidèle de François Mitterrand, Jacques Fournet - ancien préfet de la Nièvre et de tous les « mutés », le plus engagé dans le camp socialiste -, quitte la direction de la surveillance du territoire (DST).

A la tête de ce service du ministère de l'Intérieur chargé du contre-espionnage - un domaine suivi de près par l'Elysée -, M. Fournet a été remplacé par Philippe Parant, préfet, ancien numéro deux de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), chargé du contre-espionnage au ministère de la Défense. Ce chassé-croisé s'est accompagné de la promotion d'un membre de la garde rapprochée de

M. Pasqua, Jean-Charles Marchiani, ancien « homme de confiance » du contre-espionnage militaire et expert en missions secrètes, aujourd'hui préfet chargé d'une mission de service public relevant du gouvernement auprès du ministre.

Dans un autre domaine intéressant les affaires étrangères, Jean-Louis Ottavi, qui fut notamment l'un des responsables de la lutte contre le terrorisme, est devenu le chef du service de coopération technique internationale de police (SCTIP) à la place de Jacques Franquet, nouveau patron de la police judiciaire. Avec une discrétion de violette, le ministre de l'Intérieur a aussi prétendu de réformes pour se séparer de responsables nommés sous les gouvernements socialistes. La suppression de la départementalisation lui a permis de remanier le « patron » des polices urbaines, Michel Tanière. La prochaine création de la direction du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins (DICILEC), qui remplacera la police de l'air et des frontières (PAF), va lui permettre de substituer Robert Broussard à Roger Lejeune.

En cette période de crise, propice aux troubles de l'ordre public, deux autres postes-clés ont changé au profit de titulaires jugés plus « sûrs » par le pouvoir en place. A Paris, Pierre Ottavi a remplacé Jean-Claude Riquois au sommet de la sécurité publique. A la tête des CRS, Serge Condé, un policier issu du sérail, a cédé la place à Noël Planquille, un commissaire qui n'avait jamais été affecté en compagnie républicaine de sécurité.

Complétée par des nominations aux postes non opérationnels - responsable de la direction générale de l'administration au conseil général des Hauts-de-Seine (présidé par M. Pasqua), Michel Gaudin est remplacé par un autre personnel de la formation de la police - cette « non-chasse aux sorcières » s'est finalement accompagnée d'un changement de titulaire pour la plus grande partie des postes stratégiques de la police nationale, auxquels il convient d'ajouter, bien qu'il relève de la Défense, le directeur de la gendarmerie nationale, Jean-Pierre Dintilhac, ancien directeur du cabinet d'Henri Mallet (PS) au ministère de la Justice, qui a été remplacé par un autre personnel, Patrick Maynial. Cependant, des services essentiels, comme les renseignements généraux et la police judiciaire parisienne, n'ont pas changé de responsable. C'est aussi le cas du service des voyages officiels, qui est chargé, entre autres, d'organiser la protection du président de la République.

ERICH INCIVAN

Education nationale : la moitié des recteurs

Avec un peu de recul, les traditionnels passages de relais, dans l'éducation nationale, ont pris l'allure d'un grand ménage. Entamé plutôt calmement dans la foulée des élections législatives, avec cinq changements à la veille des grandes vacances, le mouvement des recteurs s'est brusquement accéléré cet automne. Huit nominations en octobre, une nomination en novembre : ce sont quatorze remplacements qui ont été effectués depuis le début de la nouvelle législature, sans compter la nomination d'un nouveau directeur, qui a rang de recteur, au Centre national d'enseignement à distance (CNEP). Le gouvernement Balladur aura donc procédé, en huit mois, au renouvellement de la moitié du corps rectoral (vingt-huit académies), quand le gouvernement Rocard, au lendemain de la première cohabitation, ne s'était attaqué, dans le même laps de temps, qu'au quart de ses effectifs.

Beaucoup de nominations ont fait la part belle aux « vieux routards » des cabinets de la première cohabitation, voire de l'avant-1981, ou des rectorats repris en main par la droite à ces périodes : c'est le cas d'au moins six des quatorze « promus » ou mutés.

« Chasseurs de têtes »

On relève, ainsi, les noms de deux anciens conseillers de Jacques Valade, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche du gouvernement de Jacques Chirac, ainsi que celui d'un ancien directeur du cabinet d'Alice Saunier-Séité, ministre des universités à la fin des années 70. Quatre avaient déjà le rang de recteur, nommés soit avant 1981 (l'un d'eux, Pierre Ferrari, à Nice, avait été démissionnaire dès l'élection de François Mitterrand), soit à l'aube de la première cohabitation, en 1986. Pierre Lotis, nommé à Rennes, a arpenté plusieurs ministères sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing, avant de se retrouver, aux premières heures du gouvernement Balladur, auprès de François Fillon, actuel ministre de l'Enseignement supérieur. Joëlle Le Morzelec, nommée à Rouen, était, de 1986 à 1988, chargée de mission auprès du directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, Christian Philip, l'actuel directeur du cabinet de M. Fillon.

En revanche, Philippe Lucas, connu pour ses sympathies socialistes, a retrouvé un poste de rec-

teur à Caen après avoir été écarté de celui de Bordeaux.

Pour l'important mouvement rectoral d'octobre, le ministre de l'éducation nationale, cependant, avait innové en faisant appel aux services d'un « chasseur de têtes » afin de mieux cibler les profils (le Monde du 16 octobre). Peine perdue, semble-t-il : sur quarante-cinq candidatures spontanées ou « appuyées », dix-huit avaient été éliminées d'emblée par le cabinet de François Bayrou, le ministre de l'éducation nationale. Vingt-sept candidats avaient donc été soumis au grand oral du cabinet de recrutement. Treize avaient été recalés, huit déclarés « bons pour le service », et six distingués « sans réserve ». Quatre imprévus ayant finalement renoncé à la tâche, ce ne sont, en définitive, que deux recteurs (sur huit) qui avaient été ainsi nommés par la nouvelle procédure, trois de leurs collègues ayant été dispensés d'examen.

Une fois la rentrée 1993 amorcée, quatre changements ont été opérés à la tête des neuf directions de l'administration centrale : trois des quatre nouveaux directeurs étaient d'anciens directeurs (ou directeurs adjoints) de l'administration sous la première cohabitation, mais on observe le maintien (énigmatique, pour certains) de deux directeurs proches des socialistes : Christian Forciet, à la direction des lycées et collèges, et Jacky Richard, à la direction des personnels administratifs, ouvriers et de service.

On note, enfin, la nomination d'un ancien directeur adjoint du cabinet de Philippe Séguin, ministre des affaires sociales en 1986 - Paul-Pierre Valli -, à la direction du Centre national des œuvres universitaires (CNOUS) et d'un ancien directeur du cabinet de Michel Noir à la Communauté urbaine de Lyon - Jean Garagnon, qui fut aussi récemment conseiller de François Bayrou - à la tête du haut comité éducation-économie, en remplacement de Michel Gouilloud, directeur général adjoint du groupe Schlumberger.

François Fillon, quant à lui, a profité de la restructuration de son ministère, rue Descartes, pour écartier, cet été, quatre anciens directeurs de l'enseignement supérieur, et nommer à la direction générale des enseignements supérieurs Jean-Pierre Bardet, directeur adjoint de son cabinet d'avril à juillet.

JEAN-MICHEL DUMAY

Justice : des magistrats nommés au gré des « affaires »

Les parcours de trois magistrats - l'éviction embarrassée de Franck Terrier, la mutation forcée de Monique Guemann, la promotion éclair de Thierry Jean-Pierre - ont symbolisé, chacun dans son registre, la politique de nominations adoptée par le garde des sceaux Pierre Méhaignerie.

Le domaine des « affaires », à la lisière du judiciaire et du politique, a d'abord été incarné par Franck Terrier. Devenu, en 1990, le directeur des affaires criminelles et des grâces de Pierre Arpaillange, le magistrat coordonnait l'action publique menée par l'ensemble des parquets généraux sur ces dossiers embarrassants. En mai 1992, M. Terrier avait provoqué une mini-tempête en se rendant au bureau du ministre de la ville Bernard Tapie pour conseiller celui qui se trouvait alors mis en cause dans l'instruction de l'affaire Toshiba.

Deux mois avant l'alternance, le garde des sceaux, Michel Vauzelle, avait proposé de nommer ce magistrat, qui symbolisait la gestion des « affaires » par les socialistes, au poste envié de pro-

curateur de la République à Créteil. La commission consultative de discipline du parquet avait rendu un avis défavorable. En arrivant place Vendôme, M. Méhaignerie a d'abord maintenu en fonction ce directeur controversé, tout en lui ôtant sa délégation de signature. Il lui reprochait, notamment, d'avoir transmis avec retard à son cabinet le dossier des réquisitions du parquet général de Rennes dans une enquête intéressant Georgina Dufoux. Finalement M. Terrier a quitté la chancellerie pour rejoindre le parquet général de Versailles.

Une « chasse aux sorcières » plus classique a été dénoncée par le Syndicat de la magistrature, à travers la mutation que M. Méhaignerie a voulu imposer à son ancienne vice-présidente, Monique Guemann, jusqu'alors procureur général près la cour d'appel de Nîmes. La magistrate, qui fut naguère très critique vis-à-vis des gouvernements socialistes, avait refusé toute mutation proposée par l'actuel garde des sceaux. La commission consultative du parquet avait néanmoins

donné un avis favorable à sa nomination à un poste d'avocat général à la cour d'appel de Paris. Intervenant sans qu'un manquement à la loyauté ou une faute professionnelle puissent être reprochés à M. Guemann, la mutation souhaitée par le garde des sceaux apparaît - si elle était confirmée par le conseil des ministres - comme la première mutation « politique » à l'encontre d'un magistrat affecté en juridiction.

La récente promotion du juge Jean-Pierre relève, enfin, d'un retour aux « affaires ». Entré dans la magistrature en 1986, le juge d'instruction du Mans s'était rapidement construit une réputation avec son enquête sur l'affaire Urba et les systèmes de financement occultes du PS. Il vient de bénéficier d'un saut de carrière sans précédent, en se voyant confier, le 3 décembre, une mission : le blanchiment de l'argent, le trafic de stupéfiants, les trafics internationaux et la corruption auprès du directeur des affaires criminelles et des grâces de M. Méhaignerie.

E. IN.

CLÉS / Règles

La Constitution prévoit les conditions dans lesquelles sont nommés les hauts fonctionnaires civils et militaires. Près d'un millier d'entre eux sont en conseil des ministres, ce qui suppose l'accord du président de la République et du gouvernement.

Constitution. L'article 13 indique que « le président de la République nomme aux emplois civils et militaires de l'Etat ». Il précise : « Les conseillers d'Etat, le grand chancelier de la Légion d'honneur, les ambassadeurs et envoyés extraordinaires, les conseillers maîtres à la Cour des comptes, les préfets, les représentants du gouvernement dans les territoires d'outre-mer, les officiers généraux, les recteurs des académies, les directeurs des administrations centrales sont nommés en conseil des ministres ».

Loi organique. La loi organique du 28 novembre 1958, prise en application du même article 13 de la Constitution, ajoute à cette liste les emplois de « procureur général près la Cour de cassation, de procureur général près la Cour des comptes, de procureur général près la Cour d'appel de Paris », ainsi que les « emplois de direction dans les établissements publics, les entreprises publiques et les sociétés nationales quand leur importance justifie inscription sur une liste dressée par décret en conseil des ministres ».

Usage. Les gouvernements successifs ont pris l'habitude, d'augmenter la liste des emplois pourvus en conseil des ministres de nominations « au tour extérieur » dans divers corps de la fonction publique, tels que la Cour d'Etat, la corps diplomatique, la préfecture, les inspections générales des administra-

« L'Etat Balladur »

Suite de la première page

Aujourd'hui, force est de constater que si la détermination de la carte du RPR n'est pas un sésame suffisant - ses « compagnons » de parti le lui reprochent assez -, dans les domaines que le premier ministre estime importants et qu'il surveille de près (économie et les entreprises de l'Etat), il a placé des hommes à lui, des hauts fonctionnaires ayant travaillé avec lui et dont la fidélité lui est assurée quoi qu'il arrive. Au fil des semaines, c'est un véritable « réseau Balladur » qui a été tissé. Ailleurs, les ministres ont conservé une marge de choix personnel, même si, dans la préfecture, un passage dans les Hauts-de-Seine ou à la Ville de Paris paraît être un « accélérateur » aussi efficace que le fut, lorsque le « mitterrandisme » triomphait sans partage, le fait d'avoir servi dans la Nièvre.

Théoriquement, le président de la République dispose d'un droit de regard sur les plus importantes des nominations, c'est-à-dire sur toutes celles que la Constitution ou la législation impose d'effectuer en conseil des ministres. Mais, outre que François Mitterrand a toujours expliqué qu'il ne voulait pas priver le gouvernement des moyens que celui-ci estime indispensables à la mise en œuvre de sa politique, le « rapport de force » lui est encore moins favorable que lors de la première cohabitation. Aussi assure-t-on, à Matignon, n'avoir eu aucune difficulté à obtenir l'aval nécessaire du chef de l'Etat. C'est tout juste si certains de ses proches sont restés en place plus longtemps que prévu, comme Gérard Collé à la Française des jeux,

ou si d'autres ont été mieux « recasés », que bien des éminences socialistes, comme Léo Hennekinne, qui a troqué son ambassade au Japon contre l'inspection générale des affaires étrangères.

Cette réalité n'empêche pas l'Elysée de tenir un compte serré de toutes les nominations auxquelles le gouvernement a procédé depuis son installation. Le bilan, il est vrai, est assez parlant. Du 2 avril au 6 octobre, soit en six mois, il a été procédé à cent quarante-neuf nominations en conseil des ministres, alors que, pendant la même durée, du 1er juin au 7 décembre 1988, le gouvernement de Michel Rocard, constitué au lendemain de la réélection de François Mitterrand et donc après le départ de celui de Jacques Chirac, n'avait effectué la même démarche que pour quatre-vingt-dix personnes.

Poste par poste, l'avantage est toujours à M. Rocard contre M. Balladur : trente-quatre fonctions de direction administrative pour le premier contre cinquante-quatre pour le second (le ministère de l'Intérieur arrivant en tête dans les deux cas) ; dix-neuf postes à la tête d'entreprises et d'établissements publics pour M. Rocard contre vingt-deux pour M. Balladur ; quatre régions, ou postes assimilés, ayant changé de préfet en 1988 contre quatorze en 1993 ; dix-sept départements dans le même cas il y a cinq ans contre trente-quatre cette fois-ci ; deux procureurs généraux en 1988 - très importants, il est vrai, puisqu'il s'agissait des procureurs près la Cour de cassation et près la Cour d'appel de Paris - contre quatre en 1993 (Douai, Toulouse, Limoges, Montpellier). Pour les recteurs d'académie,

les deux gouvernements ont fait match égal pendant six mois - cinq nominations chacune -, mais l'équipe actuelle a procédé ensuite à neuf autres changements, contre deux pour celle de 1988.

L'art d'Edouard Balladur, ici comme bien souvent, est donc plus dans l'apparence que dans la réalité. Il a su profiter de l'image détestable laissée en la matière par les socialistes, qui, en douze ans de pouvoir, même interrompus, avaient mis fin à la domination de la droite sur la haute fonction publique, fruit du gaullisme, du pompidolisme et du giscardisme, et placé partout nombre d'hommes de gauche, trop souvent sur le seul critère politique.

Dans un tel climat, M. Balladur a pu donner l'impression de faire l'inverse. D'abord, il a su s'appuyer sur des hommes proches de lui, mais que les socialistes avaient laissés en place, comme Renaud Denoix de Saint-Marc, nommé au poste essentiel de secrétaire général du gouvernement par M. Chirac et resté à ce poste tout au long de la deuxième « législature rose » ; ou comme Jean-Claude Trichet, qui fut son directeur de cabinet en 1988, dont il fit un directeur du trésor que Pierre Bérégovoy laissa en fonction et qui vint d'être nommé gouverneur de la Banque de France, ce qui a permis de confier la direction du Trésor à un ancien du cabinet du ministre d'Etat de 1988, imposé à Edmond Alphandéry comme directeur de son cabinet.

Ensuite, pour les nominations les plus bruyantes, il a su offrir des « lots de consolation » à ceux qu'il voulait remplacer aux postes sensibles - Hervé Bourges, « échassé » de la présidence de France-Télévision, est nommé ambassadeur de France auprès de l'UNESCO - et, même, confier des directions difficiles à des



socialistes, comme celle du Crédit lyonnais à Jean Peyrelevade ou celle d'Air France à Christian Blanc. Quelques jeux de « chaises musicales », menés à grand son de trompe, ont ainsi permis au premier ministre de se donner l'image d'un homme ennemi du sectarisme, soucieux de la carrière des grands serviteurs de l'Etat, tenant compte de leur capacités sans a priori politique ; mais derrière cette réalité-là, il en est une autre, beaucoup plus discrète, tout aussi efficace. Quand il suffit d'un simple arrêté, perdu dans des milliers de pages du Journal officiel, le rameur Gérard d'Abouville, membre des instances dirigeantes du RPR, remplace à la présidence du conseil supérieur de la navigation de plaisance Thierry Lajoinie, ancien collaborateur de Lau-

THIERRY BRÉHIER

POLITIQUE

ont marqué les neuf premiers mois de la nouvelle majorité

Culture : les professionnels de la Rue de Valois

«Faire sans défaire» fut la devise de Jacques Toubon en s'installant rue de Valois. Personne ne croyait pourtant que le maire (RPR) du treizième arrondissement de Paris allait confier une administration forcément «langienne» après un règne de presque douze ans de Jack Lang. Le nouveau ministre n'était pas connu, jusque-là, pour ses états d'âme ; les Cassandre les plus avertis annonçaient, même, une volée de têtes coupées.

Après neuf mois, force est de constater les nuances d'un premier bilan. Certes, quelques personnalités — et non des moindres — ont bien été remplacées sans attendre et sans beaucoup d'explications. D'autres, en revanche, que l'on croyait menacées au premier chef, sont toujours en place. Les nominations ne semblent pas obéir à une logique concertée de conquête. La mainmise d'un RPR, serait-il «balladurien», ne semble pas pour demain — mais peut-il y avoir, aujourd'hui, une «culture RPR» ?

A la direction du patrimoine, un proche de l'ancien ministre, Christian Dupavillon, a été rapidement «débarqué» au profit d'une vigoureuse opposante de droite à la politique de M. Lang, Maryvonne de Saint-Pulgent. Voilà une alternance qui ne présente aucune équivoque dans un secteur auquel la nouvelle majorité est réputée être particulièrement attachée. On observera, toutefois, que M^{me} de Saint-Pulgent, dont la spécialité est la musique et qui s'était distinguée dans la poésimie à propos de l'Opéra de la Bastille, n'est pas employée dans son domaine de prédilection. A l'Opéra de Paris, précisément, Pierre Bergé, familier de l'Elysée, ne sera pas renouvelé dans ses fonctions, mais c'est un professionnel chevronné, Hugues Gall, dont on annonce l'arrivée depuis l'idée même de créer un nouvel établissement à la Bastille, qui lui succèdera en 1995.

Molière change de camp

A la direction du livre, Evelyne Pissier, marquée à gauche, a été remplacée sans tarder par Jean-Sébastien Dupuy, qui était conseiller technique au cabinet de François Léotard pendant la première cohabitation, mais si Stéphane Martin a été substitué à Thierry Le Roy à la direction de la musique, il le doit, vraisemblablement, à l'influence de Pierre Boulez, parrain incontesté de la musique contemporaine en France, toutes obédiences politiques confondues. Là où M. Lang avait nommé chargé de mission pour le rock et les variétés Bruno Lion, fondateur du Centre d'information du rock, M. Toubon confie le dossier des industries musicales à Patrick Renault, conseiller technique auprès du ministre, jusqu'alors directeur artistique de RTL après avoir collaboré à la SACEM. Il mettra en œuvre la Semaine de la chanson française.

A la direction du théâtre et des spectacles, un «modéré», Jacques Bailion, a obtenu le poste dévolu par un autre «modéré», Alain Van der Mière. Certes, le premier était directeur du Théâtre 13 à Paris, dans l'arrondissement de M. Toubon, mais il l'avait été de la direction du Théâtre national de Strasbourg, que le ministre a préféré confier à un homme qui ne lui doit rien, enfant turbulent de la décentralisation, Jean-Louis Martinelli. En revanche, la reprise en main de la Comédie-Française est nette, avec le remplacement de Jacques Lassalle par Jean-Pierre Miquel pour des raisons qui n'ont pas convaincu même le plus affiné des observateurs. Chez Molière, M. Toubon a voulu clairement indiquer que les législatures avaient vu la victoire de son camp. Vieille habitude républicaine.

Au Centre national de la cinématographie (CNC), Dominique Wallon est toujours à son poste, et Jacques Sallois, ancien directeur du cabinet de M. Lang, préside toujours la direction des musées de France. Quant à François Barré, vieux contestataire, longtemps proche du Parti socialiste, il a été nommé, après le décès de Dominique Bozo, à la tête du Centre Pompidou, et c'est un professionnel vierge de tout engagement politique, Alfred Pacquement, qui a pris sa place à la direction des arts plastiques.

Enfin, aucun ténor remarqué de la droite n'a fait d'apparition Rue de Valois, au sein d'un cabinet parmi les plus incolores de ces dernières décennies. On est loin du «foyer des artistes» voulu par André Malraux, mais si le directeur de cabinet du ministre, Hubert Astier (auquel on prête toujours des visées sur la direction générale du CNC), a été responsable de la culture au RPR dans l'opposition, son curriculum vitae compte plus de titres «culturels» que «politiques».

C'est le professionnalisme qui préside aux nominations, dit-on au cabinet de M. Toubon. Il y a une part de vrai dans cette affirmation. Une chose est certaine : le milieu culturel n'a guère été vraiment marqué à gauche, y compris dans l'administration, subit depuis plusieurs années une dépolitisation croissante. L'engagement fut longtemps affiché sans complexe. Le désenchantement des dernières années, lié à l'exercice du pouvoir par la gauche et aux bouleversements mondiaux, a entamé ces certitudes. Les responsables de la culture mettent désormais un point d'honneur à ne se recommander que de leurs qualités professionnelles. Cette mutation, déjà visible lors du deuxième ministère Lang, n'a fait que s'accroître. Il ne faudrait cependant pas faire preuve d'angélisme : l'année 1994 pourrait voir tomber quelques redoutables culturelles encore détenues par des hommes de gauche.

EMMANUEL DE ROUX
et OLIVIER SCHMITT

Economie : continuité de compétences et changements symboliques

Il y a plusieurs façons d'observer les mouvements de personnel dans les grandes directions des ministères à dominante économique durant les neuf premiers mois de la gestion d'Edouard Balladur.

On peut concentrer son regard sur ceux qui, nommés par le pouvoir précédent, sont demeurés en fonctions, contre vents et marées, résistants à la gourmandise ou à l'esprit de revanche des amis de la nouvelle majorité. A cet égard, le système des départs n'a pas joué à plein — tant s'en faut —, et la majorité d'entre eux ont conservé leurs postes, la compétence ayant emporté sur la sensibilité politique. On peut aussi s'arrêter sur les nouveaux, souvent venus des cabinets des ministres de l'actuel gouvernement, qui ont été placés à des postes-clés, mais là aussi l'explication politique est parfois un peu courte ou, en tout cas, insuffisante pour motiver le changement. Il s'agit souvent de bons «serviteurs de l'Etat» qu'une nouvelle alternance ne menacerait pas automatiquement.

Le chassé-croisé de l'aviation civile

Au ministère de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, Gérard Longuet s'est également bien gardé, jusqu'à présent, de faire «valser» ses principaux directeurs. En juin, il a réorganisé son ministère pour le doter de six directions générales. En dehors de la DREE — partagée avec M. Alphandéry —, il a maintenu Didier Lombard, en poste depuis mai 1991, à la direction générale des stratégies industrielles, Marcel Gérante à la direction régionale de la petite et moyenne industrie, Claude Mandil, depuis 1990 à la direction générale de l'énergie et des matières premières, et André Claude Lacoste à la direction de la sûreté des installations nucléaires. Bruno Lasserre, précédemment directeur de la réglementation générale, a pris la direction générale des postes et télécommunications.

Quelques changements ont été opérés dans les grandes directions du ministère de l'équipement, des transports et du tourisme. Si, au lendemain du conflit d'Air France, Jean-Pierre Beysson, directeur de cabinet du ministre Bernard Bosson, a pris la présidence de la Météorologie nationale, transformée en EPIC, Anne-

Marie Idrac, ancien directeur général de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, est devenue, en août, directeur des transports terrestres. Elle a remplacé Claude Sardais, nommé en février après avoir été conseiller de Jean-Louis Bianco aux affaires sociales et à l'équipement et, auparavant, syndicaliste CFTD.

Un chassé-croisé a également eu lieu à la direction générale de l'aviation civile : Michel Bernard y a été nommé le 6 juillet, en remplacement de Pierre-Henri Gourgeon, ancien conseiller de Michel Delebarre, avant de devenir, en novembre, PDG d'Air Inter. Michel Scheller, conseiller de François Léotard, lui succédant à son tour. Enfin, à la direction des ports maritimes, Thierry Lehuverou-Kerisel a été remplacé par Hubert du Mesnil. S'il n'y a pas eu de bouleversements significatifs au ministère de l'agriculture et de la pêche, au ministère du logement, Emmanuel Edouard a rapidement remplacé Michel Dreyche à la direction de l'habitat et de la construction.

La stabilité semble de règle dans les grands ministères sociaux. Aux affaires sociales, les changements ont moins touché les grandes directions du ministère que celles des branches du régime général de Sécurité sociale. Ainsi, Gilles Johannez, ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon, nommé sous Michel Rocard et connu pour ses sympathies socialistes, a été remplacé à la direction de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés par un ancien conseiller de Jacques Chirac, Gérard

Rameix. A la Caisse nationale d'allocations familiales, sans qu'on puisse y voir une signification politique, Etienne Marie a remplacé Christian Marie. Au ministère du travail, jusqu'à présent, les principaux directeurs sont restés en place, le changement étant indirect, avec le remplacement à la tête de l'ANPE de Jean-François Colin, ancien conseiller social de François Mitterrand avant d'être directeur des affaires sociales de la SNCF, par Michel Bon, ancien dirigeant de Carrefour.

Moins neutres politiquement, deux autres changements symboliques sont intervenus. A la délégation à l'aménagement du territoire (DATAR), Pierre-Henri Paillet, ancien chargé de mission auprès de Charles Pasqua et chef de cabinet d'André Rossinot aux relations avec le Parlement de 1986 à 1988, a remplacé Jean-Pierre Dupont, en poste depuis 1989, nommé préfet de Seine-Saint-Denis, mais les deux directeurs de la DATAR sont restés en place. Enfin, le 22 décembre, Bernard Pêcheur, directeur général de l'administration et de la fonction publique, a quitté ses fonctions pour retourner, sans doute, au Conseil d'Etat. Ancien conseiller social de Laurent Fabius à Matignon puis de François Mitterrand, M. Pêcheur a comme successeur Marcel Pochard, maître des requêtes au Conseil d'Etat et ancien conseiller de Jacques Barrot (CDS) de 1976 à 1981. Une certaine continuité de compétences n'empêche donc pas quelques modifications sensibles d'organigrammes.

MICHEL NOBLECOURT

Malgré la mobilisation d'économistes et des chercheurs

Le Centre d'étude des revenus et des coûts va disparaître

Le verdict est tombé sans même que le procès ait été instruit. A compter du 1^{er} janvier, le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) cessera d'exister. Un amendement introduit mi-novembre lors de l'adoption de la loi quinquennale sur l'emploi a transformé en Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts cet organisme original et dérangeant (sans doute trop) chargé depuis vingt-sept ans d'étudier la répartition des revenus au sein de la société française.

A une équipe de quarante personnes (parmi lesquelles vingt-cinq chercheurs, certains ne disposant d'aucune garantie de l'emploi), dont le métier consistait à publier, de sa propre initiative et sous sa propre responsabilité, des études sur l'évolution des salaires ou la distribution du patrimoine, succédera une structure purement administrative comprenant une dizaine de personnes, hauts fonctionnaires ou experts, dont le rapport annuel sera transmis au premier ministre et au Parlement avant d'être rendu public.

Ce brusque démantèlement a pris au dépourvu les quarante personnes qui y sont employées et suscité une vive émotion dans la collectivité scientifique. Quelques-uns ont tenté de convaincre le gouvernement de la nécessité de maintenir le CERC en signant un texte exprimant leur «attachement à la continuité de ses missions». Compte tenu de la précipitation avec laquelle le gouvernement et la majorité ont agi, la bataille semble pourtant perdue d'avance. Préparés par le Commissariat général du Plan, organisme de tutelle du CERC, en liaison avec l'Hôtel Matignon, les décrets définissent, notamment, la composition du nouvel organisme seront très prochainement publiés.

Pourquoi avoir subitement décidé de démanteler le CERC ? On se perd en conjectures, tant les arguments avancés avec parcimonie par ses détracteurs apparaissent superficiels et

contradictoires. Coauteur de l'amendement parlementaire, adopté avec l'approbation du gouvernement, créant le futur conseil de l'emploi, Louis Souvet, sénateur (RPR), s'est contenté d'indiquer que le CERC «ne dispose pas de l'indépendance souhaitée», non sans évoquer «l'appartenance politique de certains de ses membres» (le Monde du 19 novembre).

Des travaux inédits

On a du mal à croire, tant la manœuvre serait disproportionnée, que l'objectif de la majorité vise à obtenir le départ de Christian Goux, ancien président (socialiste) de la commission des finances et actuel président du CERC. Le mandat de M. Goux, qui ne paraît pas avoir exercé de pressions particulières sur l'orientation des travaux du Centre, se termine dans quelques mois à peine. S'agit-il alors d'une critique de fond sur le contenu des études du CERC ? Si tel était le cas, il y aurait de quoi nourrir de sérieuses inquiétudes quant à la façon dont le gouvernement conçoit l'information économique et sociale.

Créé en 1966, afin d'éclairer les partenaires sociaux et les pouvoirs publics en contribuant «à une connaissance plus rapide et plus complète de tous les revenus constitués des coûts de production», le CERC s'est forgé une légitimité et une compétence indiscutables, tout en assurant une fonction originale. Ses travaux, menés sous le contrôle d'un conseil où siègent chefs d'entreprise, syndicalistes et hauts fonctionnaires, ont dissipé bien des zones d'ombre sur la répartition des revenus. En utilisant les données de l'INSEE ou des différents ministères, des terrains nouveaux ont été défrichés. Ainsi, le CERC a publié des synthèses inédites sur des sujets parfois tabous : la part moins des Français, les revenus des plus de soixante ans, les transferts financiers entre générations ou la rémunération des jeunes entrant dans la vie active.

C'est, surtout, avec son «constat annuel sur l'évolution des revenus des Français», réalisé à partir de 1983 le plan de rigueur engagé la même année avait renforcé le besoin de disposer d'outils transparents afin d'apprécier le partage des efforts), que le CERC s'est fait connaître.

Mettant chaque année en lumière le rattrapage ou l'écartissement de l'éventail des revenus, ces rapports ont souvent fourni des arguments à l'opposition ou aux syndicats et mis mal à l'aise les différents gouvernements. En 1991, le RPR avait largement cité les observations de l'un d'entre eux pour critiquer le gouvernement de Michel Rocard...

Alors que la loi quinquennale sur l'emploi prétend «élargir les missions du CERC», tout laisse à penser qu'il n'en sera rien. Comment le Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts, animé par neuf personnalités, aussi compétentes scientifiques, peut-il prétendre, en plus des missions traditionnelles du CERC, chercher à approfondir «les liens entre l'emploi et les revenus» ? Dans l'argumentaire qu'ils ont établi, les membres de l'équipe du CERC estiment que «sans équipe permanente, les travaux du futur organisme pourraient se trouver limités à la présentation du point de vue des diverses administrations». «Qu'advient-il, alors, du souci d'éclairer les domaines mal connus ou mal couverts et du souci d'aborder des questions originales pour apporter des informations nouvelles ? demandent-ils. Il faut, aussi, s'interroger sur un Conseil qui, s'il est supérieur, ne dépendrait que des services des ministères pour l'essentiel de sa réflexion.»

Dans quelques jours, une délégation de chercheurs et d'universitaires doit rencontrer Edouard Balladur. Sans doute le premier ministre et les plus remuants représentants de la majorité auront-ils dû commencer par les écouter.

JEAN-MICHEL NORMAND

Jeunesse et sports : un enarque et un gymnaste

En neuf mois passés à la tour Olivier-de-Serres, Michèle Alliot-Marie — fille d'un ancien arbitre international de rugby qui fut hostile au boycottage sportif de l'Afrique du Sud — a procédé à peu de changements dans la haute administration d'un ministère dont le principal interlocuteur, le mouvement sportif, n'a jamais trop incliné à gauche.

M^{me} Alliot-Marie n'en a pas moins procédé à des nominations à des postes-clés. Elle a désigné un nouveau directeur des sports : successeur de Philippe Grailliot, filleul du chef de l'Etat, en janvier 1993 (deux mois avant les élections législatives), Jean-Pierre Pradié, professeur agrégé à l'université de Toulon, a été remplacé, le 1^{er} septembre dernier, par Patrick Gautrat. Agé de quarante-neuf ans, ancien élève de l'ENA, M. Gautrat avait été, notamment, consul général à Barcelone de 1989 à 1992 avant d'être nommé directeur de la stratégie à la DGSE en septembre 1992. Il a été chargé de mission

au cabinet de Raymond Barre de 1976 à 1977, au ministère du commerce extérieur, puis à l'Hôtel Matignon.

Autre poste-clé : la direction de l'Institut national du sport et de l'éducation (INSEP). Henri Boerio, quarante et un ans, qui en prendra la direction le 1^{er} janvier, a obtenu une médaille de bronze en gymnastique aux Jeux olympiques de Montréal en 1976. Devenu conseiller technique de la ville de Paris en 1985, il a été chargé, notamment, de l'organisation des grands événements sportifs de la Ville de Paris et du recrutement et du suivi de formation professionnelle des athlètes de haut niveau, contractuels de la Ville. M. Boerio a été élu conseiller régional (RPR) d'Ile-de-France en mars 1992. Il est adjoint au maire du Perreux (Val-de-Marne). Jean-François Lamour, champion olympique de sabre en 1984 et en 1988, lui succèdera à la mairie de Paris.

BÉNÉDICTE MATHIEU

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Langrenne, gérant
directeur de la publication
Bruno Fagnat
directeur de la rédaction
Jean-Louis Gault
directeur de la gestion
Bernard Loeber
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Dailly
(adjoint au directeur de la rédaction)
Thomas Fournet
Bernard Le Gendre
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
Éditeur
(des relations internationales)
Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Méry (1944-1969)
Jean-Pierre Fournet (1969-1982)
André Langrenne (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
11, rue de Valenciennes
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-22-22-23
Téléc. : 40-45-25-99
ADMINISTRATION :
1, place du Maréchal de Lattre
94082 Ivry-sur-Seine CEDEX
Tél. : (1) 40-45-25-99
Téléc. : 40-45-25-10

ENVIRONNEMENT

Dans la zone industrielle de Pierrelatte (Drôme)

Une société spécialisée dans la décontamination impliquée dans une pollution radioactive

Un taux de radioactivité 200 fois supérieur à la normale a été décelé dans la zone industrielle de Pierrelatte (Drôme), aux alentours d'un terrain occupé par la société Radiacore. Les responsables de cette entreprise spécialisée dans le démantèlement et la décontamination d'installations nucléaires affirment ignorer l'origine de cette pollution.

VALENCE

de notre correspondant

Si l'on en croit la direction, les employés de la société Radiacore n'auraient découvert la pollution que mardi 21 décembre, alors qu'ils procédaient au nettoyage d'un hangar et de ses abords. L'alerte a été donnée par un carrossier voisin de l'entreprise, témoin des travaux de décontamination par des

hommes en combinaison spéciale, qui a prévenu le commissariat de Pierrelatte le lendemain. La cellule mobile d'intervention radiologique (CMIR) s'est rendue sur place vendredi 24 décembre, pour procéder à un premier relevé radiométrique et à la définition d'un périmètre de sécurité autour du hangar à l'extérieur duquel la pollution a été décelée.

Les pouvoirs publics n'ont été informés de cette pollution que le 24 décembre, après l'intervention de la CMIR, alors que l'entreprise devait réglementairement signaler cet incident dans les vingt-quatre heures suivant sa découverte. La direction de la société Radiacore, récemment passée dans le giron du groupe Campenon Bernard, affirme n'être pas en mesure d'indiquer si des incidents ont pu se produire sur le site de son entreprise, ni de révéler les produits radioactifs qu'ont

pu contenir ses locaux.

La Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CIRIAD) a procédé à des prélèvements de terre à la limite de l'entreprise. Les premiers résultats des analyses font apparaître un taux de pollution plus de 200 fois supérieur à celui enregistré dans les sols de la région. Un échantillon de terre prélevé dans un champ voisin de la société Radiacore présente une teneur en radium 226 dont l'activité atteint 10 000 becquerels par kilo. Les analyses font également apparaître une forte teneur en cobalt et en césium 137. Selon le laboratoire indépendant, la présence de ces différents radionucléides prouve qu'il y a eu plusieurs pollutions successives avec des produits radioactifs différents.

Le directeur général de Radiacore, Gilles Piquereau, indique qu'une enquête sera

nécessaire pour déterminer les causes de cette pollution. Mais la CIRIAD dénonce « les négligences et l'incompétence » d'une entreprise spécialiste de la décontamination « qui laisse traîner des produits dont elle ne semble pas mesurer le danger », et estime que les terres contaminées, aujourd'hui accessibles à tout le monde, doivent être considérées comme des déchets radioactifs et traitées en conséquence. Elle souhaite par ailleurs un bilan exhaustif de la contamination de l'environnement, les produits radioactifs ayant pu, selon elle, se propager dans le sol ou les eaux. La société Radiacore attendait, jeudi, une mise en demeure des pouvoirs publics pour procéder aux travaux de décontamination.

GÉRARD MÉJEAN

Les inondations en France

Les Yvelines, à leur tour, attendent la crue

L'Oise à partir du bassin de Creil, et la Seine, en aval de Paris, continuent de monter. Après l'Oise et le Val-d'Oise, déjà touchés, le département des Yvelines se prépare à subir la crue.

Si aucune inondation d'habitation n'a encore été recensée, la préfecture des Yvelines prévoit que plusieurs centaines de résidents de localités riveraines de la Seine pourraient être évacués vendredi 31 décembre et samedi 1^{er} janvier 1994, notamment à Bougival, Chatou, Montesson, Louveciennes, Poissy, Maurecourt et Beaurecourt. Des gymnases et des écoles sont préparés afin d'héberger les familles sinistrées. Plusieurs établissements publics comme l'hôpital de Meulan, une clinique de Carrières-sous-Poissy, des maisons de retraite à Mantes-la-Jolie et à Triel-sur-Seine, ou encore le lycée d'Achères, ont fait l'objet

d'un plan d'évacuation. Enfin, 26 établissements industriels sont également en état d'alerte, notamment l'usine Renault de Flins qui a évacué son parc de stationnement, et le hall de montage des fusées Ariane à l'usine Aérospatiale des Mureaux.

Dans le Val-d'Oise, on dénombre 965 pavillons touchés, principalement dans les communes d'Auvers-sur-Oise et de Butry-sur-Oise. A Bruyères-sur-Oise, 155 personnes employées dans la zone artisanale sont au chômage technique. Plusieurs tronçons d'axes routiers à hauteur de Valmondois, Saint-Ouen-l'Aumône, Pontoise, Auvers-sur-Oise, Yvertois et Jouy-le-Moutier sont coupés. Mais le souci majeur reste sans doute le central téléphonique de Saint-Ouen-l'Aumône qui, avec près de 300 000 abonnés, assure un tiers des appels au départ du

Val-d'Oise. Mardi soir, on ne signalait encore aucune coupure, mais les travaux de protection allaient bon train. Plusieurs ouvertures ont été murées et le bâtiment est protégé à l'aide de sacs de sable.

Dans l'Oise, les inondations concernent plus de 70 entreprises et 2 800 personnes, selon les estimations de la chambre de commerce et d'industrie. A Creil, le niveau des eaux, qui atteignait 6,15 m mercredi, devrait se stabiliser vendredi avant de redescendre pendant le week-end. Mais l'inquiétude régnait en ville jeudi matin : le parapet du quai d'amont, qui joue le rôle de digue, montrait des signes de fatigue. Or si cette barrière en béton devait céder, c'est toute une partie des bas quartiers de la rive droite qui se trouveraient soudain envahis par les eaux. (Corresp.)

Pollution du littoral

M. Barnier demande une réunion extraordinaire des ministres européens

Michel Barnier, ministre de l'environnement, a demandé à son homologue grec (dont le pays assure la présidence de l'Union européenne) d'organiser « dans les prochaines semaines » une réunion extraordinaire des ministres de l'environnement et des ministres de la mer des Douze, « en vue d'arrêter une position commune en matière de transport maritime ». Selon Michel Barnier, les mesures à prendre pour faire face à la pollution du littoral et « éviter que ces accidents se banalisent » doivent « relever d'une concertation internationale, un pays isolé ne pouvant avoir d'action efficace sur le transport maritime ».

De nouveaux sacs de pesticides ont été découverts mercredi 29 décembre sur le littoral normand près de Dieppe. Les maires d'une dizaine de communes dont le Tréport et Saint-Valéry-en-Caux (Seine-Maritime) ont pris des arrêtés interdisant les promenades à pied sur les plages.

SPORTS

VOILE : arrivée de la classique australienne Sydney-Hobart

«Ninety-Seven» brave la tempête

Le voilier australien *Ninety-Seven*, un sloop de 14,3 mètres skipé par son propriétaire, Andrew Strachan, a gagné, jeudi 30 décembre, la quarante-neuvième édition de la classique à la voile Sydney-Hobart. Il a parcouru les 630 milles en 4 jours 54 minutes après avoir affronté des vents violents et une mer déchaînée qui a contraint à l'abandon deux tiers des concurrents.

SYDNEY

de notre correspondant

Une course dans la tempête. Les 105 voiliers engagés dans la course Sydney-Hobart ont dû affronter des vents soufflant jusqu'à 75 nœuds et des vagues de 11 mètres qui ont provoqué deux naufrages. Une série d'avaries - mât brisé, quilles déchaînées, et voiles déchirées - et l'épuisement des équipages a contraint 67 voiliers sur 105 à abandonner.

Curieusement, les petits bateaux se sont les mieux tirés d'affaire. C'est même la première fois, en quarante ans, qu'un bateau aussi petit que *Ninety-Seven* (14,3 mètres) gagne. « Nous avons poussé le bateau au maximum. Si l'équipage n'avait pas la course, a commenté son propriétaire et skipper, Andrew Strachan, nous aurions été perdants, car le bateau, mis à l'eau il y a six semaines, n'avait pas été mis à l'épreuve. » A part la grand-voile, qui a été raccourcie, le voilier n'a pas souffert.

Ninety-seven était suivi, à une heure et demie, par *Micro-py-Cuckoo's-Nest* (12,2 mètres),

AMSTERDAM

de notre correspondant

Rien, sinon des obstacles techniques et la morale, ne peut empêcher aux Pays-Bas qu'un rein, par exemple, fasse l'objet d'une transaction commerciale. Rien, sinon la tradition, ne commande les rapports entre les médecins, les proches d'un décédé et ce dernier, dont l'éventuelle autorisation préalable de prélèvement d'organes (dite *codicil*) n'est qu'un indice de volonté.

Soucieux de remédier à cette situation confuse, le gouvernement a déposé en octobre 1991 un texte dont le but principal est d'offrir une meilleure protection aux aspirants donneurs afin, subsidiairement, d'en voir le nombre augmenter - deux millions de Néerlandais, sur un total de quinze, sont actuellement porteurs d'un *codicil* (1). Principe-clé : l'expression de leur volonté par les donneurs potentiels.

Les Pays-Bas ne sont pas partisans du système (belge, allemand, ou français) selon lequel toute personne n'ayant pas explicitement interdit de son vivant le prélèvement d'un de ses organes est censée y consentir. En France, la loi du 22 décembre 1992, dite « loi Caillaud », précise que, s'agissant du cadavre d'un mineur ou d'un incapable, « le prélèvement en vue d'une greffe ne peut être effectué qu'après autorisation de son représentant légal ». Aux Pays-Bas, il est prévu que, dès l'adoption de la loi, les municipalités adresseront aux habitants majeurs (dix-huit ans au moins) une carte leur permettant de faire connaître leur souhait en cas de décès.

Or le gouvernement souhaite abaisser cette limite à l'âge de douze ans. Un porte-parole du ministère de la santé a précisé que la loi était destinée à donner une base légale aux *codicils*, dont certains mineurs sont déjà porteurs, et à accroître le nombre de donneurs, adolescents compris. En tout état de cause, le prélèvement d'un organe sur un mineur de plus de douze ans décédé sera impossible si l'un des deux parents s'y oppose.

Cette extension aux mineurs du « droit à disposer de son corps » n'est pas moins symbolique

Un projet de loi aux Pays-Bas

Les mineurs néerlandais seront autorisés dès douze ans à faire don de leurs organes

d'un pays où la notion de libre-arbitre individuel occupe une place essentielle, et où les adolescents, considérés comme des adultes en devenir, peuvent avoir une opinion autonome, et sont volontiers responsabilisés. Le plancher des douze ans figure ainsi dans un projet de loi sur « les droits du malade », dans la loi sur le divorce (c'est l'âge à partir duquel le mineur peut demander une modification du droit de visite) ou encore dans la loi sur les délits sexuels (dont certains sont plus lourdement punis s'ils sont commis sur des mineurs de moins de douze ans).

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Le projet de loi interdit la commercialisation des organes, règle leur répartition en fonction des besoins, précise les conditions de dons du donneur vivant et renforce les protocoles en vigueur dans les hôpitaux prélevant et transplantant les organes.

Le CRTS de Montpellier ne devrait pas déposer son bilan

La menace de dépôt de bilan qui pesait sur le Centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de Montpellier, qui emploie 249 personnes et dont le déficit d'exploitation atteint 60 millions de francs (le *Monde* daté 26-27 décembre), serait écartée. « Les engagements de principe de l'Etat tracés des perspectives rassurantes pour l'avenir du CRTS », a déclaré, mercredi 29 décembre, Charles-Noël Hardy, préfet de l'Hérault, tandis que Bernard Soustelle, délégué CFE-CGC du CRTS, affirmait de son côté que « le dépôt de bilan est exclu ». M. Hardy a annoncé le maintien de l'activité de fractionnement des produits sanguins et l'arrêt partiel de l'engagement de Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, assurant qu'il n'y aurait pas de licenciements. 60 salariés pourraient cependant faire l'objet d'un reclassement dans le secteur médical.

REPÈRES

ÉCHAUFFOURÉS

Manifestation de beurs à Bron

De nouvelles échauffourées se sont produites dans la soirée de mercredi 29 décembre entre des groupes de jeunes et les forces de l'ordre à Bron, dans la banlieue lyonnaise, sans faire de blessés, quarante-huit heures après la mort de Mourad Tchier, dix-neuf ans, tué par un policier sur la commune lyonnaise de Saint-Fons, à la suite d'une course poursuite avec un véhicule signalé comme volé (le *Monde* des 29 et 30 décembre).

Dans l'après-midi de mercredi, près de quatre cents personnes avaient participé à une marche silencieuse dédiée à la mémoire de Mourad Tchier et une délégation avait été reçue par un adjoint au maire de Bron.

COLIS PIÉGÉS

Vendetta familiale dans l'Etat de New-York

La série d'explosions de six colis piégés, qui avaient fait cinq morts (le *Monde* du 30 décembre) le 28 décembre à Buffalo dans l'Etat de New-York, avait fait craindre à une vague d'attentats aveugles. Il s'agit en fait d'une vendetta familiale. L'un des deux hommes arrêtés, mercredi 29 décembre, est le gendre de l'une des victimes : Michael Stevens est le mari (époux de Brenda Lazore, la sœur, Pamela Epperson, et le beau-père, Robert Fowler, ont été tués par les explosions, de même que deux autres personnes).

Selon les enquêteurs du comté de Monroe, une vengeance est probablement à l'origine de l'affaire. (Flaeter, AP.)

DÉFENSE

POINT DE VUE

Silence dans les rangs !

Le gouvernement appelle à une réflexion collective avec le prochain Livre blanc sur la défense. Mais il continue de prescrire aux militaires le devoir de se taire.

Par Pascal Boniface

FORCE est de constater l'absence d'avancée significative des libertés publiques, depuis 1981, pour les militaires. Ces derniers sont encore privés des droits élémentaires dont jouissent tous leurs concitoyens et bien de leurs homologues dans les sociétés démocratiques. En 1993, le soldat n'est pas encore un vrai citoyen. S'il a retrouvé, depuis 1945, le droit de vote et peut même se présenter aux élections, sa liberté d'expression et d'association est étroitement surveillée.

Le régime actuel est moins libéral que celui prévu par le décret du 26 mai 1910 (en vigueur jusqu'en 1924) et qui disposait : « Les officiers peuvent, sous leur signature et sous leurs responsabilités, publier des écrits ».

Cette liberté d'expression était assortie de possibilités de contrôle et de sanction pour « tout écrit préjudiciable à la discipline, à l'esprit militaire, aux intérêts du pays ». Le décret traitait les militaires en adultes. Ils pouvaient s'exprimer. A eux de prendre leurs responsabilités.

Selon l'article 7 de la loi de 1972, aujourd'hui en vigueur, un militaire peut traiter publiquement des problèmes militaires non couverts par les exigences du secret. Mais il doit demander une autorisation au ministre de la défense s'il veut évoquer « les

questions politiques et les questions mettant en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale ».

Autrement dit, aujourd'hui peuvent s'exprimer librement, sur les grands problèmes stratégiques, des universitaires, des journalistes, des chefs d'entreprise, des personnalités du show-business, mais pas les militaires, qui ne seraient pourtant pas les plus mal placés pour participer à ce débat. On est presque revenu à l'époque du maréchal Mac Mahon, qui déclarait : « L'officier du tableau d'avancement tout officier doit j'ai lu le nom sur la couverture d'un livre. »

Des interdictions d'un autre âge

En douze ans, depuis 1981, un seul espace de liberté a été ouvert par Paul Quilès sous la forme des « Livres réflexions sur la défense » dans le magazine *Armées d'aujourd'hui*. Pierre Joxe avait, certes, réclamé l'ouverture d'un large débat stratégique. Mais les sanctions contre les quelques militaires ayant pris des positions publiques non agréées, la violence de ses réactions vis-à-vis de ceux qui, amis politiques ou non, faisaient part de leur désaccord, ont créé un effet dissuasif absolu sur toute velléité de libre expression. On ne peut réclamer que « cent fleurs » s'épanouissent en brandissant un sécateur.

Nul doute aujourd'hui que le général de Gaulle, dénonçant comme il l'a fait entre les deux guerres le désintérêt de l'armée pour le char de combat, aurait vu sa carrière brisée.

Doit-on craindre la libre expression des militaires ? Non,

car il y aurait forcément une autorégulation, les prises de position les plus extrémistes ou farfelues se disqualifiant d'elles-mêmes aux yeux de chacun. Doit-on le souhaiter ? Oui, parce qu'on ne peut à la fois, sauf à tomber dans la schizophrénie, demander aux militaires de prendre en compte les évolutions stratégiques et leur interdire d'en débattre. Il est difficile de réfléchir lorsqu'on n'a pas le droit de s'exprimer. De même, les restrictions à la liberté d'association pour les militaires sont d'un autre âge.

Liberté d'expression, liberté d'association : la gauche a agi en ces deux domaines de façon extrêmement pusillanime, en grande partie parce qu'elle avait une vision déformée des militaires, vision datant encore des années 60. Les raisons historiques ayant opposé la gauche et l'armée ont disparu. Il serait temps de s'en apercevoir.

Les militaires ont changé, ressemblant de plus en plus au reste de leurs concitoyens, tout en conservant une certaine spécificité. On ne peut que s'en féliciter, car l'armée doit être en phase avec la nation qu'elle doit protéger. Mais si les militaires ont évolué il conviendrait que les responsables politiques fassent également évoluer leur compréhension de la communauté militaire.

► Pascal Boniface, directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques, est notamment l'auteur de *L'Armée : enquête sur 300 000 soldats méconnus* (Edition n° 1) et de *L'Année stratégique 1993* (Dunod).

هناك النمل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Conseillant de privilégier la prévention

Interpol préconise un changement de stratégie dans la lutte contre les drogues

Le secrétaire général de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol), Raymond Kendall, à la tête d'Interpol depuis 1985, demande aux États de modifier leur stratégie de lutte contre les drogues en renforçant les méthodes préventives au lieu de privilégier la seule répression. « Si nous continuons à combattre la drogue comme nous le faisons depuis vingt ans, nous perdrons définitivement la bataille », explique M. Kendall,

dans un entretien iconoclaste paru le 30 décembre dans le *Nouvel Observateur*. Aux yeux de ce policier britannique qui dirige la division des stupéfiants d'Interpol au début des années 70, la seule voie est, aujourd'hui, de « tout faire pour réduire la consommation. Nos gouvernements doivent enfin le comprendre, ajoutait-il : quel que soient les efforts des services de répression, les producteurs et les trafiquants continueront

de prospérer tant qu'il y aura des millions des consommateurs dans nos pays ». Sans illusion sur les résultats de la lutte contre les narcotiques et contre le blanchiment de l'argent de la drogue, M. Kendall prône une stratégie visant à « casser la demande ». Il cite en exemple la Suède, qui a dépensé « des sommes considérables dans des campagnes d'information et des programmes d'aide aux toxicomanes. Résultat : la consommation a fortement diminué ». Il conseille la « décriminalisation » de l'usage de tous les stupéfiants (le cannabis comme l'héroïne) : « Le toxicomane ne doit pas être mis en prison mais contraint à suivre un traitement dans un centre médical spécialisé ». M. Kendall est toutefois « totalement opposé » à une légalisation des drogues qui « ferait automatiquement augmenter la consommation ».

Chomienne. Pourtant, doit-on obéir à la loi lorsque celle-ci est manifestement contraire aux principes généraux du droit, à ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, lorsqu'elle organise l'exclusion sociale, lorsqu'elle est elle-même criminelle ? Le juge peut-il être l'homme de la loi ? Le juge peut-il être l'homme de la conscience ? Le juge peut-il être l'homme de la justice ?

Les juges sous Vichy

Suite de la première page

« Avec le délit de non-déclaration de judaïté, poursuivait Dominique Gros, il était, par atavisme, pénallement suspect d'être coupable du seul fait d'exister s'il ne reconnaissait pas cette judaïté dont on l'affublait. Avant il y avait une opinion philosophique ou religieuse. Par dérogation à la loi de 1905, on lui en faisait grief. Avant il y avait un domicile ? Il pouvait en être chassé ou se voir assigné à résidence pour faciliter les perquisitions policières. Avant il y avait une vie ? Il pouvait être exproprié ou se voir confisquer ses biens qui étaient placés sous la tutelle d'un administrateur provisoire. Cet effacement par des moyens de droit de toute personnalité était proche de la solution finale du III^e Reich. »

Dès 1940, la politique d'épuration menée par le régime de Vichy au sein de la fonction publique touche le monde judiciaire. Après avoir demandé aux chefs de cour d'établir les listes de magistrats appartenant à la franc-maçonnerie et à la « race juive », Vichy décide d'écarter environ deux cents magistrats, soit 5 % du corps. Quarante en vertu du statut des juifs, quarante en vertu des lois anti-maçonnes et une centaine en vertu d'une loi du 17 juillet 1940 qui supprime de fait l'immovibilité des magistrats du siège. Au même moment, dix-sept des cent vingt membres du Conseil d'État sont exclus. Malgré cette épuration, tous les magistrats, à l'exception de Paul Didier, acceptent de prêter serment au maréchal Pétain. « Nous avons travaillé sur les archives de la chancellerie et sur les dossiers personnels des magistrats de l'époque », note Denis Peschanski, chercheur au CNRS (Institut d'histoire du temps présent). Il est clair qu'il n'y a eu aucune protestation collective contre cette épuration. Il y a eu quelques interventions individuelles, mais, la plupart du temps, elles ont été le fait de magistrats honnêtes.

Pourtant, de se lancer dans de grandes réformes, le régime de Vichy choisit d'utiliser au mieux une institution héritée de la III^e République. A l'exception de la création de juridictions d'exception, les magistrats continuent donc à travailler dans un cadre apparemment inchangé. « Il y a, à cette époque, une continuité apparente de l'État de droit », explique Henry Rouso, chercheur au CNRS (Institut d'histoire du temps présent). La magistrature, qui forme un corps plutôt conservateur, s'est, en outre, bien accommodée d'un régime qui avait pris pour devise « Travail, famille, patrie ». Il y a eu des magistrats résistants qui ont payé leur engagement de leur vie et il y a eu également un Front national judiciaire, qui édita un journal clandestin, le *Palais libre*, mais il était constitué essentiellement d'avocats. Pour les magistrats, le tableau est sévère. Assommés par la défaite, ils ont fait comme la plupart des élites : ils ont accepté de s'en remettre à l'autorité morale de Pétain. La majorité a surtout accepté la légalité de Vichy sans se soucier de sa légitimité.

Pendant ces quatre années, les lois antisémites sont donc appliquées comme des textes ordinaires. « Ces textes n'étaient pas destinés à des juridictions exceptionnelles qui auraient eu la sombre obligation d'accomplir à l'égard d'un dessein échappant au reste de l'institution », souligne Christian Chomienne. Il s'agissait du travail ordinaire des juges. En parfaits techniciens du droit, les magistrats de cette époque s'interrogent donc gravement sur les conflits de compétence posés par la reconnaissance de la qualité de juif ou sur le problème du renversement de la charge de la preuve.

Aujourd'hui, le juridisme de ces décisions paraît surréaliste. Dans un arrêt rendu en 1943, la cour d'appel de Paris, saisie par un Français qui estimait que l'application de la loi de 326 du code civil donne compétence exclusive à la juridiction civile en matière de filiation et ne s'applique pas lorsque l'état « racial » est en cause. Elle en déduit donc que le statut de juif est un élément constitutif de l'infraction à la loi sur le recensement, sans être une question préjudicielle aux poursuites pénales pour cette même infraction.

Que signifie résister pour un magistrat ?

L'application de la loi sur l'« aryianisation » des biens donne lieu à des raisonnements à peu près semblables. En étudiant les décisions publiées dans les revues juridiques entre 1941 et 1944, et conservées aux archives départementales de la Gironde, les auteurs de justice de l'École nationale de la magistrature de Bordeaux disent avoir découvert « une illustration particulièrement exemplaire du positivisme juridique ». Dans un arrêt rendu en 1944, la chambre sociale de la Cour de cassation, invitée à statuer sur une demande de réduction de loyer formée par un

locataire juif, « à raison de la diminution de ressources résultant de son arrestation », décide ainsi que cette arrestation qui avait pour seule cause la qualité de juif était une « circonstance de guerre » qui ouvrait bien le droit au bénéfice de la réduction pour le loyer.

Encore faut-il remettre ces décisions à leur place. Alors que la magistrature a participé très directement à la répression contre les résistants, les décisions judiciaires concernant l'application des dispositions antisémites sont marginales au regard du nombre de déportations. De 1942 à 1944, la déportation des 75 000 juifs qui étaient sur le territoire français a eu lieu pour l'essentiel en dehors de toute intervention judiciaire. Les jugements et arrêts rendus à cette époque ont malgré tout une importance symbolique : en acceptant la logique d'exclusion contenue dans ces textes, les magistrats ont offert une précieuse caution juridique et légale au régime de Vichy. « Comme tous les régimes autoritaires, Vichy avait besoin des juristes pour légitimer son droit antijuridique », note Danièle Lochak, professeure à l'université Paris-X-Nanterre. Les magistrats n'ont bien sûr pas directement collaboré à l'œuvre d'extermination, mais ils ont contribué à l'identification, puis à l'exclusion des juifs de la société française.

Au-delà du cas particulier du régime de Vichy, ce colloque pose le problème de la mission du juge et de l'application des lois « iniques ». La mission du juge est d'obéir aux lois de l'État, soulignait Christian

Une épuration sévère

Contrairement aux idées reçues, l'épuration de la magistrature, à la Libération, a été sévère. Deux chercheurs du CNRS, Alain Bancaud et Henry Rouso, estiment ainsi que sur les 3 000 magistrats que comptait alors la métropole, 266, soit 8,8 % du corps, ont été sanctionnés (1). Parmi eux, 185 ont été contraints de quitter la magistrature à la suite d'une révocation ou d'une mise à la retraite d'office. A ces sanctions officielles se sont ajoutées des mises à la retraite et des démissions forcées, ainsi que des déplacements « visiblement liés à des agissements sous l'Occupation ». Cinquante-quatre magistrats ont été réintégrés par la suite mais ces retours n'ont pas eu grande incidence, puisqu'ils se sont échelonnés jusque dans les années 50 et que très peu se sont traduits par des reprises de fonction effectives.

« Entre 300 et 400 magistrats ont été l'objet de sanctions ou de condamnations sur un total de 3 000, soit près de 10 % du corps », soulignent MM. Bancaud et Rouso. Parmi eux, on compte les degrés élevés de la hiérarchie puisque sur les cinquante premiers présidents et procureurs généraux, seuls cinq ont été réintégrés, et encore, sur ce chiffre, trois ont connu un déplacement dans l'année qui a suivi la fin de l'épuration. En regard des autres corps épurés de la fonction publique, hormis les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, c'est un chiffre élevé.

La place méfiance de cette épuration était la Commission centrale d'épuration de la magistrature. La procédure était complexe : sur proposition des comités départementaux ou locaux de Libération, le commissaire de la République avait

le droit de suspendre les magistrats. Tout magistrat suspendu était alors déferé par le garde des sceaux devant la Commission, qui étudiait le dossier, prenait connaissance de la défense du magistrat et proposait une sanction. La décision finale, susceptible de recours, appartenait au ministre de la Justice.

La sanction de pratiques individuelles

Pour sanctionner les magistrats qui lui déplaçaient, le ministre de la Justice utilisait également une ordonnance du 7 janvier 1944 qui n'avait pourtant, en principe, aucun rapport avec l'épuration. Selon MM. Bancaud et Rouso, cette disposition autorisant les mises à la retraite d'office a permis d'écarter des magistrats incompétents ou jugés politiquement peu sûrs. Sur les 35 magistrats sanctionnés de cette manière, les deux tiers l'ont été « partiellement ou exclusivement pour des motifs renvoyant de fait à l'épuration ». Cette ordonnance a, en outre, permis de menacer certains magistrats afin qu'ils acceptent leur déplacement, qu'ils proposent eux-mêmes leur démission ou leur mise à la retraite.

Parmi les griefs formulés contre les magistrats, la Commission ne retenait ni les pratiques en matière de délits de droit commun ni les accusations d'antisémitisme. Elle a également écarté les sanctions hiérarchiques ou les « faits collectifs de soumission » tels que la prestation de serment à Pétain. « La commission stigmatisait le plus souvent le fait de n'avoir pas utilisé l'étroite marge de manœuvre juridique que le régime de Vichy laissait malgré tout aux magistrats et qui aurait pu atténuer les effets de la

répression politique (...), notent MM. Bancaud et Rouso. L'épuration n'est pas condamnatoire d'un comportement collectif, ni même d'un mode de fonctionnement professionnel, mais sanction de pratiques individuelles jugées excessives et manquant d'indépendance. »

Cette épuration devait à la fois remplir une « fonction de réparation » en punissant les magistrats trop zélés, exercer une « fonction de sécurité » en excluant les éléments douteux d'un corps qui serait ensuite appelé à mener l'épuration judiciaire, remplir une « fonction de régulation sociale » en donnant des gages à l'opinion, assurer une « fonction de légitimation interne » en redonnant du prestige à la magistrature au moment où la restauration de l'État de droit était une priorité, et remplir une « fonction de régénération interne » en reformant la parenthèse de Vichy. Selon MM. Bancaud et Rouso, ces objectifs n'ont pas été atteints. « L'épuration, ses manques, ses échecs, ses injustices, a entretenu la grave crise de légitimité dans laquelle le corps judiciaire s'est enfoncé à la suite de Vichy », concluent-ils.

A. C.

(1) Ces statistiques ont été reconstituées par les deux chercheurs à partir de l'examen des dossiers individuels et des archives de la commission d'épuration. Les chiffres officiels font état de 270 sanctions pour un corps épuré alors à 2 200 personnes, soit 12,7 %.

► L'article de MM. Bancaud et Rouso sera publié en janvier dans un numéro spécial de la revue *Histoire de la Justice* consacré aux actes du colloque sur « L'épuration de la magistrature de la Révolution à la Libération » qui s'est tenu à Paris, en décembre 1992, sous la présidence de Robert Badinter. Éditions Laffont, 35, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. : 44-07-18-08.

COMMUNICATION

Les dix ans de l'agence Boulet-Dru-Dupuy-Petit

BDDP ou la pub de valeurs

L'agence Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP) reste menacée. En attendant, celle qu'on a longtemps comparée à une fusée pour cause de croissance flamboyante est maintenant une araignée dont la toile recouvre toutes les disciplines annexes de la publicité (promotion des ventes, marketing direct, corporate (1)). Un vrai groupe qui peut tout à la fois s'enorgueillir de travailler pour BSN, BMW, McDo, Michelin ou Polaroïd et d'être devenu, lui-même, quel que soit l'avenir, une référence.

Sans doute parce qu'on associe leur insolente réussite à celle de leur jeunesse, il est des entreprises qu'on voit grandir mais pas vieillir. A fortiori quand elles opèrent dans un secteur encore perçu, malgré la crise, comme un monde d'insouciance : la publicité. Et puis, même de rien, vient l'heure du premier regard en arrière, le premier anniversaire à deux chiffres : les dix ans.

Boulet-Dru-Dupuy-Petit a dix ans. Tout rond puisque, après une création annoncée en novembre 1983, l'agence est devenue vraiment opérationnelle le 2 janvier suivant. A sa tête, deux surdoués, auparavant chefs de file du groupe américain Young & Rubicam, Jean-Claude Boulet et Jean-Marie Dru ; la descendante d'une brillante lignée de publicitaires, Marie-Catherine Dupuy ; et enfin, le troisième homme, commercial confirmé, Jean-Pierre Petit.

En une décennie, ces quatre patronymes ne sont guère devenus familiers au grand public. Drapée dans une dignité qui ne manque jamais d'agacer ses concurrents, l'agence BDDP dédaigne le tapage médiatique. Ce qui n'empêche pas son travail d'être connu des consommateurs et reconnu par le microcosme.

Une intégrité qui reste menacée

La vingtaine de campagnes retenues par l'album-annuaire (réservé aux collaborateurs et aux annonceurs du groupe) appartiennent, osent le mot, à notre culture. Et ce du tout premier film, Hertz, mis en scène par Jean-Jacques Anné, des vautours attaquant voracement une voiture à la machine à pédales inventée par Jean-Paul Gonde pour la privatisation de la BNP en octobre dernier. Infime partie des quelque 150 « œuvres » conçues par l'agence, mais les plus primées.

En matière de récompenses, BDDP est un élève hors pair. Bâtie à partir de l'ancienne agence intégrée du groupe Prouvost, SNIP 4, l'entreprise a d'emblée affirmé sa volonté de jouer dans la cour des plus grands en s'imposant comme « la plus anglosaxonne des agences françaises ». Les deux premières années le groupe fera plus que tripler son chiffre d'affaires. Entre 1987 et 1990 la marge brute sera multipliée par 6. En 1993, BDDP, qui totalisait des revenus de 1,8 milliard de francs dans le monde, confortait aussi son rang de numéro 3 français derrière Euro RSCG, filiale d'Havas, et Publicis.

Un appétit qui a conduit les mousquetaires, rejoints en 1991 par Jean-Michel Carlo (successeur de Boulet et Dru chez Young), à s'étendre en Europe, en Extrême-Orient et aux États-Unis avec le rachat de WRG qui lui ouvre les portes du sacro-saint Procter & Gamble. Paradoxe : cette extension qui a crédibilisé BDDP est aujourd'hui le ver dans le fruit.

Certes l'agence parisienne reste la plus dynamique du secteur, mais la marche du groupe est désormais freinée par les frais financiers d'un endettement estimé à 850 millions de francs. Certes le groupe affiche des résultats supérieurs à 150 millions de francs avant impôt, mais ses actionnaires et ses banquiers — souvent les mêmes — deviennent toujours plus exigeants et inquiets.

Au printemps, la dette du groupe était renégociée tandis qu'il était procédé à l'émission de 250 millions de francs d'obligations convertibles. Une opération qui n'a pas tué les rumeurs. Pour nombre d'observateurs,

après RSCG et FCA, l'intégrité de BDDP reste menacée. En attendant, celle qu'on a longtemps comparée à une fusée pour cause de croissance flamboyante est maintenant une araignée dont la toile recouvre toutes les disciplines annexes de la publicité (promotion des ventes, marketing direct, corporate (1)). Un vrai groupe qui peut tout à la fois s'enorgueillir de travailler pour BSN, BMW, McDo, Michelin ou Polaroïd et d'être devenu, lui-même, quel que soit l'avenir, une référence.

Reste à définir ce qui fait le style BDDP. En affaires, l'enseigné s'est forgée une image de dur à cuire, condescendant pour les travers de la profession, moralisateur. Propre sur elle, notamment en matière d'achat d'espaces. Mais en création ? Comment la situer entre les excès signés Séguela et le côté iconoclaste de la CLM de Philippe Michel ? Gardienne du temple, puisque directrice de la création, Marie-Catherine Dupuy préfère brouiller les pistes. « J'ai jamais voulu qu'on soit catalogué, dit-elle. La publicité, c'est la mobilité. » Seule concession, elle rappelle que les campagnes du début (les vautours de Hertz, les péronnelles de Rodier et les piles Mazda) ont souvent été perçues comme émanant d'une agence butante et agressive. Tandis que celles des dernières années, Daoune, les films UAP ou la Caisse d'épargne, sont beaucoup plus institutionnelles.

Jean-Marie Dru, stratège du groupe, fournit une clé de lecture un peu différente. « Tout en prônant une publicité classique, nous avons assez tôt expliqué que, pour nous, les campagnes de publicité étaient des idées, des territoires ou des valeurs. » La bannière « idées » fédère « Annoncez le plat » ou « La tentation est grande » du whisky Grants, soit des thèmes presque enfantine, servis par une exécution sophistiquée. L'ensemble « territoire » concerne plutôt Porto Cruz, « pays où le noir est couleur ». Quant aux « valeurs », elles relèvent de l'UAP à l'ambitieux et un peu compliqué. « Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous » de la SNCF.

Rendre les marques plus nobles

Pour beaucoup, c'est aujourd'hui ce dernier aspect de BDDP qui prime. La campagne UAP fait ainsi figure de symbole. Née au moment du septième anniversaire de l'agence, elle concédait au tournant déjà amorcé par l'éphémère vague de création pour les grands magasins du Printemps autour du concept de l'« émotion » : le désir de rendre les marques plus nobles. Cette fois, qu'il s'agisse de la mise en scène de mai 68 pour le film *retraite*, de la chaîne de fabrication de bouteilles ou du détournement d'une scène de *Coriolan*, le tandem UAP-BDDP excelle. Une façon de rappeler qu'au bout de dix ans, pour BDDP, le combat continue. Le titre du livre anniversaire, *Tome 1*, le suggère. Son dernier chapitre enfonce le clou, puisqu'il s'intitule : *Tome II*. Cette assurance sur fond de récession et de renégociation de la dette en laisse plus d'un perplexe. Elle fait aussi vivre depuis dix ans un groupe de 3 000 personnes.

JULIE-ÉMILIE ADÈS

(1) Publicité institutionnelle.

(Publicité)
6 pendules Eté / Hiver chez Duriez
- recommandées - précision à la seconde/siècle - changement d'heure été/hiver automatique
de 298 F à 698 F TTC
132, bd Saint-Germain, Paris-6
18, bd de Sébastopol, Paris-4
3, rue La Boétie, Paris-8
(1) 43-29-05-60

VOYAG'AIR
BALAD'AIR
Vols aller-retour
Prix par personne à partir de
MARRAKECH 1190F
TENERIFE 1390F
MIAMI 2590F
LES ANTIILLES 2690F
Tél : 42 62 45 45
et dans tous les agences de voyages

Canon souhaite aux d'idées nouvelles pour



Des idées que les copieurs
à illustrer, à présenter,

à mettre en couleur, à dupliquer

à nuancer,
à réaliser,
à assurer



à faire part
à trier, à classer
leurs succès

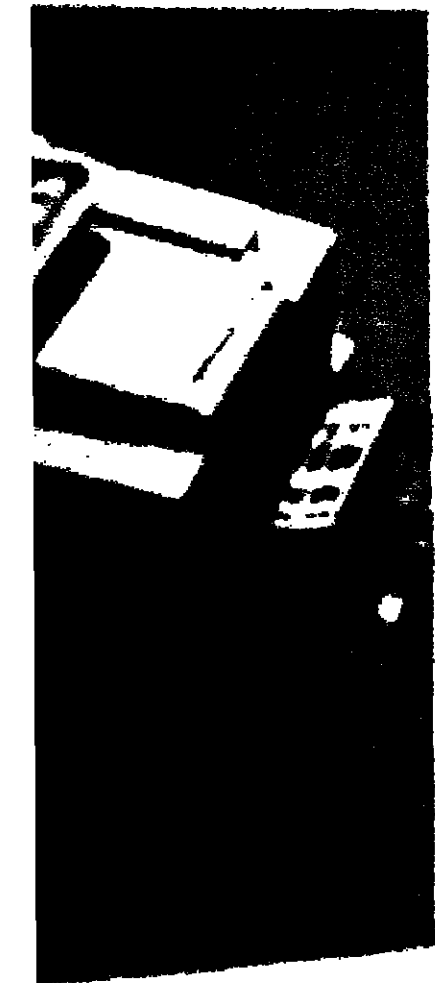
Contactez-nous sur minitel 3615 Canon ou au 36 68 14 14, notre
service vocal vous aiguillera vers votre direction régionale Canon.

Vous souhaitez que vos entreprises pleines
de nouvelles pour réussir en 1994.

Les que les copieurs Canon contribueront

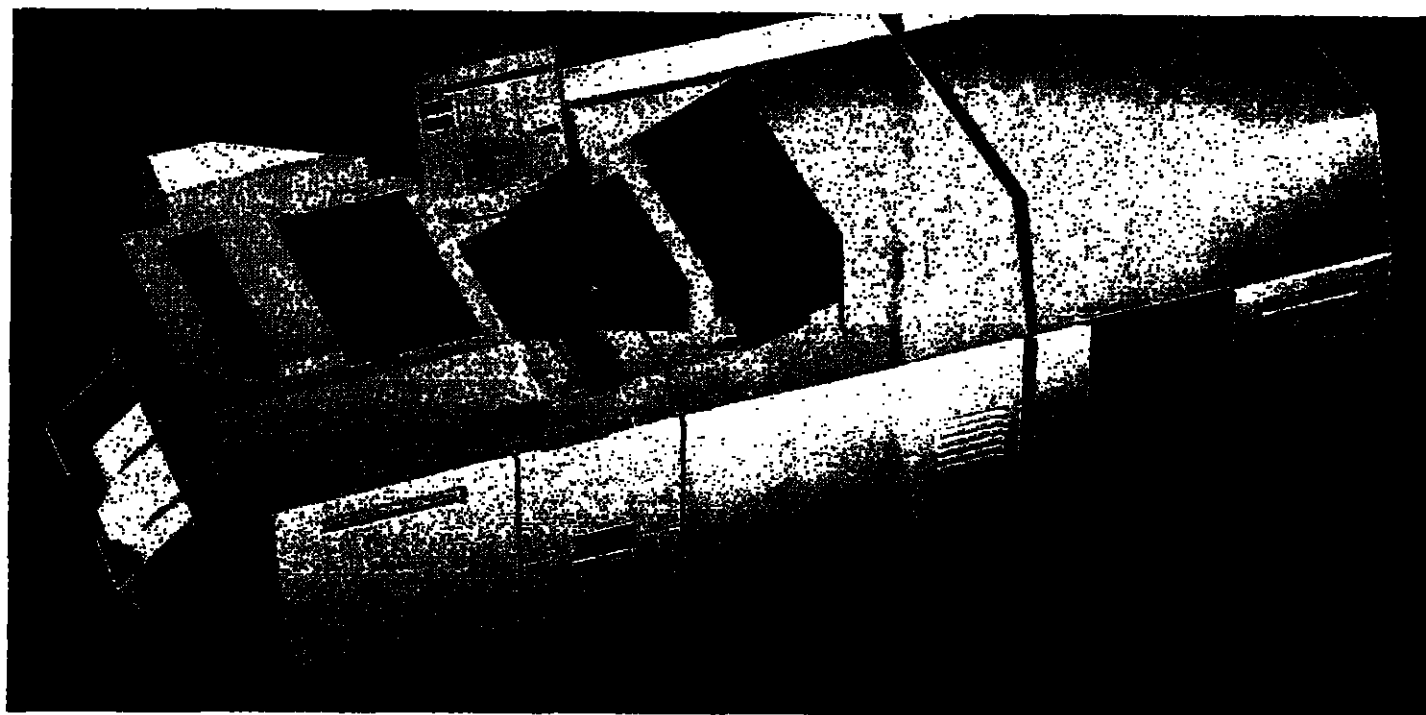
er, à présenter,  à diffuser,

couleur, à appliquer, à relier, à agrandir,



à faire partager,

à transmettre, à créer,



leur succès en toute tranquillité.

Canon

De la Force pour vos idées.

ARTS

LES DESSINS D'INGRES à la Villa Médicis

Des nus et des fantômes

Ingres a vécu à l'Académie de France à Rome, Villa Médicis, par deux fois, en qualité de pensionnaire, de 1806 à 1810, en qualité de directeur, de 1834 à 1841. Ce serait peu dire qu'il s'y plut et qu'il dut à ces séjours une part de son inspiration. Lors du premier séjour, il se convainquit alors de la supériorité de Raphaël et perfectionna sa connaissance de l'Antiquité. Pendant le second, il gouverna paternellement une petite troupe de disciples inquiets, si soucieux d'obtenir son approbation qu'ils abdiquèrent, pour certains, le peu d'originalité qui menaçait de les séparer du maître. Condamnait-il les gothiques après s'en être réclamé? Ils les vomissaient après les avoir idolâtrés. Avait-il besoin d'un modèle pour poser, d'un aide pour peindre un fond de paysage ou les moulures d'un fauteuil? Ils rivalisaient de zèle afin de satisfaire leur tyran. A la Villa, Ingres fut pape et empereur.

Il n'est pas certain — aimable euphémisme — que les visiteurs de l'exposition qui rend hommage au Jupiter montebanais dans les lieux mêmes où il régna puissent percevoir bien nettement ces faits. Presque entièrement composé de dessins, l'hommage se divise en une multitude de points de détails, sans rien pour assurer leur cohérence ni rendre intelligible le propos, sans beaucoup d'éléments qui se rapportent à ces épisodes. Ces feuilles proviennent du Musée Ingres de Montauban, dépositaire des papiers du grand homme, réserve gigantesque d'études, croquis, calques, brouillons et menus fragments. Dans ces stocks, des œuvres ont été choisies parce que leur datation ou leur attribution a été récemment corrigée, ou parce qu'elles donnent quelques indications sur la méthode de création employée.

Qu'apprend-on, que vérifie-t-on donc? Qu'Ingres s'appuyait sur ses élèves plus souvent qu'on ne le croit. Quand il lui fallait une figure d'homme tombant dans le vide pour le Satan d'un *Christ sur la montagne* qu'il projetait de peindre à Rome, il demandait à Chassériau de peindre l'étude à Paris, d'après un modèle célèbre, le « nègre Joseph » qui avait posé autrefois pour Gérard, et de la lui adresser. Quand il travaillait au portrait de M^{me} Moitte, ses collaborateurs se chargeaient du mobilier. Quand il cherchait comment achever son portrait de Cherubini, ils s'ingéniaient à lui trouver une tête féminine qui fit une chose convenable. Fort bien. Ces procédés n'ont rien de neuf ni de singulier



Bertin aîné : étude d'ensemble

vers 1840. Ils témoignent seulement en faveur des talents de chef d'entreprise du peintre.

Les exercices d'identification et de datation, fort acrobatiques pour certains, n'instruisent pas beaucoup plus. Telle étude a servi pour le lapideur de Saint-Symphorien, tel nu à la Fornarina, tel autre à Raphaël, tel autre à « voyage » d'une composition à l'autre, légèrement changée afin de s'adapter à une scène différente. Le plus intéressant, l'essentiel même, est dans ces glissements, ces métamorphoses, bien plus que dans la destination finale des études. Au reste, Ingres songeait-il, devant le modèle, au lapideur, à la Fornarina ou à l'Age d'Or? On peut en douter. Il rassemblait méthodiquement les éléments d'un répertoire du corps, les articles d'un répertoire de l'anatomie et du mouvement.

De l'homme ou la femme devant lequel il s'assied le crayon à la main, le caractère et l'expression ne

le retiennent pas. Il ne voit en eux qu'une machine de muscles et tendons disposée sur une structure mobile d'os et de cartilages. Que ces machines soient ensuite travesties en nymphe, en Jeanne d'Arc, en princesse, en héros grec ou en bourgeois parisien importe moins à

l'artiste que la justesse de la position et la correction du trait. Des figures interchangeables traversent l'œuvre, interchangeables à tel point qu'un modèle féminin peut tout aussi bien servir à la mise au point d'un sage antique ou d'un cardinal, et un modèle masculin devenir baigneuse ou odalisque.

Quelques beaux exemples extravagants

De ces changements à vue, l'exposition cite quelques beaux exemples extravagants. Pour le *Sacre de Charles X*, Ingres a réutilisé froidement des études d'après Napoléon. Pour une effigie de Bertin, il a collé la tête de Bertin découpée dans une page sur le corps d'un autre. Dans d'autres cas, il a emprunté à des prédécesseurs.

Conséquence d'une telle méthode : autant Ingres excellait dans la figure isolée, produit de synthèse enfoncée dans un contour continu, autant il peine quand il lui faut associer plusieurs figures. Dans le premier cas, relevé après relevé, brouillon après brouillon, il détermine une forme cohérente et, pour ainsi dire, close sur elle-même. Dans le second, il construit par superposition. Sur un contour, il place un deuxième puis un troisième contour. Le résultat pousse fort avant la minceur et la frontalité. Des fantômes transparents s'agglutinent, sans air entre eux, sans espace, sans volume. L'œuvre est hantée par le calque qui l'a précédée, réunion d'ombres impalpables. On croirait, devant ces dessins épurés jusqu'à l'effacement, que le tableau décisif d'Ingres fut son *Songe d'Ossian*, vision cristalline et muette — comme l'œuvre toute entière.

PHILIPPE DAGEN

► Académie de France, Villa Médicis, viale Trinità-del-Monte, 1, Rome; tél. : 06-67611. Jusqu'au 30 janvier.

MUSIQUES

Rencontre avec Allen Toussaint

L'éminence grise de la Nouvelle-Orléans

Entre le French Quarter et Uptown, on peut constituer une galerie de portraits qui défie l'imaginaire. Grand prêtre vaudou (Doctor John), gastronome peintre (Fats Domino), coiffeur à la voix d'ange (Aaron Neville), dandy new-yorkais exilé (Willy DeVille), la Nouvelle-Orléans nourrit l'excès. Et dans le rôle de l'exception, Allen Toussaint. Cinquante ans, élégant, élocution précise et sereine, on trouve le pianiste dans l'une des suites de l'hôtel parisien où il se produit. Il est en train d'écrire une partition. Il commence à peine une série de concerts qu'il accorde à Paris, parce que « c'est une ville où le goût commande tout, plus qu'ailleurs. La grande sœur de la Nouvelle-Orléans ». Il est venu avec son groupe habituel, des amis qu'il ne sollicite que rarement aux États-Unis, où il ne se produit qu'exceptionnellement.

Ce personnage central de la musique noire américaine n'a enregistré sous son nom que quatre albums dont le dernier date de 1975. Mais il a écrit quelques uns des plus beaux standards du rhythm'n'blues, *Working in the Coal Mine* pour Lee Dorsey, par exemple, produit et arrangé un pourcentage impressionnant des artistes de la Nouvelle-Orléans, d'Irma Thomas aux Meters en passant par les frères Neville. Sans parler de sa collaboration avec quelques uns des plus grands noms du rock, Paul Simon, Paul McCartney, Joe Cocker ou The Band. Pourtant, il ne sort de l'ombre qu'à reculons.

« J'ai toujours été comme ça, reconnaît-il. Quand j'ai appris le piano, je savais jouer tous les succès qui passaient à la radio, et mes amis venaient chez moi pour chanter. C'était bien avant que je ne sois professionnel, mais j'étais déjà content de susciter un rassemblement sans en être le centre. » Elevé dans une famille très catholique, Allen Toussaint n'a pas reçu l'éducation musicale que le gospel baptiste a donnée à tant de ses contemporains. « Ma sœur prenait des cours de piano, j'ai commencé par apprendre d'oreille, puis elle m'a expliqué le système de notation. » Plus tard, il entend les grands pianistes de la Nouvelle-Orléans, Professor Longhair, Tuts

Washington, et développe un impressionnant talent d'imitateur. A tel point qu'en 1957, Allen Toussaint avait dix-neuf ans, le producteur Dave Bartholomew lui demande d'enregistrer les parties de piano sur un disque de Fats Domino, indisponible pour cause de tournée. C'est lui qu'on entend sur *Young School Girl* ou *I Want To Know*.

A vingt-deux ans, il devient directeur artistique du label Minit. Il y produit et arrange *Ooh Pooah Poo*, de Jessie Hill, qui devient un succès national. Pendant un temps le succès de Minit semble pouvoir égaler celui des grands labels de rhythm'n'blues qui se développent ailleurs comme King à Cincinnati ou Motown à Detroit. « Mais à la Nouvelle-Orléans, la créativité ne s'applique qu'à la musique, regrette Allen Toussaint. Nous manquons par trop de sens des affaires, nous n'y mettons pas assez d'énergie. »

Eclipses périodiques

Les affaires du musicien ont d'autant plus de mal à décoller qu'en 1963, l'oncle Sam lui fait enfiler l'uniforme du GI. Jusqu'en 1965, la carrière d'Allen Toussaint est en suspens. Lorsqu'il revient, il s'associe avec Marshall Schorn, un producteur de la Nouvelle-Orléans. Il connaît alors sa plus grande notoriété, d'abord parce qu'il révèle au monde le funk précis et chaleureux des Meters, ensuite parce qu'il collabore avec les plus grandes rock stars, enfin parce que ses chansons sont reprises aussi bien par Little Feat que Devo.

A partir du milieu des années 70, la Nouvelle-Orléans traverse une de ses éclipses périodiques, dont Allen Toussaint voit aujourd'hui la fin. « Les jeunes musiciens ne retombent pas dans les erreurs de leurs prédécesseurs, qui s'étaient trop éloignés de leurs racines. Ce que se soit le Dirty Dozen Brass Band, les Marsalis ou Harry Connick, ils se servent de leur patrimoine pour avancer. » En hommage à l'histoire de la Nouvelle-Orléans, Allen Toussaint et Doctor John viennent d'enregistrer un disque sous le nom de Crescent City Gold.

THÉÂTRE

Réouverture de la Maison de la culture de Créteil

Une saison de toutes les couleurs

Le 15 janvier prochain aura lieu la première en France du *Jardin labyrinthe*, de Michael Tippett, spectacle d'ouverture de la Maison des arts de Créteil nouvelle formule, à présent dirigée par Didier Fusillier. Son credo est simple : une plus grande convivialité avec les établissements culturels du Val-de-Marne — les théâtres voisins mais aussi le rectorat, afin de « sensibiliser » élèves et professeurs — et peut-être de Paris. Didier Fusillier pense à l'Odéon et à la Colline. En attendant, Roger Planchon, qui présente les *Libertins* à Villeurbanne en février et à Chaillot du 9 mars au 30 avril, devrait en donner les 26 et 27 janvier deux avant-premières à Créteil, où il répète pendant cinq semaines.

La première tranche de travaux, qui porte sur l'aspect général de la Maison de la culture de Créteil et son confort, est terminée. En juin 1994 sera entamée la seconde tranche, qui concerne les salles et leurs équipements. En attendant, comme à son habitude, Didier Fusillier s'envole vers Chicago, New-York, Hambourg, Pékin, Hongkong, à la recherche d'artistes. De Créteil, il veut faire la « maison de la culture de l'an 2000 », un « lieu d'explosion » ouvert sur le monde, disponible aux expériences. « Il s'agit de suivre l'actualité au jour le jour, de prendre les spectacles quand ils naissent, de ne pas attendre deux ans parce

que le programme est bouclé et qu'on ne peut pas le modifier à cause des abonnements. »

Avec lui, Créteil pourrait prendre la place tenue au tout début des années 70 par la Cité internationale, quand son directeur André-Louis Perinetti se gardait toujours une salle libre pour révéler le Grand Magic Circus de Jérôme Savary avec *Zartan*. Nuria Espert avec *les Bonnes* de Genet dans la mise en scène de Victor Garcia, la troupe de LeRoy Jones, le Théâtre des sourds muets, quand il abritait Jean-Marie Pate, accueillait l'*Homosexualité* de Copi par Jorge Lavelli — entre autres...

Des prix attractifs

C'était varié et cosmopolite, ce à quoi veut tendre Didier Fusillier, qui de plus reprend — et c'est à nouveau bien en cour — les principes de l'action culturelle. En dehors des accords d'échange avec les entreprises et les lycées — il va une fois par mois proposer la lecture, dirigée par un metteur en scène, du premier acte de trois pièces inédites. Les spectateurs voteront pour l'une d'elles. Dans un second temps, un jury de professionnels devra décider laquelle sera montée la saison suivante.

Les prix des places se veulent attractifs : 500 francs pour l'ensemble des représentations. Un abonnement libre pour trois spectacles à 55 francs la place. L'abonnement jeune est à 40 francs la place. La saison 1994 propose dans la grande salle : les 26 et 27 janvier les *Libertins*, de et par Roger Planchon. Du 4 au 12 février, le *Legs et l'Épave* de Marivaux par Alain Milon. Du 8 au 12 mars, *Waterloo*, chorégraphie de Maguy Marin — artiste en résidence à Créteil. Le 1^{er} avril, Khalid. Les 5 et 6 avril, le chorégraphe new-yorkais Bill T. Jones. Dans la petite salle, du 4 au 13 mars, *Pan Theodor Mundstock*, d'après Ladislav Fuks, une mise en scène de Bruno Bölling qui a bouleversé le dernier Festival d'Avignon. Les 31 mai, 3 et 4 juin, le *Roi des arbres*, d'après Cheng, musique de Yi Xu, par François Cervantes.

Du 29 avril au 15 mai est annoncé un Festival américain avec Richard Foreman (*My Head Was a Sledge Hammer*), Reza Abdoh (*Tight Right White*), Donald Byrd (*Brassic Cuts*) et le Wooster Group de New-York (*First Story*). Hors les murs, il y aura les 27 et 28 avril *Partage de midi*, de Claudel, par Alain Olivier dans son Studio-Théâtre de Vitry; du 26 au 29 avril, dans les cafés de Créteil, le *Pauvre Matelot*, de Cocteau et Darius Milhaud, par Christian Gangneron; du 21 au 26 juin, une « occupation des jardins de la ville ». Enfin, du 18 au 27 mars, se tiendra à la Maison de la culture le 16^e Festival international de films de femmes.

C. G.
► Maison des arts de Créteil, Place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Tél. : 48-80-90-50. Fax : 43-98-48-08. La soirée du 15 janvier doit commencer à 19 heures par un concert d'une demi-heure suivi d'un bref cocktail dans les locaux rénovés de la Maison de la culture de Créteil, puis, à 19 h 45, les spectateurs iront en bus à Noisiel, à la Ferme du Buisson, où a lieu la représentation du *Jardin labyrinthe*, de Michael Tippett.

EN BREF

PRIX : les lauréats de l'Académie du jazz. — Le prix Django Reinhardt, par lequel l'Académie du jazz tient à souligner la réussite et l'avenir d'un jeune musicien, est attribué pour 1993 au pianiste Laurent De Wilde; le prix Sidney Bechet au tromboniste Daniel Barda. Prix Boris-Vian à Henri Texier Azur Quartet (*An Indian's Week*, Label Bleu); Prix de la meilleure réédition, Dizzy Gillespie 48 + Max Roach (Vogue); Prix du Meilleur disque de l'année, à Wynton Marsalis (*City Movement*, Columbia/Sony);

Prix Billie-Holiday à Nenna Freeman; prix Charles-Delaunay (meilleur livre) à *Electricité Miles Davis* (André Dimanche éd.) de Laurent Cuny, qui prendra prochainement la direction de l'Orchestre national de jazz.

PRÉCISION. — Nous avons omis d'indiquer que le copyright de la partition de *Plektro*, œuvre de Iannis Xenakis, dont nous avons publié un extrait dans « Le Monde Arts et Spectacles » du 30 décembre, appartient aux Éditions Salabert.

UN JOUR, ELLE A DONNÉ SON 1^{ER} BAISER

AUJOURD'HUI, QUI VA L'EMBRASSER ?

Association reconnue d'utilité publique, les petits frères des Pauvres viennent en aide aux personnes âgées, démunies, seules ou en situation de précarité. Au-delà de l'aide matérielle, nous privilégions le soutien affectif et les relations humaines pour vaincre l'isolement et lutter contre l'exclusion.

les petits frères des Pauvres des fleurs avant le pain ! les petits frères des Pauvres 33, avenue Parmentier 75011 PARIS

Tél. : (1) 49 23 01 01 C.C.P. PARIS 46 - 86 Z

مكتبة الأمل

DES LIVRES

Un désespoir allégé

Jean-François Lyotard décrit l'affairisme culturel du système « postmoderne » et souligne ce qui, malgré tout, échappe à son emprise

MORALITÉS POSTMODERNES
de Jean-François Lyotard.
Ed. Galilée, coll. « Débats »,
214 p., 145 F.

Des textes brefs. De simples notes, selon leur auteur. Presque des histoires, à lire comme des portraits du temps. Ironique lassitude de l'intellectuel-avion, pris dans l'agitation de la notoriété : « Je peux vendre de l'angoisse, ça intéresse, mais aimablement. » Une conférence, un dîner, un hôtel et de nouveau l'aéroport. Ailleurs, la même chose. Du « débat » à perte de vue. Sans autre but que de s'assurer que tout le monde est bien d'accord qu'il faut discuter. Et puis des musées, de plus en plus de musées pour de moins en moins de mémoire. Un monde lisse. Les désespoirs ? Des désordres passagers. Les désaccords ? Des promesses de développements à venir. S'il existe encore des conflits, aucun d'eux n'a d'enjeu global. Personne ne rêve plus à tout détruire pour tout refaire. Plus question de changer la vie. Il semble suffire de la préserver et de l'améliorer – par endroits, ici ou là, comme on peut. Indéfiniment.

Ce système attrape-tout, Jean-François Lyotard le nomme « postmoderne ». Le terme, depuis la publication de *la Condition postmoderne* (Mimuit, 1979), s'est répandu dans le monde entier. A force de le rencontrer accommodé à toutes les sauces, on a fini par oublier ce qu'il désigne, voire par douter qu'il ait un sens. Après l'avoir expliqué aux enfants (1), le philosophe revient clairement, dans cet ensemble de textes, sur sa définition de cette notion. Elle suppose évidemment de savoir ce qu'on nomme « moderne ». Ce n'est pas pour Lyotard le récent, ni la volonté d'innover en rompant avec le passé. La modernité, à ses yeux, naît avec la conception chrétienne de l'Histoire, étrangère à la pensée antique. Cette histoire est orientée vers une fin des temps où l'humanité retrouverait, au terme du parcours, la plénitude perdue de l'origine.

Lyotard appelle donc « moderne » ce schéma de pensée qui assigne comme but ultime à l'histoire humaine de retrouver une perfection originelle devenue lointaine : Dieu dans la version chrétienne, la nature dans la perspective rousseauiste, la société sans classe dans la version marxiste. Le postmoderne, par contraste, serait donc comme le déchaînement de l'Histoire : on continue d'agir, de négocier, de prévoir, mais l'ensemble du processus semble désormais dépourvu de toute finalité. Le développement suit son cours. Toutefois, il ne paraît plus destiné à parvenir à aucun terme. Les grands récits qui prétendaient donner sens à l'Histoire – qu'il s'agisse des religions du Livre, de la confiance des Lumières dans le progrès, des analyses du mar-



Lyotard : « Je peux vendre de l'angoisse, mais aimablement. »

xisme – nous ont laissés en plan. Postmoderne est peut-être avant tout le nom d'une panne.

Politiquement, elle se manifeste par la mort des insurrections. Lyotard résume en quelques traits la leçon de ce siècle. Capitalisme et démocratie libérale ont gagné. Le « système » intègre à mesure, comme autant de correctifs et d'améliorations, les initiatives les plus diverses, contribuant à l'émancipation dans tel ou tel secteur – qu'il s'agisse du sexe ou des impôts, de l'école ou de la communication. Perturbé de l'intérieur, le système devient plus performant en

devenant plus complexe. Aucune contestation ne porte sur son existence globale. Fini l'alternative. Ne restent que des alternances, entre partenaires adversaires tous d'accord sur les règles du jeu et sur l'interdiction de s'entretenir.

Ce système, Lyotard y insiste, n'est pas totalitaire. Ce qui le caractérise, c'est au contraire la part d'ouverture, de « jeu » qui y subsiste de manière essentielle. Il y a toujours du blanc, de l'indéterminé, de l'aléa possible. Pas de modèle imposé d'en haut. Des constructions nouvelles, imprévisibles, peuvent

naître du dialogue, de la confrontation, des négociations multiples. Ce n'est pas parce que les révolutions ont disparu que plus rien ne bouge. Question : de quoi donc vous plaignez-vous ? Qu'est-ce qui vous empêche d'être tout à fait à l'aise dans ce monde où chacun s'accorde, au moins en principe, sur le caractère indéchiffrable des droits de l'homme, sur les vertus du débat public et sur l'avènement de la communication ?

Réponse : la fidélité à une part d'ombre. Ou bien, car aucune formulation ne convient vraiment : l'existence, muette mais impérieuse, d'une expérience secrète. Lyotard ne cesse de réserver son droit à l'introuvable, à l'innommable. C'est-à-dire, pour lui, à la création. Tableaux ou musiques, poèmes ou traités ne sont pas des résultats de la communication généralisée ou des produits de leur époque. Ils émergent de gestes à peine pensables et presque indescriptibles. « L'œuvre exige de l'artiste, écrit-il, de se faire inhumain. » Travaillant l'existence, imperceptible généralement, cette intime terreur fait parler, crier – et créer. Pour faire court, on peut appeler ça l'angoisse, en précisant toutefois qu'elle n'est pas à vendre et qu'il n'est pas sûr qu'elle soit aimable, ni qu'elle intéresse.

Au centre des propos apparemment disparates de Jean-François Lyotard, se pose avec insistance la question de notre relation au néant. L'agitation culturelle s'emploie à la masquer. La création vient au contraire rappeler son étranger : « L'alerte au néant s'entend toujours dans la grande œuvre. » Sans minimiser les vertus de l'argumentation rationnelle, du débat démocratique ou de la prolifération des musées, Lyotard indique ce qui nécessairement leur échappe et leur résiste étant d'un autre ordre. Il veille à ce qu'on sache encore, sous le triomphe de l'artifice et le règne du consensus, que le système laisse un reste. Un manque sans remède, qui désespère et dérouté. Une plainte sans nom et sans fin à quoi se reconnaît l'humain.

Pas de tristesse pourtant, et peu de pathos. De la légèreté avant toute chose. Ce que Lyotard invente, à petites touches, comme un Voltaire sans Lumières, c'est le rappel du désespoir, mais sans les pesanteurs du gémissement. Un désespoir allégé, somme toute.

Roger-Pol Droit

(1) Para en 1986 chez Galilée, le *Postmoderne expliqué aux enfants* vient d'être réédité dans la série « Biblio-Essais » du Livre de Poche (150 p., 32 F.).

* Signaler également l'ouvrage collectif consacré à Jean-François Lyotard et à son itinéraire philosophique, qui vient de paraître aux éditions de Boeck Université dans la collection « Le point philosophique ». Dirigé par Michel Brédet, Franck Fréchet et Dominique Fassin, *Lyotard, les développements philosophiques* a été traduit du danois par Emile Damsgård (160 p., 125 F.). D'autre part, les éditions Galilée annoncent pour janvier la réédition du recueil de J.-F. Lyotard intitulé *Des dispositifs polimatiques*.

L'Amérique à bras-le-corps

Romancier physique, Harry Crews décrit un Nouveau Monde où la frontière entre les monstres et les « gens normaux » est abolie

LA MALÉDICTION DU GITAN
(The Gypsy's Curse)
de Harry Crews.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Philippe Garnier,
Gallimard, « Bibliothèque noire », 239 p., 86 F.

Sous le regard des autres, Marvin Molar est un monstre. Il est né avec des moignons en guise de jambes – « Pour la petite histoire, elles font seulement sept centimètres et demi, avec l'air d'avoir pas d'os dedans, sauf que c'est pas le cas. Des os, mais pas de sensation du tout », – et, à dix-neuf ans, il se déplace en marchant sur les mains. Nécessité faisant loi, Marvin a patiemment développé torse et bras. Au point de devenir un équilibriste hors pair, capable de faire sur les mains « pratiquement tout ce que vous savez faire sur les jambes ».

Il n'empêche, Marvin est un monstre, d'autant qu'il est aussi muet de naissance et sourd à la suite d'un accident. Handicaps qui ne l'empêchent pas d'être lucide et sans apitoiement sur lui-même, ce qui, dans la langue de Marvin, donne : « C'est facile de croire qu'un gars qui ne peut ni causer, ni entendre est forcément un dévot, mais celui qui pense-rait ça serait loin de la vérité (...) »

Je lis beaucoup pour commencer (...) Je suis pas aussi futé que j'aimerais l'être, mais je suis pas mal futé pour quelqu'un qui a largement de quoi en avoir gros sur la patate. »

Hester est l'exacte antithèse de Marvin. Aucune raison pour elle d'en « avoir gros sur la patate » : longues jambes fuselées, les plus belles cuisses et les plus beaux genoux du monde, seins et croupe à l'avenant. Mais Hester a tendance à se montrer amère. Car Hester s'ennuie dans la vie. Pour choquer, pour provoquer, pour tenter d'oublier son mal-être, elle va jeter son dévolu sur Marvin-le-monstre. Et la *Malédiction du gitan* va dérouler ses fastes noirs, mécanique implacable d'une liaison fatale.

Le mangeur
de voiture

On devrait toujours, lisant un roman, prêter plus d'attention à l'épigraphie, cette ou ces petites phrases que l'auteur place en exergue et qui dessinent son projet, lui donnent son sens. « Ce que j'aime par-dessus tout, c'est aller où je ne suis jamais allé » : voilà la citation qui ouvre la *Malédiction du gitan*. Elle est de Diane Arbus, une photographe américaine qui n'a cessé de chercher la

vérité de son pays dans le regard de ses concitoyens. Portraiturent des milliers d'entre eux, elle n'a pu que les renvoyer à une troublante réalité : les « normaux », tels qu'ils s'expriment sur ses clichés sans apprêt, apparaissent, fréquemment, plus monstrueux que les « difformes », dessinant une Amérique où s'abolit étrangement la frontière entre les uns et les autres. A l'image de cette Amérique que Crews prend – jamais l'expression ne fut plus juste – à bras-le-corps.

Car on aurait tort de ne voir dans la *Malédiction du gitan* qu'une énigme variation – un peu plus grotesque, un peu plus tragique, c'est selon – de l'éternelle histoire des amours impossibles ou une moderne version de la *Belle et la Bête*. C'est surtout une affaire de corps, de l'attraction à la haine. Ce n'est pas un hasard si l'action est presque entièrement circonscrite à l'une de ces salles où des obsédés de la fonte, des maniaques de la gym et de la boxe, des fondus du culturisme se perdent « dans un monde de sueur et d'abrutissement, un monde où il n'y a que l'exercice suivant qui compte ». Les symbolise tous Russel Morgan, un géant narcissique, qui, chaque jour, face aux miroirs, sculpte, cisèle, en les isolant un à un, tous ses muscles. Et

Hester, bien sûr, corps céleste et éternel libre tout à la fois, imprévisible molécule qui va lézarder cet univers de l'effort roi, où « l'épuisement efface le monde ».

Face à eux, une cour des miracles, les vrais héros de Crews, auquel il réserve toute sa tendresse : Al, un ancien athlète de foire, propriétaire du gymnase, et les trois paumés qu'il héberge et nourrit en échange d'un coup de main. Pete, un vieux boxeur noir, soulé par trop de coups reçus, Leroy, un jeune gars à la cervelle « brouillée », qui est bien le seul à croire qu'il puisse, un jour, pratiquer le noble art, et, surtout, Marvin. Tous seront bouleversés par Hester, tous vont « payer le prix » de son irruption dans leur monde routinier et rassurant. Pour qu'au bout du compte, un mythe vole en éclats : celui de ce corps sain, musclé et bronzé, dont le Nouveau Monde ne cesse de tendre l'image obsédante à ses enfants.

Crews, il est vrai, est coutumier de ce genre de démythification. Voici vingt ans, son unique livre publié en France, *Superbagnoles* (1), racontait – déjà – une drôle d'histoire : celle d'un homme qui mangeait une voiture morceau par morceau, du pare-chocs avant au pare-chocs arrière. Herman mangeait cette voiture

parce qu'il l'aimait, que rien au monde n'était, pour lui, plus beau que cette Ford Maverick rouge, rien, pas même les appâts de Margo, une petite putain d'hôtel tout excitée par son exploit. Herman mangeait – de petits bouts de ferraille préalablement réduits en cubes sans aspérités – et l'Amérique applaudissait. Et payait. Car l'histoire d'amour cannibale d'Herman et de sa Ford devenait vite une histoire d'argent. Shows, flouffes, majorettes, radios, télévisions, on se bousculait pour assister au spectacle de l'absorption... et de la défection. Enivré, la foule des fidèles du Dieu moteur venait communier par Herman interposé, et vibrer au sacrilège.

C'était grotesque et c'était magnifique, cruel et ironique, une vraie fable des temps modernes. La *Malédiction du gitan*, postérieur de deux ans seulement à *Superbagnoles*, est de la même veine. Et inscrit Crews, à la manière d'un Jim Harrison ou d'un Thomas Mc Gurne, dans la lignée de ces écrivains physiques, d'une sensualité brutale, qui révèlent au monde le vrai visage de l'Amérique.

Bertrand Androuse

(1) Albin Michel, 1974. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Maurice Rabaud.

LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

Tous écrivains !

Daniel Fabre et une équipe d'anthropologues de Toulouse ont enquêté sur les « écritures ordinaires », tous ces textes que nous écrivons en pensant que nous n'écrivons pas : notes administratives, tracts, recettes de cuisine, agendas, prières, journaux intimes, lettres d'amour... mais aussi messages envoyés par ordinateur et, bien sûr, cartes de vœux. Insensiblement, on passe de l'écriture la plus quotidienne aux faubourgs de la littérature.

Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Boff

Les pourboires de la littérature

Bussy-Rabutin aimait « rabutiner » avec sa cousine Marie de Rabutin-Chantal, une certaine M^{me} de Sévigné : « Ma belle cousine, écrivons-nous souvent et badinons toujours. Nous sommes bien meilleurs ainsi. »

Page 16

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le pourboire des écrivains

DITS ET INÉDITS

de Bussy-Rabutin.
Préface de José Cabanis,
introduction et notes
de Daniel-Henri Vincent
et de Vincennes Maigne.
Ed. de l'Armançon, 282 p., 180 F.

EN plus de leurs œuvres, les grands écrivains laissent très souvent des adjectifs dont se servent les postérités successives pour mieux s'y reconnaître. Ce sont les pourboires de la littérature. Il y a des « rabelaisiens », d'autres qui se disent « raciniens ». Il y a des « voltairiens », des « balzacques », des « proustiens » et même des « girauduciens ». Cela entraîne des rivalités, sinon des ressentiments, entre les diverses catégories. Les différents « partis »... On peut essayer de concilier ou de marier tout cela. Pas commode tout de même...

Plus rares sont les auteurs qui mettent des verbes dans leur héritage. Roger de Rabutin, comte de Bussy, qui se faisait appeler Bussy-Rabutin pour aller vite, a laissé le verbe « rabutiner », comme Marivaux le verbe « marivauder ». Ce n'est pas très éloquent. Roger « rabutinait » surtout avec sa cousine, Marie de Rabutin-Chantal, connue sous le nom de Mme de Sévigné. « Et toujours fraîche et toujours blonde », disait-il, « vous vous maintenez par le monde ». C'était le genre de compliment qu'il envoyait à la marquise. Il la priait également de conserver avec lui ces relations légères : « Ma belle cousine, écrivons-nous souvent et badinons toujours. Nous sommes bien meilleurs ainsi. » Lord Chesterfield, le Britannique le plus régulier avec leur correspondance, où se confondent (bien sûr) cousinage et libé-

tinage. Mais Roger écrit à beaucoup d'autres dames. Il avait ce que Cioran appelle la « manie épistolaire » (1). C'est un des « recordmen » du genre, avec près de trois mille lettres.

Né en Bourgogne, le 13 avril 1618, Bussy s'éteignit dans sa province, le 9 avril 1693. Les Français raffolent des commémorations, et l'on a célébré le tricentenaire de sa mort avec une anthologie qui le présente sous ses divers aspects. La première partie comprend des textes introuvables, comme le *Discours sur le bon usage des adversités*, que Roger rédigea à l'intention de ses enfants, ou les lettres qu'il adressa à quelques-unes de ses amies « dans les premiers temps de son exil ». La deuxième partie rassemble ses chansons (jusqu' alors inédites). Il est étrange de terminer l'année avec Bussy, car l'époque n'est pas à « rabutiner ». Essayons tout de même...

Le cousin de la marquise mena son existence comme un roman « de cape et d'épée ». D'autres diraient qu'il eut « une vie de bâton de chaise », avec les duels, les amours, les guerres et les impertinences. Pourtant, il recommanderait à ses fils de n'avoir pas un « trop grand commerce avec les femmes » et de ne pas se rendre dans les bals qui « échauffent ». Ne suivez pas mon exemple, ne faites pas comme moi... Il est vrai que Roger écrit son discours vers la fin de sa carrière, pour



essayer une dernière fois de sortir de sa disgrâce auprès de Louis XIV. C'était une sorte de « curriculum vitae » sur le thème du repentir, afin de regagner les faveurs du prince et de « se raccommoder avec la fortune ».

Bussy avait des empresses ou des rêveries de courtisan, mais il n'avait

pas l'âme ni les prudences que ce métier réclamait. Son épée servit sa réputation, mais ses incartades et ses traits d'esprit firent le contraire. Chez Roger, les ambitions étaient démentées par le tempérament. Ses turbulences le trahissaient. Il était trop dissipé dans un siècle tellement tenu. Il fut mis en « préretraite » dès

1659, après avoir participé à cette « débauche de Roissy » qui fit le bonheur des commérages. A l'issue d'un souper très arrosé, Roger et ses compagnons de table avaient, en effet, composé des « allalulias » très peu « catholiques ». Le « rabutiner » comportait aussi des paillardises, des gauloises et des farces de galopin.

Sept ans plus tard, Bussy fut obligé de prendre une retraite définitive à cause de son Histoire amoureuse des Gaules, qui était une satire (à peine déguisée) de la cour de Louis XIV. Il fut exilé sur ses terres, pour le reste de son existence. Il avait bien cherché son malheur. Il ne pouvait s'empêcher de faire de l'esprit. Il aimait trop se moquer des gens ou des choses, et l'on guérissait difficilement de l'irrespect lorsqu'on a pris goût à celui-ci.

A l'époque, l'exil ce n'était pas Sainte-Hélène ni Guernsey. Et pas davantage Nijni-Novgorod... C'était Romorantin, Bar-le-Duc ou la Bourgogne. C'était se trouver loin du Soleil. Paris et la cour avaient la réputation de résumer l'Histoire, la vie, la mode, les intrigues et les plaisirs. Ailleurs, on était privé de tout et livré à la tyrannie des saisons. Il n'est pas conseillé de rester à la campagne quand votre époque n'éprouve pas encore le « sentiment de la nature »...

Pour se sentir moins seul, Bussy écrivait à presque tout le monde : amis, famille,

relations... Il y voyait le meilleur moyen de combattre l'ennui de la province et les tristesses qu'elle favorisait nécessairement. « Conversation avec un absent, la lettre représente un événement majeur de la solitude », comme le dit Cioran. Pour cette raison, il faut « chercher la vérité sur un auteur plutôt dans sa correspondance que dans son œuvre ». Cioran associe l'art épistolaire et l'insomnie. Je ne sais si Roger dormait bien, mais c'était dans ses missives qu'il « rabutinait » le plus.

Le 13 novembre 1669, il déclarait à une jeune veuve qui voulait savoir l'italien : « Pour moi, ce n'est pas là ce que j'aimerais le mieux vous apprendre. » Et le 16 janvier 1670, il écrivait à la marquise d'Époisses : « Les amis s'aiment en cheveux gris, Madame. » C'était joli, mais il en remettait. Il faisait du charme comme nous respirons. Le 17 juin 1674, il se plaignait d'avoir subi les remontrances d'une certaine M^{lle} de Portes : « Elle me parle comme à un évêque qu'elle aurait attrapé en flagrant délit. Ce grand déchaînement qu'elle témoigne contre l'amour marque bien qu'elle n'a jamais été aimée. » L'année d'après, ce drôle d'évêque dirait (presque) le contraire : « Le bon sens voudrait qu'on ne se chargeât point d'une grande passion, puisqu'on sait bien qu'elle finira avant la mort. »

Bussy appartenait à cette cavalerie légère de la littérature française, dont Nizier (l'autre Roger) énumère les « défauts », dans le *Grand d'Espagne*. Il y met, notamment, la frivolité, la pudeur, les coups de cœur et la débauche. La frivolité, surtout, qui permet de passer l'hiver et de tempérer les inévitables mélancolies.

(1) « Manie épistolaire », dans *La Nouvelle Revue française* d'octobre 1993.

Giraudoux le pathétique

Philippe Dufay raconte une vie girauducienne : un mélange d'effileurements, de plaisirs courtois et de hasards jamais provoqués

JEAN GIRAUDOUX
de Philippe Dufay.
Julliard, 509 p., 149 F.

Il est satisfaisant de penser (1) que la première biographie de Giraudoux n'est l'œuvre ni d'un normalien, ni d'un diplomate, ni d'un jardinier limousin, ni d'un contrôleur des poids et mesures, ni d'un universitaire bavarois,

mais d'un journaliste au *Figaro* Madame. Car les « dames », comme ils disaient, Paul Morand et lui, jouent dans cette vie un rôle de l'exquis au douloureux – capital. On s'en doutait. On va le voir enfin, plus clairement.

Philippe Dufay a eu accès à maints témoignages inédits et à maintes correspondances. Il en est d'autres, encore dissimulées.

Philippe Dufay a surtout le grand mérite de ne pas faire son Sainte-Beuve. Il raconte, en biographe amoureux. Il ne lance que de modestes passerelles vers l'œuvre, qu'il connaît bien. A nous de jouer, et, donc, de perdre ; car presque tout, après cette excellente lecture, demeure aussi mystérieux.

Si Morand est un « homme pressé », Giraudoux est un homme protégé. Admis à Normale, il est fasciné par le germaniste Antier, qui, l'air de rien, le lance vers l'Allemagne. D'où les voyages, nombreux, et l'agrégation d'allemand, forcément manquée. Un an à Munich, pour le boursier de la Rue d'Ulm. Cafés, carnivals, concerts. Voyages en Autriche, Serbie, à Fiume, Trieste. Rencontre de Morand, dont il devient, à la demande de M. Morand père, répétiteur de philosophie. Eugène Morand, premier protecteur de Giraudoux, devenu aussi précepteur du jeune prince de Saxe-Meiningen. Puis, toujours grâce aux Morand, lecteur à Harvard.

Giraudoux ne sera jamais professeur, mais il enseignera tous les jours, à sa façon, charmante. Journaliste amateur au *Matin*, recalé au « grand concours » du Quai d'Orsay, élève vice-consul, porteur de valises diplomatiques et écrivain débutant, il est remarqué par Claudel, mais surtout par Philippe Berthelot, futur secrétaire général du Quai et deuxième grand protecteur.

Il n'y a plus qu'à avoir du talent. Il en a. Il écrit peu. Il a le temps. Il veut d'abord, en provincial, Paris. Pas en Rastignac. En girauducien, ce mélange d'effileurements, de plaisirs courtois et de hasards jamais provoqués. Le voici fou d'amour de la sublime Lilita, la Cubaine, connue de tous les salons, amie de la future épouse de Gaston Gallimard.

Toute la NRF est là, les Ballets russes... Lilita est le grand personnage féminin de Giraudoux (2). Elle ne l'aimera jamais, et le

regrettera. Il l'adore. Elle se marie. Giraudoux aussi, du coup, la même année, avec Suzanne. Lilita sera la maîtresse de Saint-John Perse, futur patron de Giraudoux au Quai. Merveilleuses lettres... « Je ne sais trop ce que je vous ai dit, Lilita... » On devine ; on ne devine rien. Un entrelacement de mystères. C'est elle qu'on aimerait écouter parler de Jean... Elle est morte en 1955. Mais qu'aurait-elle dit ?

Obsédé par la guerre

Voici la guerre. Le sergent Giraudoux est très tôt « blessé à l'aine et sur l'aine ». Convolescent, il écrit à Suzanne comme à Lilita. L'infirmerie, à l'hôpital de Vichy, s'appelle, naturellement, Valéry Larbaud. Il repart au combat, vers les Dardanelles. Il aime la guerre. Il veut la faire jusqu'à la victoire, mais élegant, avec ce « ceinturon anglais » très chic procuré par Morand. Il est même recommandé auprès de son général pour aller le plus près possible de la mort. Il la trône. Gravement blessé, encore. Le sous-lieutenant Giraudoux reçoit la Légion d'honneur et une palme à sa croix de guerre. Convolescent, il écrit toujours à sa femme, mais aussi à Lilita, qui note : « Il cache ses blessures comme d'autres cacheraient une tare. »

Il a tant aimé la guerre (*Adorable Clio*) qu'il est devenu, à peine rétabli, instructeur de jeunes recrues, à Harvard encore, imaginant, dit-il, « une petite école de guerre modèle ». C'est qu'il s'agit de presser les États-Unis d'entrer en guerre... Rétabli ? Ce n'est pas sûr. Il dirige, avec enthousiasme et des méthodes fort modernes, grâce, toujours, à Berthelot, le service des œuvres, aujourd'hui la direction générale ; mais il ne sera plus jamais le jeune homme à longues foulées qui aimait tant le 800 mètres. Il y a ses romans, ses succès, il y a la succession des

« dames », certes, Anita, pour oublier Lilita, une Lillian, Jeanne, plus tard Isabelle, d'autres, des secrets, des absences, mais Giraudoux, sans doute à cause de ses blessures, devient « plus lourd », dit-il. D'où le théâtre.

Même si ses pièces, de *Siegfried* (1928) à *Ordine* (1939), sont de grands succès parisiens, même si les diaprures et les artifices courent toujours sous sa plume, Giraudoux, grâce à Jourvet, a découvert la rigueur dramatique. Il demeure l'enchanté, mais contenu. Il devient, à sa façon, un tragique obsédé par la guerre, l'injustice, les inégalités. Il croit, il écrit, à un théâtre d'éveil, « s'adressant à la masse ». Il dira même, à l'époque où il écrit dans *Marianne* : « Nous sommes tous des journalistes. » Paris sourit, applaudit, mais ne veut pas entendre ce qu'on lui dit : que la guerre aura lieu, que la société est malade, que les méandres sont rationnels, et tous ces hérissés, dans *Electre*, qui se font écraser sur les routes, par amour...

La guerre est venue, en effet. Il vient de publier *Plains pouvoirs*, qui marque le début de tous les malentendus. Giraudoux le patriote, l'ami d'une France souveraine, l'ami de l'Allemagne de sa jeunesse, l'ennemi de Hitler, l'ami de Léon Blum et d'André Chamson, dès qu'il devient grave, n'est plus écouté. Même pas entendu quand, nommé par Daladier commissaire général à l'information, il parle à la radio, trop harmonieusement. C'est qu'en face il y a Goebbels.

Les quatre dernières années sont horribles ; incompréhensibles, même avec le secours de P. Dufay, qui s'y est particulièrement attaché. Pourquoi n'est-il pas à Londres ? Pourquoi trahir vaguement à Vichy ? « Il faut résister », dit-il souvent. Il déteste Pétain. Pour les maréchaux, il préfère Lyantey. Il est bloqué dans Vichy ; pas pour Vichy. Pour l'Allier, sa seconde petite patrie, familiale. Il rêve

encore. Il dit à un ami : « Il faudrait, derrière le nazisme, retrouver la vraie Allemagne, celle du romantisme. » Certes. Tout de même, en 1941...

Il rentre à Paris. Il n'habite plus chez lui. Il va d'hôtel en hôtel. Il a toujours été gourmand. Il cherche les bonnes tables. Il voit, en cachette, aux heures creuses, des officiers allemands peu nazis et francophiles. Il voit Aragon (« Giraudoux ne nous parlait que de bonheur »). A-t-il vu trop de ces Allemands peu nazis ? Trop souvent Aragon ? Trop de résistants ? Croit-il trop à ce « bonheur » ? Pourquoi Isabelle l'a-t-elle abandonné ? Et d'abord, qui est Isabelle ?

Sa mort, fin janvier 1944, a toujours paru étrange, notamment aux médecins, qui parlent d'intoxication, voire d'empoisonnement. M^{me} Giraudoux ne veut ni autopsie ni enquête. On dira : crise d'urémie. D'ailleurs, empoisonné par qui ? « Par la Gestapo », écrit Aragon dans *Ce Soir*. Cette fin de Giraudoux, pathétique, la fin de *Sans pouvoirs*, mériterait à elle seule un livre. On sent bien que Philippe Dufay, qui multiplie les points d'interrogation, y pense. On y ajouterait l'ultime image de Giraudoux à Londres, près du général, puis retour de Londres, idéal reconstruit de la France, aux côtés de son vieil ami Raoul Dautry... Lilita reviendrait. Ou Isabelle... Mais les biographies, cela ne se rêve pas.

Une chose est sûre. Le 21 décembre 1945, à l'Athénée, pour le Gala des résistants de 1940, Jourvet crée la *Folle de Chaillot*. De Gaulle est là, et ses ministres... A propos : Giraudoux est mort il y a très très bientôt cinquante ans.

François-Régis Bastide

(1) On reconnaît, postiches, les premières lignes du « Racine » de Giraudoux, in *Tableaux de la littérature française*, Gallimard, 1939.

(2) *Leaves à Lilita*, Editions Mazarotte, Borne-Gallimard, 1989.

Pourriez-vous dire
d'emblée qui sont les
précurseurs rationalistes ?



HISTOIRE
DE LA
LITTÉRATURE
FRANÇAISE

X. DARCOS

HACHETTE

FAIRE LE POINT-RÉFÉRENCES :

Pour réviser, vérifier... ou satisfaire sa curiosité.

هنا من أجل

LETTRES ÉTRANGÈRES

Jim Crace, l'intemporel

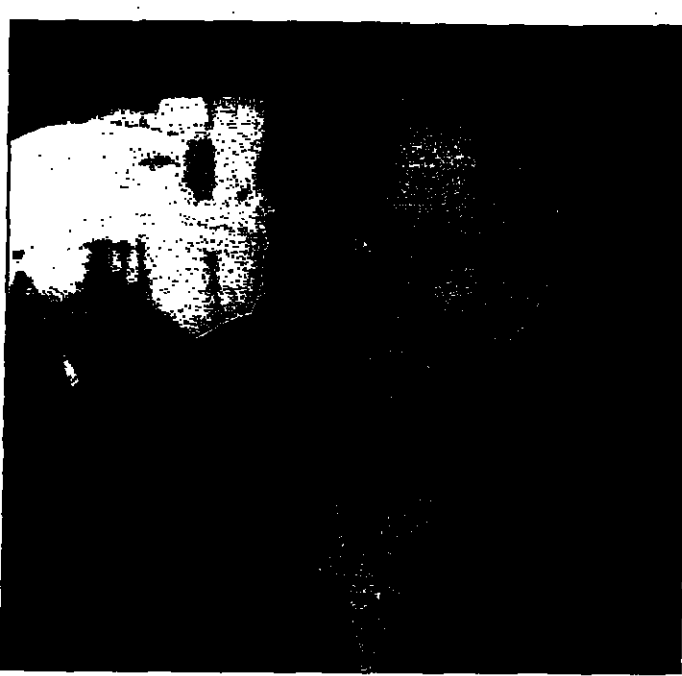
« Mon roman est sérieux, mais j'ai un ton enjoué », explique le romancier britannique qui reproche à ses compatriotes de mal comprendre ce paradoxe

ARCADIA
de Jim Crace.
Traduit de l'anglais
par Guillemette Belleteste,
Albin Michel,
coll. « Les grandes traductions »
362 p., 140 F.

Traduit dans seize langues, Jim Crace a l'habitude de voyager. Ancien fonctionnaire du British Council, longtemps en poste en Afrique, il a, sans doute, appris à se détacher de son Angleterre natale. Est-ce pour ces raisons factuelles qu'il assigne au roman une fonction peu réaliste, peu figurative, peu psychologique ? Après un recueil de nouvelles et un roman situé au début de l'âge de pierre (1), il se tourne vers une utopie qui n'est guère souriante. Un vieillard choisit l'anniversaire de ses quatre-vingts ans pour fonder un centre commercial culturel dans la ville où il a fait fortune. Arcadia, comme pays de cocagne, mais aussi comme ces « arcades » que l'on voit fleurir dans d'innombrables centres commerciaux de banlieue.

Comment passe-t-on de l'âge de pierre à cette fable intemporelle ? Interrogé, Jim Crace demeure évasif : longtemps partisan du récit court et écrit dans un style pointu et économique, il a décidé d'adopter un rythme plus nonchalant, « plus indulgent et plus généreux ». Et comme le confirme sa traductrice, il y a, dans le livre de Jim Crace, un ton à la Dickens, avec des mots toujours légèrement décalés par rapport à leur usage habituel, toujours un peu inattendus, sans être tout à fait datés.

On aurait du mal à trouver dans le roman des indices décisifs qui permettent de situer l'anecdote dans le temps. La fin du siècle dernier ? La misère des personnages, la vie du marché où se situe plus de la moitié du livre, le langage des différents personnages, inciteraient à le penser. Mais si aucun détail ne se réfère à



Jim Crace : un récit réaliste ne satisfait jamais le lecteur.

la modernité (sinon ça et là des points de comparaison esquissés par le narrateur avec des métropoles internationales), on reconnaît la « nouvelle pauvreté » qui envahit nos capitales, qu'il s'agisse de Londres, de New-York ou de Paris.

Le personnage de Joseph, « vaurien » qui arrive dans la ville pour accomplir une destinée dont il n'est pas tout à fait conscient, est probablement le plus réussi et peut-être plus présent que Victor, le protagoniste dont sont racontées la naissance sordide, l'enfance misérable et l'ascension fulgurante : on peut y voir, comme l'auteur le reconnaît lui-même, plutôt un stéréotype qu'un individu profondément analysé. Car Jim Crace admet que ce n'est pas la psychologie individuelle qui l'intéresse, mais « la psychologie collective, la psychologie des communautés ». En limitant sa fresque à quatre personnages principaux représentatifs de

couches sociales solidaires mais différentes (un riche parvenu, son employé et sa maîtresse servante, un paysan qui arrive à la ville), il montre qu'il préfère à l'introspection minutieuse les mouvements d'ensemble, les descriptions de lieu, les réflexions de l'histoire.

Fable sans clé

Pourquoi avoir refusé des noms propres familiers ? Les clochards sont nommés des « savonneux », parce que rôdant dans le « Marché aux savons ». Le premier témoin qui nous sert de guide se nomme Freux en français (Rook en anglais), sorte de corneille. L'effet assez curieux de ce procédé est de nous faire suivre une fable dont on ne connaît jamais la clé, une parabole dont la morale ne viendrait pas. Pour définir son projet, Jim Crace a les mots justes, ceux auxquels le lecteur pensera en écoutant la voix du conteur. « Mon roman, dit-il, est

sérieux, mais j'ai un ton enjoué » (playful). Il reproche à ses compatriotes de mal comprendre ce paradoxe, les romanciers britanniques préférant carrément l'ironie, qui leur donne d'emblée le droit de tourner en dérision une réalité à laquelle, somme toute, ils se soumettent.

En refusant toute référence à la vie contemporaine de l'Angleterre, Jim Crace attend du lecteur une attitude déconcentrée. Les repères habituels de la narration lui sont retirés. Pourquoi ? Parce qu'un récit réaliste et prétendument authentique dans le temps et dans l'espace ne satisfait, selon lui, jamais le lecteur. Le point de vue du romancier est toujours jugé trop libre et désinvolte. « La ville n'est pas telle que vous la décrivez. Ce bâtiment est différent. Cette rue n'est pas là où vous le dites. » Pour éviter cette polémique facile, Jim Crace écrit donc des romans symboliques.

Il se singularise dans la littérature contemporaine qui nous a habitués à un souci régressif de crédibilité et de vraisemblance (du reste souvent plus matérielle que psychologique) et nous a lassés par les excès de son prosaïsme. Mais il rejoint une autre veine qui emprunte au XIX^e siècle de Dickens son lyrisme social et puise ses sources dans les gravures de *The Rake's Progress* de Hogarth. Une inspiration qui convient peut-être mieux au théâtre ou à l'opéra qu'au roman. Car comment ne pas se souvenir de l'œuvre de Sturges et, surtout, du livret de W. H. Auden, dont les personnages, précisément, portaient des noms symboliques : Nick Shadow, Ann Trulove et Rakewell ? La carrière du librettin d'Auden se terminait dans un asile de fous. C'est peut-être ce qui attend l'Arcadie de Victor et de son comparse Freux.

René de Ceccatty

(1) Respectivement *Continent* et *Le Don de la pierre* (Actes Sud).

Les pièges de Walshe

L'ŒUVRE DU GALLOIS
(Wales' Work)
de Robert Walshe.
Traduit de l'anglais
par Marie-José Thériault,
Colman-Lévy, 449 p., 140 F.

« Dites-leur d'écrire comme si leur prochain livre allait être le dernier ouvrage écrit et publié jusqu'à la fin des temps. Dites-leur que rien d'autre ne saurait suffire. » Nul doute que la recommandation de Wallace Wales, le héros de *L'Œuvre du Gallois*, n'ait inspiré l'auteur lui-même, le Canadien Robert Walshe, tant son roman est dense, chargé, parfois même surchargé, d'anecdotes et de pensées, d'apartés, de parenthèses et de digressions en tout genre, de réflexions sur les sujets les plus divers, comme ces livres longuement mûris dans lesquels on a mis beaucoup de soi-même et qui sont attachants pour cette raison même.

Robert Walshe est né en 1927 au Canada, de parents anglo-irlandais et polonais. Reporter après la guerre, puis chargé de relations publiques à Toronto, il étudie la musique à Vienne, travaille dans la publicité à Londres, à Paris et à Lausanne, et, en 1972, se fixe à Paris où il s'occupe du « commerce du livre ». Vers la cinquantaine, affranchi du travail à temps plein, il a enfin cette disponibilité d'esprit nécessaire selon lui pour écrire.

Farce gigantesque

Ce premier roman, qui se réclame de Jonathan Swift et de Laurence Sterne, vagabonde à loisir pendant quelques quatre cent cinquante pages, mêlant la satire à la plaisanterie – dont Walshe dit que pour lui elle est tout –, l'esprit de fantaisie de ces considérations philosophiques, bref, le sérieux au comique. On croit volontiers Robert Walshe lorsqu'il affirme que, pour la culture, il est européen – « fasciné par tout ce qui possède une nature palimpsestive, néologisme qui décrit l'Europe mieux que tout autre mot ».

A suivre les méandres, les replis, les divagations d'une pensée qui chemine en toute liberté, on perdrait pour un peu le fil directeur qui relie les vingt chapitres du livre – de la

« Première » à la « Vingt-troisième lettre » – correspondant chacun à la découverte d'un pli mystérieux. Les quelques mots énigmatiques que contiennent ces lettres vont chaque fois lancer le narrateur sur une nouvelle piste – de Londres à Paris, à Florence ou à Vienne – sans qu'il sache pour autant quel est l'objet de sa quête.

Un mystère, peut-être une farce gigantesque, préside au déroulement de l'histoire. Robert Racine, un poète obscur, auteur, entre autres, de *Tragichismes et tragismes*, voit sa vie basculer le jour où son ex-patron, Wallace Wales, célèbre éditeur londonien, bondit hors de son cercueil et lui assène un coup en pleine poitrine. Aux côtés du cadavre, une lettre de chantage, écrite de la main de Wales, lui enjoint d'exécuter les ordres qui lui seront désormais transmis par d'improbables personnages croisés au détour de la route.

Ainsi commence l'épopée de Racine, régenté du haut du ciel, semble-t-il, par des caprices aussi imprévisibles que ceux des dieux grecs – épopée qui pourrait bien représenter la vie humaine : « Le cerveau de Wales n'est qu'une interminable injonction, et il est perdu. Nous sommes tous perdus, nous qui sommes soumis à sa volonté. » Il sera question d'une poubelle où le poète classe ses manuscrits, de poupées russes, ou matryoshkas, qui, toutes, enserment un message cryptique, d'une lettre de Michel-Ange et des cinquante-deux pseudonymes d'Hokusai, et, parmi beaucoup d'autres choses, d'une recette pour guérir l'apoplexie.

Au passage, le monde de l'édition aura été brocardé au nom de la culture ; entre la « dégratation » de la langue (élimination de tous les mots d'origine grecque) entreprise par Wales, et la publication de best-sellers – les *Sept Charmes* d'Adolf Hitler ou le *Sexe en cinq sets* – par ses successeurs, on ne sait plus à quel saint se vouer. Cet ouvrage inventif et ambitieux est peut-être d'abord une réflexion sur « la vraie nature de la langue » : « Non pas des mots figés dans un musée, mais les effluves qu'ils exhalent en fonction de leur rôle à travers l'espace et le temps. »

Christine Jordis

L'écrivain et le SS

D'un soldat allemand de la seconde guerre mondiale, Paul Watkins a fait un héros américain descendant de ceux de Norman Mailer

ÉCLAIRS DE NUIT
de Paul Watkins.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Michelle Herpe-Vostinsky,
Grasset, 310 p., 125 F.

C'est un premier roman. A seize ans, Paul Watkins en écrivait la première version. Un désir irrésistible de raconter l'Allemagne pendant la seconde guerre mondiale. Les champs de bataille. Avec, pour héros, un soldat de son âge ou presque, le SS Sebastian Westland.

Pourquoi ? Retour paradoxal de ce jeune Californien à des racines européennes ? D'origine anglaise, ses parents s'installent aux États-Unis en 1950. Le père, océanographe, meurt jeune. Paul Watkins est inscrit par sa mère dans un collège anglais, près d'Oxford. Il a sept ans. Il en a quinze lorsqu'il visite seul l'Europe. Un an plus tard, un échange d'étudiants et le voici l'hôte d'une famille d'Allemagne de l'Ouest, à Bad-Godesberg, localité qui trouvera sa place dans *Eclairs de nuit*. C'est alors qu'il parcourt les forêts d'Ardenne où se battra, perdu corps et âme, Sebastian Westland. Autour d'un manuscrit en cours, Watkins et Westland attendront ensemble presque huit années avant que l'un ne devienne un écrivain (aussi tôt reconnu) grâce à l'autre, une fois l'œuvre achevée et publiée en 1988. Watkins a vingt-trois ans.

Son roman sous-tendu par un souffle, par les rythmes soutenus d'une complainte éternelle et discrète, laisse entendre la voix de Sebastian Westland. Une voix très

intime, à qui est déléguée la première personne et qui raconte l'initiation d'un garçon par la guerre. Son désenchantement. Sa dislocation. Nous le rencontrons presque enfant. Presque tendre. Venir, à coup sûr.

En 1944, dans son petit village très calme, éloigné de la guerre, les hommes disparaissent de plus en plus vite, happés à tout âge par une armée en déroute, qui tente de réparer ses pertes au moyen de recrutements tous azimuts. Le père de Sebastian, ouvrier d'usine, vient d'être tué sur le front, au cours d'une de ces batailles pour lesquelles il était bien trop vieux. Sebastian a sa mère encore et des amis, un frère. Une maîtresse aussi, de quinze ans plus âgée que lui, Lisa qui « sentait l'eau de Cologne et (lui) disait sans cesse adieu pour toujours ».

Dix-sept ans, l'âge d'entrer dans l'armée en 1944. Il n'y a plus de excuses, plus d'aviation. Une alternative : l'armée de terre où l'on s'inscrit l'après-midi, les SS qui emboîtent le matin et c'est au matin de son anniversaire que Sebastian s'engage et devient « Sebastian Westland, Waffen SS. A l'encre noire ».

Le devient-il vraiment ? On a comparé Watkins à Mailer qui, lui aussi, publia son premier livre, *Nus et les Morts*, à vingt-trois ans. On a eu tort, *Eclairs de nuit* est une œuvre bien plus intimiste, à la fois plus éligible et moins spectaculaire. On a eu raison, car Watkins décrit, en fait, un héros américain descendant de ceux de Mailer. Un Sebastian Westland placé dans un décor,

un contexte allemand, certes, mais pas nazi. Pas du tout nazi. Son Allemagne est caractérisée surtout par la choucroute et le lapin aux quetches.

« Hitler, connais pas »

A lire ce récit, fort beau, (traduit avec superbe par Michelle Herpe-Vostinsky), on s'attend d'abord à se glisser avec l'auteur dans la peau, dans la mentalité d'un soldat de l'Axe. On s'étonne bientôt de trouver aussi familière cette proximité. C'est que l'on a affaire à l'écrivain Watkins plus qu'au SS Westland. Ce décalage – ou, plutôt, cette absence de décalage – est-il intéressant en soi ? Révélateur ? « Jeunesse de tous les pays... » ? Soldat emblématique ? On le croit d'abord. Après tout pourquoi Sebastian ne serait-il pas l'alter ego de ses ennemis du même âge ou presque ? Pourquoi serait-il « un » soldat, « un » SS, et non pas « ce » garçon-là ?

Mais on se rappelle alors, précisément, le destin personnel de Sebastian Westland, son jeune passé : cinq années dans les Jeunesses allemandes, deux années dans les Jeunesses hitlériennes. N'était-ce donc rien ? Était-ce absolument anodin ? Au point qu'il ait pu entrer, doux et naïf, étranger à toute motivation, vierge de toute intoxication, dans un camp d'instruction dont les brutalités encore banales l'ont stupéfié ? Et que l'on ne trouve trace d'aucune idéologie parmi aucun de ses congénères, que n'aurait effleuré aucune propagande ? « Hitler connais pas »

pourrait être leur devise, encore faudrait-il qu'Hitler fût mentionné ! Même au bord de la débâcle, même au sein d'une armée délabrée, dont les SS n'étaient plus considérés comme l'élite, une telle scotomisation ne paraît guère plausible.

Paul Watkins se révèle cependant fascinant au point que l'on admet, pourvu qu'il nous le conte, ce récit faussé dans ce qu'il pourrait avoir de plus spécifique et de plus dérangeant. De plus historique. On suit ses personnages peu à peu absorbés par les barbaries d'une guerre excessive, mais aux prises encore longtemps avec leur existence antérieure, avec cette vie privée, cette âme personnelle, cette première personne du singulier, qui ne renouent pas, s'agrippent toujours, s'imposent avant de se déchirer, en lambeaux. Avant de laisser place aux hécatoombes, aux corps en charpie, à l'espoir mécanique, manique d'une survie interdite.

Dans le chaos des Ardenne, des deux côtés on achève les blessés, on pille les cadavres. Bientôt les Allemands tuent les Allemands. « Nos canons nous tirent dessus alors que nous sommes encore là ». C'est l'anarchie de la mort. Et Westland trouve les accents de Watkins avant de se taire : « J'espère qu'on ne me trouvera pas quand tout sera fini. J'espère qu'on ne dira pas de prière pour moi. J'espère que mon nom sera oublié à jamais ». Il faut savoir oser certaines malédictions. Elles n'ont pas de frontières.

Viviane Forrester

Que savez-vous exactement sur la concurrence monopolistique ?

FAIRE LE POINT-REFFÉRENCES:
Pour réviser, vérifier... ou satisfaire sa curiosité.

Pierre Lepape

(1) Armando Petrucci : *Jeux de lettres. Formes et usages de l'inscription en Italie. XI-XII siècles*. Éditions de l'E. H. E. S. S. Voir l'article de Roger Chartier dans « Le Monde des livres » du 5 novembre.

tags – les jeux et les enjeux de la sacralisation du pouvoir (1). Quand l'employé potentiel de Mammouth dépose son épître aux pieds de la Vierge de la Daurade, il ne fait que répéter Rousseau confiant à la Providence le livre de sa vie, *Rousseau juge de Jean-Jacques*, et cherchant, en vain, à le déposer sur le grand autel de Notre-Dame de Paris : « Jugeant que partout ailleurs mon dépôt serait plus aisément caché et détourné par les Curés et les Moines (...) au lieu qu'il pouvait arriver que le bruit de cette action fit parvenir mon manuscrit jusques sous les yeux du Roi ; ce qui étoit tout ce que j'avois à désirer de plus favorable. »

Code postal : _____
Pays : _____
noms propres en capitales d'imprimerie

Michel Melot invente le roman « épistolo-archéologico-historico-politico-humaniste »

(1) Seghers, coll. « Moss ».

de leur
: comme
ancien goal
devenu un

هكذا من الأصل

هنا امر الامل

ÉCONOMIE

Sortant de l'illégalité monétaire internationale

La Chine décide de faire flotter le yuan

PÉKIN

de notre correspondant

Depuis plusieurs années, la Chine vivait tranquillement dans une situation de parfaite illégalité en regard des pratiques monétaires internationales, avec deux monnaies (dont une « inofficielle » mais convertible), trois taux de change (dont un relevant du marché noir), sans parler de la circulation quasiment libre de plusieurs monnaies étrangères, allant du dollar américain à ceux de Hongkong et de Taïwan dans certaines régions et certains secteurs. Le tout avec la bénédiction du Fonds monétaire international (FMI).

L'unification des taux de change à dater du 1^{er} janvier 1994 (le *Monde* du 30 décembre) va mettre un peu d'ordre dans cette pagaille, sans pour autant introduire un bouleversement complet de la situation. Elle constitue un pas notable vers la convertibilité complète de la « monnaie du peuple » (le yuan renminbi), qu'on hésite encore à nommer le « dollar chinois ». La Chine s'est donnée cinq ans pour parvenir à cette convertibilité. Toutefois, le renminbi est déjà négociable librement à Hongkong à un taux qui ne lui fait pas honte.

Dans l'immédiat, Pékin abolit le taux de change dit « officiel », publié quotidiennement par la Banque de Chine, qui constituait la valeur de référence pour les investissements industriels étrangers. Ce taux, que les autorités en

étaient laborieusement arrivées à juger artificiellement, fluctuait ces derniers temps autour de 5,80 yuans pour un dollar américain. Le nouveau taux, qui n'a pas été annoncé au préalable, sera vraisemblablement proche de celui du marché parallèle qui opérait jusqu'à présent avec l'assentiment des autorités, où les entreprises de Chine (chinoises comme étrangères) pouvaient se procurer des devises à un taux reflétant mieux le véritable marché, actuellement de 8,70 yuans pour un dollar.

Pour certains secteurs d'activité, cette mesure équivaut à une dévaluation estimée à 30 % à 40 % qui risque d'être mal jugée chez les partenaires commerciaux de Pékin si d'aventure les exportations chinoises commencent à être évaluées en monnaie chinoise plutôt qu'en dollars. En revanche, Pékin estime que le manque à gagner en résultant pour l'Etat était le prix à payer pour faire avancer sa candidature à la réintégration dans les instances commerciales mondiales en qualité de membre fondateur avant la victoire communiste de 1949 — du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le principal handicap que le double taux de change représentait pour les firmes étrangères s'implantant en Chine résidait dans la nécessité d'enregistrer leur capital à un taux discriminatoire par rapport au marché réel.

Cette mesure est assortie d'un début d'abolition de la fausse

« monnaie » convertible, le « FEC » (pour *Foreign Exchange Certificate*). Ce papier, qui recouvrait des devises étrangères, était utilisé pour transférer illégalement des fonds entre la Chine, source de leur approvisionnement en marchandises, et leurs capitales respectives. Aux remarques désapprobatives des douaniers, ces marchands ont l'habitude de répliquer, preuve en main, qu'il ne s'agit en rien d'une monnaie — la précision est en effet inscrite en toutes lettres sur les billets.

Bien que les autorités aient annoncé que le nouveau taux unique de la monnaie sera « flottant », les banquiers étrangers prévoient que l'Etat sera vraisemblablement contraint, dans un premier temps, d'intervenir pour en modérer les variations, de manière à prévenir les dérapages spéculatifs. Les changeurs du marché noir, quant à eux, n'ont pas l'air de se faire trop de souci. Plusieurs d'entre eux ont clairement indiqué qu'ils se réjouissent de voir perdurer pour un temps le système de convertibilité réduite du yuan « du peuple », meilleure garantie à leurs yeux d'une bonne continuation de leur commerce, qui se reportera vraisemblablement sur le dollar de l'Oncle Sam. Il est vrai que leur collusion avec les autorités est notoire, l'essentiel des transactions « clandestines » étant contrôlé, à Pékin comme dans bien d'autres villes, par la police anti-émeute et l'armée.

Phénomène annexe, le retrait du FEC risque de provoquer des remous sur les marchés parallèles de l'ex-empire soviétique. Le

remous sur les marchés parallèles

Remous sur les marchés parallèles

Remous sur les marchés parallèles

Remous sur les marchés parallèles

Pour la première fois depuis la crise de l'été

Le mark revient au-dessous de 3,40 francs

Pour la première fois depuis le 8 juillet 1993, le cours du mark à Paris est redescendu au-dessous de 3,40 francs. Ce cours avait, le 15 octobre, battu son record historique à 3,5480 francs, avant d'être revenu à son ancien cours-plafond de 3,4305 francs, en vigueur avant l'élargissement de sa marge de fluctuation vis-à-vis du franc, portée le 2 août de 2,25 % à 15 % de part et d'autre d'un cours-pivot de 3,3538 francs. Ensuite, la devise allemande avait glissé au-dessous de 3,42 francs, puis, la semaine dernière, de 3,41 francs. Ce coup-ci, c'est le seuil de 3,40 francs qui est franchi.

Le raffermissement du franc reflète la « normalisation » du système monétaire européen (SME) après sa mini-explosion du mois d'août. La monnaie française se raffermira sous l'effet des rachats sur les ventes spéculatives de juillet et de la prise en compte de l'état de l'économie de notre pays (inflation faible et excédent commercial).

Le mark s'affaiblit par rapport à un dollar qui bénéficie du retour de la croissance aux Etats-Unis. Dans les semaines qui viennent, le gouvernement français espère que le mark se rapprochera de son cours-pivot à Paris, 3,3538 francs, qu'il avait presque rejoint en juin dernier, avant la crise de l'été.

FRANCIS DERON

FRANÇOIS RENARD

SOCIAL

Le financement des retraites complémentaires sera assuré

Suite de la première page

Totalement hostile à une augmentation de ses charges, le patronat a continué d'exiger une baisse des prestations, quitte à l'appuyer aux retraités âgés de plus de soixante-cinq ans au grand dam des syndicats. Finalement, la pression du gouvernement et des confédérations a eu raison de l'obstination patronale.

Après onze heures de discussions, l'accord augmente de 0,16 point la cotisation sur les salaires inférieurs au plafond mensuel de la Sécurité sociale (12 680 francs au 1^{er} janvier) et de 0,18 point celle prélevée sur la par-

tie de la rémunération supérieure à ce seuil. La contribution sera somme toute modeste (16 francs par mois pour un salaire de 10 000 francs) et fournie à parts égales par le salarié et par son employeur, alors que, jusqu'à présent, la répartition était de 40 % pour le premier et de 60 % pour le second. Quant aux retraités, ils doivent s'attendre à participer indirectement à ces efforts. L'augmentation des pensions devrait, logiquement, être ralentie.

Si ce bras de fer aux allures de psychodrame s'achève sur un « happy end », les partenaires sociaux n'en sortent pas grandis. Ceux qui ont joué la carte de la dramatisation ont d'une certaine manière pris en otage les retraités et futurs retraités. Quant au CNPF, qui avait assuré à qui voulait l'entendre qu'il n'était pas question d'augmenter son effort financier, il a dû, si l'on peut dire, battre en retraite sans tarder. A vrai dire, son dossier n'était pas très convaincant. N'a-t-il pas usé et abusé des mises en retraite de salariés à

soixante ans (et, souvent, bien avant cet âge), utilisant ainsi un moyen pratique et peu coûteux de réduire ses effectifs? Actuellement, quelque 60 % des nouveaux retraités proviennent non pas du monde de l'emploi, mais de celui de la préretraite ou de l'UNEDIC.

En ce qui les concerne, les syndicats ne se sont toujours pas débarrassés d'une surprenante forme de schizophrénie : ils considèrent que la retraite à soixante ans est un acquis social primordial, mais ils continuent de considérer que, puisque la réforme de 1983 a été introduite par les pouvoirs publics, c'est à ceux-ci d'en assurer pour l'essentiel le financement. Conclu pour une durée de trois ans, cet accord laisse augurer un nouveau psychodrame fin 1996. Mais pourra-t-on alors éviter une baisse des prestations?

JEAN-MICHEL NORMAND

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● Indice composite : + 0,5 % en novembre. — L'indice composite des principaux indicateurs économiques a augmenté, aux Etats-Unis, de 0,5 % en novembre par rapport à octobre. Il s'agit de la quatrième hausse mensuelle consécutive. On estime généralement que trois hausses successives de cet indice annoncent la poursuite de l'expansion dans les six à neuf mois à venir.

soixante ans (et, souvent, bien avant cet âge), utilisant ainsi un moyen pratique et peu coûteux de réduire ses effectifs? Actuellement, quelque 60 % des nouveaux retraités proviennent non pas du monde de l'emploi, mais de celui de la préretraite ou de l'UNEDIC.

En ce qui les concerne, les syndicats ne se sont toujours pas débarrassés d'une surprenante forme de schizophrénie : ils considèrent que la retraite à soixante ans est un acquis social primordial, mais ils continuent de considérer que, puisque la réforme de 1983 a été introduite par les pouvoirs publics, c'est à ceux-ci d'en assurer pour l'essentiel le financement. Conclu pour une durée de trois ans, cet accord laisse augurer un nouveau psychodrame fin 1996. Mais pourra-t-on alors éviter une baisse des prestations?

Enfin, il faut rappeler que cet accord intervient deux jours avant l'approbation de la réforme de l'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale, en allongeant la durée de cotisation d'un trimestre par an et en augmentant la période de référence pour le calcul de la pension, réduit la portée du principe de la retraite à soixante ans. Est-il vraiment étonnant que les Français éprouvent des difficultés à comprendre le fonctionnement de leur protection sociale?

JEAN-MICHEL NORMAND

CONJONCTURE

L'enquête mensuelle de l'INSEE

Le climat général continue de s'améliorer dans l'industrie

Si les perspectives personnelles des chefs d'entreprise n'ont guère varié en décembre, les perspectives générales continuent de nettement s'améliorer, indique la dernière enquête mensuelle de l'INSEE réalisée dans l'industrie en décembre.

« La demande et les carnets de commandes globaux n'évoluent pratiquement pas (...) et sont toujours jugés dégaris », écrit l'INSEE, la reprise à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, fait sentir ses effets : « La demande d'origine étrangère poursuit quant à elle l'amélioration amorcée au printemps dernier ». Du coup, « les stocks pèsent encore sur la production, mais continuent de se rapprocher du niveau jugé normal par les chefs d'entreprise ».

Deux questions sont régulièrement posées aux industriels : l'une concernant leurs perspectives générales, l'autre leurs perspectives personnelles, ces dernières n'évoluant pas toujours immédiatement comme les premières et étant généralement considérées comme les plus significatives. En décembre, les perspectives générales se sont elles nettement améliorées, comme elles le font depuis juin dernier, qui avait marqué le creux de la vague. Le gain est si net qu'il est probablement plus significatif que la très légère détérioration des perspectives personnelles, qui restent, de toute façon, sensiblement meilleures qu'au cours de la période juin-octobre.

FINANCES

Après sa mise sous tutelle par la Banque d'Espagne

Le groupe Banesto pourrait être repris

Au lendemain de la chute de l'empire Batisto (*le Monde* du 30 décembre), mis sous tutelle par la Banque d'Espagne, la panique a été évitée, mais le coup est dur pour l'ensemble du système bancaire espagnol. La secousse a été d'autant plus forte que le groupe financier Banesto est présent, au-delà de la banque, dans de nombreux secteurs industriels.

Banesto détient notamment des participations dans les assurances (Union y el Fenix), la communication (Antena 3 TV), les accessoires automobiles (Tudor), la métallurgie (Asturiana del Zinc), l'immobilier (Urbis), la construction (Agroman) ou les services (Dorna). Pour le grand public, son nom est aussi associé au monde du sport. Banesto parait l'équipe cycliste du triple vainqueur du Tour de France, Miguel Indurain.

Retraites nombreuses

Alors que les besoins en fonds propres du Banesto atteignent environ 400 milliards de pesetas (16,2 milliards de francs), selon des sources proches de la Banque d'Espagne, les autorités ont tout fait pour éviter la contagion.

La banque centrale a adressé, mercredi 29 décembre, aux établissements de crédit espagnols une circulaire leur demandant de maintenir leurs lignes de financement au Banesto. « Les déposants ne doivent pas s'inquiéter ».

Banesto a des problèmes mais peut être assaini », a déclaré le gouverneur de la Banque d'Espagne, Luis Angel Rojo.

Si la panique a été évitée, de nombreux retraits ont pourtant été effectués, mercredi, dans les 2 800 agences du Banesto. A la Bourse de Madrid, une avalanche d'ordres de vente de valeurs liées au groupe a été enregistrée dès les premières minutes de cotation. Les actions de l'entreprise de construction Agroman ont perdu 11 %, celles de la société immobilière Urbis 13 % et celles d'Asturiana del Zinc 7,5 %.

Les milieux financiers commencent maintenant à s'interroger sur le sort de la banque. Elle n'échappera pas à un programme de cession d'actifs, ni sans doute à un rapprochement avec une de ses grandes rivales. On évoque avec insistance le nom du Banco Bilbao Vizcaya (BBV), qui avait lancé sans succès une OPA sur le Banesto en 1987 et dont le vice-président, Alfredo Saenz Abad, a été nommé président du Banesto mardi en lieu et place de Mario Conde. Mais le holding public en cours de privatisation Argentina et le Banco de Santander seraient également sur les rangs.

L'avenir du Banesto sera peut-être plus clair après le passage jeudi du ministre de l'économie, Pedro Solbes, et de Luis Angel Rojo devant la commission économique du Parlement espagnol.

E. L.

REPÈRES

AUDIT

Arthur Andersen détrône KPMG

Arthur Andersen prend la tête du classement des « big six », les six plus grands cabinets d'audit mondiaux, détrônant KPMG (Klynveld Peat Marwick Goerdeler) d'une courte tête, selon le classement établi par l'International Accounting Bulletin. Son chiffre d'affaires, 6,01 milliards de dollars (30 milliards de francs), est en progression de 6 % sur l'exercice précédent, grâce à son activité de conseil qui a progressé de 10 %. Ernst & Young arrive en troisième position devant Coopers & Lybrand, Deloitte Touch Tohmatsu et Price Waterhouse.

CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Forte baisse depuis un an du coût des prêts

Le coût du crédit s'est réduit en moyenne pour les entreprises de 4 points en un an (octobre 1992 à octobre 1993) pour les crédits à court terme et de plus de 2 points pour ceux à longue échéance, indique une enquête de la Banque de France. Le coût des crédits à court terme s'est réduit jusqu'à 3,39 points pour les découverts et jusqu'à 4,62 points pour les autres crédits à court terme. Mais pendant la même période le taux moyen au jour le jour a diminué de

5,12 points et le TIOP (taux interbancaire offert à Paris) à un mois a reculé de 5,20 points.

Toujours sur un an, le taux de base bancaire (TBB), qui concerne environ un tiers des crédits octroyés aux particuliers et moins du quart de ceux aux entreprises, a diminué de seulement 1,45 point, passant de 8,85 %, début octobre 1992, à 8,40 %, début octobre 1993.

PÉTROLE

La production devrait baisser de 8,4 % en Russie en 1994

La production pétrolière russe, en baisse d'environ 10,5 % sur

l'année 1993 par rapport à 1992, diminuera encore de 8,4 % en 1994, selon un rapport du ministère de l'économie sur le développement économique pour 1994, cité mardi 28 décembre par Interfax. Cette baisse est liée à l'épuisement des réserves des champs exploités (- 48 % sur 1993), la Russie ne pouvant redresser sa production pétrolière qu'en mettant en exploitation de nouveaux gisements, très difficiles à exploiter, soulignent les experts du ministère.

Cette information n'a pas suffi à redresser les cours. Le Brent, le pétrole brut de référence de la mer du Nord, s'est échangé mardi 28 décembre à Londres à 12,90 dollars le baril, son prix le plus bas depuis sept ans. Car le même jour la Norvège avait rejeté une demande émanant du

sultanat d'Oman, pays non membre de l'OPEP, de réduire sa production de pétrole afin de soutenir les prix, a indiqué le ministre norvégien du pétrole et de l'énergie, Jens Stoltenberg.

La production pétrolière britannique en mer du Nord progresse également. Elle a augmenté de 2 % en novembre.

SEMI-CONDUCTEURS

L'industrie européenne progresse de 24 % en 1993

L'industrie des semi-conducteurs en Europe a connu une progression globale de 24 % en

1993, la plus forte depuis 1988, selon les chiffres de l'institut statistique Dataquest publiés mardi 28 décembre. Néanmoins, pour la première fois depuis seize ans, Philips a perdu sa première place sur le marché européen au profit des Américains Intel et Motorola, qui ont vu leurs chiffres d'affaires croître respectivement de 83 % et 22 %.

Pour la première fois également, le Coréen Samsung apparaît dans la liste des dix premiers européens (au neuvième rang) grâce surtout à la vente de ses mémoires (+53 % de chiffre d'affaires).

Le fabricant franco-italien SGS-Thomson est toujours au cinquième rang européen derrière Siemens, avec une hausse de 11 % de ses ventes.

Tous vivants!

apelo... camel...

VIE DES ENTREPRISES

En contrepartie de l'abandon de réclamations

Eurotunnel obtient une prolongation de dix ans de sa concession

Embellie pour Eurotunnel. Les gouvernements français et britannique ont annoncé, mercredi 29 décembre, une prolongation de 55 à 65 ans de la concession du tunnel sous la Manche. En contrepartie, les concessionnaires se sont engagés « à abandonner la plus grande partie des réclamations qu'ils envisageaient à l'encontre des gouvernements », a précisé le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme dans un communiqué.

La société franco-britannique réclamait depuis plusieurs mois des dédommagements aux pouvoirs publics en raison des chan-

gements techniques imposés par la Commission intergouvernementale de sécurité. Cette dernière avait notamment demandé un changement de la largeur des portes intérieures des navettes et des modifications liées aux normes sismiques. Les réclamations d'Eurotunnel avaient été chiffrées à 4 milliards de francs, un chiffre qui n'avait toutefois pas été confirmé par la société. En accordant une extension de la concession, dont l'échéance est reportée à 2052, les gouvernements règlent leur différend à bon compte.

Cet accord va permettre à Eurotunnel de finaliser ses négociations

avec les banques, a précisé le concessionnaire. Un plan de refinancement portant sur 10 milliards de francs doit être bouclé le 4 janvier 1994. Il prévoit une augmentation de capital de l'ordre de 5 milliards de francs, le reste des fonds devant intervenir sous forme de prêts bancaires. Cette bonne nouvelle devrait avoir un effet positif sur l'action Eurotunnel, qui cotait 49,45 francs, mercredi 29 décembre, à la clôture de la Bourse de Paris.

Le concessionnaire a toutefois précisé que « les réclamations à l'encontre de British Rail et de la SNCF ne sont pas touchées par cet

accord des gouvernements ». Eurotunnel réclame des dédommagements aux chemins de fer français au titre des retards pris dans la mise en service des TGV et à leurs homologues britanniques pour compenser les inconvénients liés à l'absence de voies rapides outre-Manche.

Les deux sociétés de chemins de fer ont refusé d'accorder à Eurotunnel une augmentation des tarifs liés à leur utilisation du tunnel, ce qui a poussé ce dernier à porter l'affaire devant la commission d'arbitrage en août dernier.

M. La.

En redressement judiciaire

Vet'France procède à 694 licenciements

LIMOGES

de notre correspondant

C'est une thérapie de choc qui va être appliquée à la firme Vet'France (confection), placée le 24 novembre en redressement judiciaire (Le Monde du 27 novembre). Le tribunal de commerce de Limoges a autorisé 694 suppressions d'emplois sur les 880 que totalise le groupe; 53 de ces suppressions d'emplois prendront la forme de préretraites au titre du FNE; toutes les autres déboucheront sur des licenciements secs.

Les unités de production d'Eymoutiers et Nexon (Haute-Vienne), Brive (Corrèze), Figeac et Gramat (Lot) et Lisieux (Calvados) seront fermées; les 186 emplois rattachés seront regroupés sur le seul site de Limoges-Magré, où la production doit reprendre dans la première semaine de 1994. Cette amputation massive a été jugée par le tribunal de commerce « urgente, inévitable, indispensable » pour tenter d'éviter la fermeture totale et de maintenir au moins une unité de fabrication.

Une période d'observation de trois mois a été décidée, au terme de laquelle une décision sera prise sur la poursuite ou non de l'activité.

Le syndicat CGT affiche son scepticisme quant à « l'avenir véritable d'une entreprise qui réduit de 80 % d'un seul coup sa capacité de production ». Une délégation des salariés s'est rendue le 27 décembre à la préfecture de région pour demander la mise en place immédiate d'un plan de réinsertion sociale.

GEORGES CHATAIN

LOTTO	
MERCREDI 29 DÉCEMBRE 1993	
19/55	20/55
6 7 11 27 33 38 44	
4 numéros	40 980 F
5 numéros	40 980 F
6 numéros	40 980 F
7 numéros	40 980 F
8 numéros	40 980 F
9 numéros	40 980 F
10 numéros	40 980 F
11 numéros	40 980 F
12 numéros	40 980 F
13 numéros	40 980 F
14 numéros	40 980 F
15 numéros	40 980 F
16 numéros	40 980 F
17 numéros	40 980 F
18 numéros	40 980 F
19 numéros	40 980 F
20 numéros	40 980 F

ROGER LANCRY La Saga de la Presse

« Trente ans de la presse parisienne, de ses hommes et de ses conflits. »

Libération

« L'âme de tous les conflits contre les groupes, Amaury ou Hersant. »

Le Canard enchaîné

« Un livre vif et dense, trois cents pages pour comprendre ce qu'est un vrai journal... Et l'ensemble se lit comme un roman moderne. »

Le Parisien

Lieu Commun



هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

هكذا من الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 30 décembre Pause

Quelques prises de bénéfice ont, jeudi 30 décembre, fait redescendre de son piédestal la Bourse de Paris qui la veille avait atteint un nouveau record. En repli de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une petite perte de 0,18 %, à 2 277,74 points.

Un mouvement que des opérateurs minimisent en le qualifiant simplement de « technique » et non de réelle consolidation. « Un retour de bourse est attendu, mais dans les premiers mois de 1994 seulement », explique un opérateur. Les intervenants soulignent que le CAC pourrait continuer à être soutenu par plusieurs éléments, comme l'afflux de liquidités venues des flux monétaires et les opérations d'habillage de bilan de fin d'année. Sans oublier - la fermée du franc français face au mark - la devise allemande vaut à présent moins de 3,40 francs, un niveau

inconnu depuis le 9 juillet dernier, qui favorise le marché des actions.

Cette hausse constante de la monnaie permettrait ainsi une détente des conditions de crédit en France, estimant les analystes. Or, depuis des semaines, voire des mois, cette perspective d'assouplissement des conditions de crédit est un puissant moteur pour le marché financier. Les opérateurs estiment que l'Allemagne pourrait également prochainement diminuer ses taux directeurs. Le MATIF est encore fermé, l'échéance mensuelle progressant de 0,16 %, à 130,98.

Les valeurs « européennes » jouent encore les vedettes : Euro Disney est en hausse de 4,9 %, Eurotunnel progresse de 4,2 %, la société ayant obtenu la prolongation de dix années supplémentaires de sa concession d'exploitation du tunnel sous la Manche.

NEW-YORK, 29 décembre Toujours plus haut

Wall Street a terminé quasiment inchangé mercredi 29 décembre mais a néanmoins réussi à établir un nouveau record, à l'issue d'une séance orientée pendant la majeure partie de la journée à la baisse sous la pression de prises de bénéfices. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes s'est inscrit en clôture en hausse de 0,58 point, à 3 794,33 points. L'activité s'est accentuée par rapport aux dernières séances, avec quelque 289 millions de titres échangés.

La faiblesse des titres pétroliers, malgré la reprise des cours du pétrole brut à New-York, a également pesé sur Wall Street durant la séance. Les investisseurs ont d'autre part négligé la publication de bonnes statistiques économiques américaines. L'indice composite des principaux indicateurs économiques a progressé de 0,5 % en novembre, tandis que les ventes de logements ont augmenté de 2,9 % durant le même mois. Selon David Ackerman, vice-président de la maison de courtage Reich et Co., ces chiffres sont proches des prévisions et ont suscité très peu d'intérêt parmi les opérateurs.

LONDRES, 29 décembre Sommet

Les valeurs ont établi un nouveau record de clôture mercredi 29 décembre à la Bourse de Londres, stimulées par l'exemple donné depuis le début de la semaine par les autres grandes places boursières et par les espoirs d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt en tout début d'année 1994. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a gagné 48,7 points (1,4 %) à 3 462 points. Il avait auparavant établi un nouveau record absolu à 3 474,2 points. Ces chiffres ont toutefois été tempérés par la faiblesse des échanges (478,2 millions d'actions), la trêve des conférences battant son plein en Grande-Bretagne.

Les plus fortes hausses ont été réalisées par les banques, stimulées par les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt.

F. V.

Les groupes de distribution et ceux de construction. Ce dernier secteur a été encouragé par les prévisions de la société de crédit Halifax d'une progression de 15 % du volume des ventes dans l'immobilier en 1994.

VALEURS	Cours de 28 décembre	Cours de 29 décembre
Alcatel	69,34	69,28
AT&T	54,18	53,14
Bell	42,58	42,18
De l'Etat de New York	24,29	24,29
Enron	49,58	49,18
Exxon	64,18	64,18
GenCorp	63,58	63,58
General Electric	108,12	108,12
General Motors	54,18	54,18
Goodyear	45,34	45,34
IBM	58,38	58,38
ITT	30,12	30,12
Intel	79,18	79,18
Intel Corp.	88,12	88,12
Johnson & Johnson	58,58	58,58
Merck	84,58	84,58
Novartis	143,18	143,18
Novartis AG	73,34	73,34
Novartis AG	61,58	61,58
Novartis AG	14,18	14,18
Novartis AG	88,18	88,18

TOKYO, 30 décembre Reprise

Pour sa dernière séance de l'année, réduite à une demi-journée, la Bourse de Tokyo a terminé en hausse jeudi 30 décembre. Il s'agit d'une troisième hausse consécutive. L'indice Nikkei a gagné en clôture 0,8 % (146,21 points) à 17 417,24 points. En tout, quelque 120 millions de titres ont été échangés.

Pour l'ensemble de l'année 1993, l'indice Nikkei affiche ainsi un léger gain, en terminant en hausse de 2,5 % (423,16 points) par rapport à son premier cours de clôture de 1993 qui s'était établi à 16 964,08. C'est la première fois depuis 1989 que le Nikkei ne perd plus de terrain sur l'année.

VALEURS	Cours de 28 décembre	Cours de 29 décembre
Alcatel	69,34	69,28
AT&T	54,18	53,14
Bell	42,58	42,18
De l'Etat de New York	24,29	24,29
Enron	49,58	49,18
Exxon	64,18	64,18
GenCorp	63,58	63,58
General Electric	108,12	108,12
General Motors	54,18	54,18
Goodyear	45,34	45,34
IBM	58,38	58,38
ITT	30,12	30,12
Intel	79,18	79,18
Intel Corp.	88,12	88,12
Johnson & Johnson	58,58	58,58
Merck	84,58	84,58
Novartis	143,18	143,18
Novartis AG	73,34	73,34
Novartis AG	61,58	61,58
Novartis AG	14,18	14,18
Novartis AG	88,18	88,18

CHANGES

Dollar : 5,8670 F

Jeudi 30 décembre à la mi-journée, le deutschemark se repliait à 3,3980 francs sur le marché des changes parisiens contre 3,4429 francs mercredi soir (cours indicatif de la Banque de France). Le dollar progressait à 5,8570 francs contre 5,8360 francs la veille en fin de journée (cours de la Banque de France).

	29 déc.	30 déc.
FRANCFORT	29 déc.	30 déc.
Dollar (en DM)	1,7280	1,7330
TOKYO	29 déc.	30 déc.
Dollar (en yen)	111,80	111,80

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (30 déc.) : 6 1/2 % - 6 3/4 %

New-York (29 déc.) : 2 7/8 %

BOURSES

28 déc. 29 déc.
SBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 2 264,64 2 281,89
SBF, base 1000 : 31-12-90
Indice SBF 120 : 1 588,51 1 579,69
Indice SBF 250 : 1 486,85 1 589,35

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Indice Dow Jones : 3 794,33 3 794,33

LONDRES (Indice Financial Times)

100 valeurs : 3 462,18 3 462,18

30 valeurs : 2 398,90 2 398,90

Mitsubishi : 230,48 230,48

Fonds d'Etat : 187,56 187,56

FRANCFORT

28 déc. 29 déc.

Dex : 2 242,82 2 242,82

TOKYO

28 déc. 30 déc.

Nikkei Dow Jones : 17 417,24 17 417,24

Indice général : 1 429,27 1 429,27

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E-U	5,8545	5,8575
Yen (100)	5,2343	5,2412
DM	6,2542	6,2657
Deutschemark	3,3981	3,3950
Franc suisse	3,3916	3,3928
Lire italienne (1000)	3,4337	3,4387
Livre sterling	6,2826	6,2829
Franc (100)	4,1154	4,1219

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	Demandé	Offert	Demandé
\$ E-U	3 1/16	3 3/16	3 3/16
Yen (100)	2 1/4	2 3/8	2 1/2
DM	6 1/2	6 3/4	6 3/4
Deutschemark	4 3/16	4 3/8	4 3/8
Franc suisse	5 1/16	5 1/8	5 1/8
Lire italienne (1000)	5 1/16	5 1/8	5 1/8
Livre sterling	5 1/16	5 1/8	5 1/8
Franc (100)	5 1/16	5 1/8	5 1/8
Franc français	5 1/16	5 1/8	5 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 30 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 7,00

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : -0,25 % (2276,13)

VALUES				VALUES				VALUES				VALUES				VALUES				VALUES				
Comp. cat. (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -
5200	ENF-GDF-2%	5740	100	-1.55	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -	Compensation (1)	VALUES	Comp. period.	Domestic count	% + -
1000	B.M.P. (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	B.M.P. (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	B.M.P. (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	B.M.P. (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	B.M.P. (F.P.)	1003	1003	+0.00
1000	CGI-2000 (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	CGI-2000 (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	CGI-2000 (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	CGI-2000 (F.P.)	1003	1003	+0.00	1000	CGI-2000 (F.P.)	1003	1003	+0.00
2511	Home Production (F.P.)	2250	2250	+0.00	2511	Home Production (F.P.)	2250	2250	+0.00	2511	Home Production (F.P.)	2250	2250	+0.00	2511	Home Production (F.P.)	2250	2250	+0.00	2511	Home Production (F.P.)	2250	2250	+0.00
1700	Sales (G.D.P.)	1180	1180	+1.50	1700	Sales (G.D.P.)	1180	1180	+1.50	1700	Sales (G.D.P.)	1180	1180	+1.50	1700	Sales (G.D.P.)	1180	1180	+1.50	1700	Sales (G.D.P.)	1180	1180	+1.50
1000	Home Prod. S.A. (F.P.)	1003	1003	-0.10	1000	Home Prod. S.A. (F.P.)	1003	1003	-0.10	1000	Home Prod. S.A. (F.P.)	1003	1003	-0.10	1000	Home Prod. S.A. (F.P.)	1003	1003	-0.10	1000	Home Prod. S.A. (F.P.)	1003	1003	-0.10
940	Alp (Liquid)	380	380	+1.10	940	Alp (Liquid)	380	380	+1.10	940	Alp (Liquid)	380	380	+1.10	940	Alp (Liquid)	380	380	+1.10	940	Alp (Liquid)	380	380	+1.10
940	Alp (Solid)	871	871	-0.40	940	Alp (Solid)	871	871	-0.40	940	Alp (Solid)	871	871	-0.40	940	Alp (Solid)	871	871	-0.40	940	Alp (Solid)	871	871	-0.40
940	Alp (Gas)	740	740	-1.00	940	Alp (Gas)	740	740	-1.00	940	Alp (Gas)	740	740	-1.00	940	Alp (Gas)	740	740	-1.00	940	Alp (Gas)	740	740	-1.00
940	Alp (Liquor)	400	400	-0.30	940	Alp (Liquor)	400	400	-0.30	940	Alp (Liquor)	400	400	-0.30	940	Alp (Liquor)	400	400	-0.30	940	Alp (Liquor)	400	400	-0.30
940	Alp (Solid)	117	117	+0.10	940	Alp (Solid)	117	117	+0.10	940	Alp (Solid)	117	117	+0.10	940	Alp (Solid)	117	117	+0.10	940	Alp (Solid)	117	117	+0.10
940	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	940	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	940	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	940	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	940	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Solid)	1003	1003	-0.10
1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10	1070	Alp (Liquor)	1003	1003	-0.10
107																								

Comptant (sélection)

Sicav (sélection) 29 décembre

VALEURS	% de cum.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Revenu cours	VALEURS	Cours préc.	Revenu cours	VALEURS	Cours préc.	Revenu cours	VALEURS	Cours préc.	Revenu cours	VALEURS	Cours préc.	Revenu cours	VALEURS	Cours préc.	Revenu cours			
Obligations						Étrangers						Actions						Actions					
BOE 95-96-97	101,65	1,281	Bois Bonin Vidy	2175	—	A.E.G. AG	557	—	Actia	271,85	284,58	Euro Gen.	628,91	797,72	Paribas Capitalisation	1595,33	1581,80						
CEMEX 95-96-97	100,05	4,228	Sci. Mag. Paris	508	579	—	—	—	Actiomatic	320,97	317,07	Fanucor	689,75	1089,61	Paribas Opportunites	154,48	149,58						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Minist. de l'Énergie C	489	—	A.E.G. AG	557	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine	718,12	697,28						
CEMEX 95-96-97	107,09	3,279	Roche (Roche) C	321	326	—	—	—	Actiomatic	317,07	317,07	Francor-gem	1089,61	1439,03	Paribas Patrimoine								

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINITEL		Matif (Marché à terme international de France) 29 décembre 1993								
Cours indicatifs		Cours préc.	Cours 29/12	Cours des billets achat vente		Monnaies et devises		Cours préc.	Cours 29/12	36-15 TAPEZ LE MONDE	NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 51 625				CAC 40 A TERME Volume : 41 422			
											Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
											Dernier.....	130,82	130,34	129,40	Dernier.....	2292	2310	2279
										Précédent...	130,52	129,96	129,18	Précédent...	2273,50	2298	2282	
										PUBLICITÉ FINANCIÈRE ☎ 46-62-74-25								
RÈGLEMENT MENSUEL (1) Lundi demi marché : % de variation 31/12 - Mardi demi mercredi : mercredi - Mercredi demi jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi demi vendredi : compensation - Vendredi demi samedi : quotité de négociation																		
ABRÉVIATIONS B = Bordeaux L = Lille Ly = Lyon M = Marseille Ny = Nancy Ns = Nantes																		
SYMBOLES 1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA ■ coupon détaché - ● droit déraché - ◇ cours du jour - ♦ cours précédent o = offert - d = demandé - j offre réduite - j demande réduite - # contrat d'animation																		

L'aménagement du quartier de la Défense

L'EPAD demande à l'Etat d'accroître sa participation au financement de l'autoroute A 14

L'Etat devra augmenter très substantiellement sa participation financière s'il veut que les travaux d'enfouissement de l'autoroute A 14, à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, continuent au printemps. Le conseil d'administration de l'Etablissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD), inquiet de la situation financière de l'entreprise, a décidé, jeudi 23 décembre, de ne pas augmenter sa participation fixée à 1 milliard 600 millions, et de ne pas lancer d'ordre de services tant que les sources de financement de la seconde phase des travaux ne seraient pas connues.

Il manquerait environ 1 milliard pour entreprendre l'embranchement avec l'autoroute A 86 et construire le tronçon allant de cette autoroute à la Seine. Le pont franchissant le fleuve sera, lui, pris en charge, comme prévu, par la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAFN) qui a obtenu la concession de cette première autoroute urbaine à péage entre Orgeval, dans les Yvelines, et Nanterre.

Dès le mois de juin, en prenant la présidence du conseil d'administration de l'EPAD,

Charles Ceccaldi-Raynaud (RPR), maire de Puteaux et député des Hauts-de-Seine, avait souligné que la situation financière de l'établissement public était difficile. En octobre, il avait nettement déclaré qu'il faudrait trouver 1 milliard de francs pour continuer les travaux (le Monde du 19 octobre).

Aujourd'hui ses prévisions se trouvent confirmées par la poursuite de la récession. « La crise est là et l'EPAD ne peut plus tenir ses promesses. Ses recettes proviennent essentiellement de la vente des droits à construire ; or les prévisions ne donnent pas de reprise conséquente avant deux ans », explique Charles Ceccaldi-Raynaud.

Augmenter les emprunts

Actuellement l'EPAD, qui assure, entre autres, l'entretien de la Défense, présente une trésorerie négative de 300 millions de francs. Deux emprunts ont été contractés, l'un de 300 millions de francs auprès du Crédit national en mars 1993, et l'autre, un emprunt obligataire de 800 millions, auprès de la Société générale au mois

de novembre. L'entreprise qui pensait, en 1990, lorsque l'Etat lui a prolongé sa mission au-delà de la Grande Arche, limiter son besoin d'emprunts à 2 milliards de francs d'ici 1998, parle à présent de doublement de cette somme, si le ralentissement de l'activité économique se poursuit.

« L'Etat a prélevé environ 1 milliard 900 millions à l'EPAD quand celle-ci faisait des affaires florissantes, il serait normal qu'il soit reconnaissant aujourd'hui », estime le président de l'EPAD.

Il espère que le gouvernement ne sera pas tenté de suivre les conseils de « quelques sénateurs de province, membres du groupe de travail sur l'aménagement du territoire ». Des personnalités auteurs d'un rapport « qui voudraient qu'on abandonne l'extension de la Défense à l'ouest. On dirait qu'ils veulent punir Paris par souci de rééquilibrage avec la province. Pour le moment, il s'agit d'une dispute sur des illusions car il n'y a pas de richesse à partager. S'il y en avait, nous ne serions pas en difficulté ».

Ch. Ch.

Pour les fêtes de fin d'année

Les prix sont en baisse à Rungis

Foies gras, dindes, saumons et langoustes : avant de se retrouver dans les assiettes des réveillonneurs, ces produits transitent par le marché de Rungis, dans le Val-de-Marne. Un bon lieu pour observer la consommation des Franciliens durant cette période des fêtes de fin d'année.

La fièvre a commencé le 29 novembre avec l'installation d'une vingtaine de producteurs de confitures arrivées précocement du Danemark en raison des chutes de neige abondantes qui ont obligé à les couper. Les cultivateurs français, de la Creuse et de la Corrèze tout d'abord, vite rejoints par ceux du Morvan et du versant alsacien des Vosges, ont pris le relais pour un marché qui s'élève à 300 000 arbrres. Les « feuillagistes » qui vendent branchages de couleuvre, bottes de lierre, mousses, écorces etc., ont, eux aussi, connu une forte activité depuis la fin novembre avec la mise en place des vitrines de Noël.

Ces deux secteurs constituent une exception dans un marché des fleurs et des plantes plutôt morose. Dans certains cas, les arrivages ont été inférieurs de 20 % à 35 % par rapport à l'année dernière. Les intempéries en sont la cause principale. Ainsi, le Midi n'a envoyé que 58 000

colis au lieu de 70 000. Et les mimosas sont rares cette année. La région parisienne ne fournit que 13 800 colis au lieu de 15 800.

Du coup, les importations qui ont assuré le complément représentent 65 % des arrivages à Rungis. L'essentiel provenait des pays de la CEE, avec 107 000 colis au lieu de 90 000, et prioritairement des Pays-Bas. Le reste venait d'Israël, du Maroc, de la Colombie et de la Thaïlande.

Mais Rungis est d'abord un baromètre de la consommation alimentaire des Franciliens. Signe des temps : les prix n'ont pas beaucoup varié par rapport à l'année passée, pour un grand nombre de produits, ils ont même baissé. Exemple : la dinde fermière de Noël était affichée à 32 francs le kilo contre 33 francs l'an dernier. Les chapons de Bresse et du Gers, à 36 francs le kilo, ont subi un recul de 2 francs ; ceux des Landes de 3 francs (38 francs le kilo). Le sanglier s'est vendu environ 4 à 5 francs de moins au kilo. En revanche, les foies gras frais de canard ont connu une hausse de 30 à 40 francs le kilo (270 francs) entre fin novembre et la semaine de Noël, pendant que le foie d'oie restait plus stable, à 350 francs.

Du côté de la mer, malgré une demande faible, la rareté de l'offre a entraîné des hausses notables. Cette situation est une conséquence des mauvaises campagnes dues aux intempéries d'une part et au passage des bateaux portugais qui ont « piqué » les fonds au large de la Mauritanie et du Maroc, souligne Maurice Cornat, secrétaire général de la Semmaris (société d'économie mixte gérant le marché de Rungis). Le bar a culminé à 140 francs le kilo et le turbot à 145 francs. Les langoustes venant du Mexique, d'Australie et surtout d'Oman, et les homards du Canada, les huîtres, ont enregistré des baisses. Ainsi, la bouchette de 150 fines de claire était moins chère de 40 francs par rapport à la même période de 1992.

Mais la chute de prix la plus spectaculaire concerne le saumon, qui s'est vendu à 30 francs le kilo. La raison tient à la surproduction norvégienne, qui est passée de 4 142 tonnes en 1979 à 180 000 tonnes cette année. Dans le même temps, les Écosais et les Irlandais ont augmenté leur production. Au point que la production européenne atteint 250 000 tonnes pour une consommation de 210 000 tonnes dans l'ensemble de la CEE.

FRANCIS GOUGE

« Pour faire plaisir » aux chauffeurs de bus

Des jeunes de Montfermeil vont peindre le mur d'un dépôt de la RATP

« Aux Bosquets, il n'y a pas que des voyous, des casseurs et des taggers, comme on le montre toujours à la télévision. Il existe aussi des jeunes comme les autres, et qui savent dessiner. » Pour « se débarrasser d'une image négative qu'ils colle à la peau » et pour prouver qu'ils sont capables de s'investir dans un projet, quinze élèves du collège Pablo-Picasso, de Montfermeil, dans le département de Seine-Saint-Denis, se sont portés volontaires pour réaliser une fresque murale. Longue de 150 mètres, elle doit orner le mur d'entrée du centre des autobus de la RATP situé à Pavillons-sous-Bois. Un dépôt que les responsables de la Régie jugent implanté dans une zone qualifiée « de haute turbulence », en raison notamment des problèmes liés au vandalisme et à la violence de certains jeunes habitants.

Enthousiasmés par l'idée émise par Claude Decadi, chargé depuis un an de la communication externe du centre RATP, tous les élèves ont immédiatement accepté de prendre sur leur temps de loisirs du mercredi pour « les chauffeurs des bus qui les transportent tous les jours », mais aussi « pour se faire un peu plaisir ».

Avec la bénédiction du principal du collège, Pierre Girault, qui a l'habitude de travailler en partenariat avec les entreprises privées ou publiques, ils se sont mis à l'œuvre en octobre. Encadrés et conseillés par leur professeur d'arts plastiques, Jean-Marc Fousait, et leur professeur de technologie, Hervé Bourquain, ils viennent juste de terminer la maquette. Maintenant, ils attendent avec impatience de pouvoir revêtir les salopettes et chemises RATP pour manier le pinceau.

Fiers de leur chef-d'œuvre, Kalloum, seize ans, et ses copains de quatrième et troisième Frantz, Henrique, Sofiane... sont persuadés que la fresque qu'ils ont imaginée « aidera les chauffeurs à retrouver le moral après leur dure journée de travail ».

« On a retiré tout ce qui était violent »

« Ils devraient être contents », assurent Kasper et Souidi en commentant la maquette. « Comme on nous l'a suggéré, on a retiré tout ce qui était violent, on remplace le revolver d'un voyou par un bouquet de fleurs et le poing vengeur d'un voyageur qui attendait à l'arrêt du stade par un micro. » « On a même changé la couleur du visage du contrôleur », renchérit Khiter.

« On va le peindre en orange. En vert, ça faisait trop vert de peur », reconnaît Yamina, consciente que pour les chauffeurs

ou les contrôleurs « qui les obligent à donner un ticket, c'est pas toujours facile ». « C'est vrai, il y a des bagarres dans le bus pour prendre les places, il y en a qui jettent des pierres et des pavés sur les véhicules pour se venger » — l'an dernier, deux cents véhicules ont été attaqués et cent trente glaces brisées —, mais « c'est pas tout le temps par des jeunes de la cité des Bosquets ». La preuve, « nous, on veut leur faire plaisir et on est même prêts à travailler le

samedi s'il le faut pour que tout soit terminé le 28 mai ». A cette date est en effet prévue une journée portes ouvertes au centre RATP de Pavillons-sous-Bois.

MARTINE BOULAY-MÉRIC

Le Monde EDITIONS



Le dernier Plantu
Pour l'achat de trois livres
12 cartes postales « Fiches-nous la paix »

DEMANDEZ-LES A VOTRE LIBRAIRE

REPÈRES

RÉVEILLON

Les Champs-Élysées réservés aux piétons

La place Charles-de-Gaulle et l'avenue des Champs-Élysées seront interdites à la circulation vendredi 31 décembre, la nuit de la Saint-Sylvestre, « afin de faciliter le bon déroulement des festivités et de réserver ces lieux aux piétons », a indiqué le préfet de police de Paris, Philippe Masson. Il a pris un arrêté, mercredi 23 décembre, interdisant aux véhicules de circuler, de 22 heures 30 le 31 décembre à 5 heures le 1^{er} janvier. Cette interdiction s'étend jusqu'à la place Clemenceau, où se trouve le Grand Palais.

Selon la préfecture de police, les compagnies d'intervention de la police parisienne ont renforcé les compagnies de circulation dès mercredi et jusqu'à la nuit de réveillon afin de « faciliter la circulation », rendue difficile par les intempéries et l'afflux de promeneurs. Les associations de riverains et les commerçants disposeront de deux lignes téléphoniques en liaison avec la préfecture afin de signaler tout incident. Des « manifestations spontanées », avaient dégénéré en « incidents » ces dernières années, sur le célèbre avenue.

CONJONCTURE

Des prêts aux collectivités proposés par les entreprises du bâtiment

Les 40 000 entreprises du bâtiment de la région ont connu en 1993 une baisse d'activité de 5 %. Elles ont perdu 20 000 emplois sur des effectifs de 253 000 personnes. D'une année sur l'autre, les mises en chantier ont été inférieures de 13 % dans le logement, de 36 % dans les bureaux et de 42 % dans les locaux commerciaux. Malgré un ralentissement de la dégradation depuis le début de l'été, elles craignent un nouveau recul de leur activité en 1994.

Guy Descoursière, président de la Fédération parisienne du bâtiment (FPB), a récemment déclaré que la profession souhaite « un nouveau schéma directeur de la région Ile-de-France dans les trois mois, car son absence bloque quatre-vingts ZAC ». Sur l'initiative de la FPB, les entreprises du bâtiment ont décidé de proposer 4 milliards de francs de prêts à des taux préférentiels aux collectivités locales. Une partie de ces prêts proviennent des sommes non utilisées pour les indemnités du bâtiment en cas d'intempéries. Les 500 millions de francs de

travaux qui seraient ainsi débouqués dans la région permettraient l'embauche ou le maintien de 1 000 salariés.

ÉQUIPEMENT

Une mission interministérielle pour Sénart

Le gouvernement vient de décider qu'une mission interministérielle aille analyser les perspectives de développement de Sénart avec pour objectif un retour progressif à l'équilibre économique et financier de la ville nouvelle. Il répond ainsi aux souhaits exprimés par le conseil régional et par le conseil général de Seine-et-Marne à la suite de la décision d'implanter le Grand Stade à Saint-Denis plutôt qu'à Sénart comme l'avaient décidé les précédents gouvernements. Cette mission devra indiquer les actions à mener par le gouvernement, en concertation avec les collectivités.

Les ministères de l'Intérieur et de l'Équipement indiquent dans un communiqué que « la ville nouvelle de Sénart, qui a d'importantes réserves foncières et qui est bien desservie par la Francilienne et l'autoroute A5, constitue l'un des pôles de développement de la région ». Pour conforter ces atouts, le gouvernement, en accord avec le conseil régional a décidé la mise en service de l'interconnexion de la ligne D du RER en septembre 1995, et l'engagement au XI^{ème} plan, des travaux de la desserte du centre de la ville nouvelle.

AMBASSADE

L'Aveyron s'installe à Bercy

La Fédération nationale des amicales aveyronnaises a procédé, jeudi 23 décembre, à la pose de la première pierre de leur future ambassade dans la capitale. En présence de Jean Puech (UDF), ministre de l'Agriculture et de la Pêche, mais aussi président du conseil général de l'Aveyron, cette cérémonie a eu lieu dans la ZAC de Bercy, dans le douzième arrondissement, quartier choisi par les membres de cette importante communauté aveyronnaise.

Baptisée l'Oustal, la maison de l'Aveyron occupera une surface de 7 000 mètres carrés. Cet ensemble immobilier doit abriter des salles de réception et de réunions, des commerces de produits régionaux et quatre-vingt studios destinés à recevoir de jeunes étudiants ou travailleurs du département en séjour à Paris. La collecte des fonds nécessaires à la construction de cette maison a été réalisée auprès des Aveyronnais par l'intermédiaire d'une société civile immobilière, avec l'appui du Crédit agricole du département.

هكذا من الأهل

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 30 DÉCEMBRE

TF 1

- 15.20 Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.10 Jeu : Une famille en or.
16.40 Club Dorothée Noël.
17.55 Série : Héloïse et les garçons.
18.20 Série : Les Filles.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Duchavanne. Invité : Eric Cantona.
20.00 Journal, Météo et Météo.
20.50 Téléfilm : Les Mystères de la jungle noire. De Kevin Connor.
0.25 Série : Paire d'as. Le feuille d'argent.

FRANCE 2

- 15.25 Tierscé, en direct de Vincennes.
15.35 Série : L'Enquêteur.
16.30 Série : Mac Giver.
17.15 Magazine : Giga.
18.45 Jeu : Un pour tous. Animé par Christian Morin et Céline Dominguez.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne. Animé par Nagui.
20.00 Journal, Météo et Point route.

(Publicité)
VALEURS VERTES
Le magazine de l'économie internationale de l'environnement vient de paraître.
- Volume technique : un service de la ville.
- MONTREAL : l'exemple québécois.
- KAZAKHSTAN : la casse-croûte des déchets nucléaires.
6 numéros : 200 F.
En librairie et par abonnement.
140, rue Jules-Guesde, 92300 LEVALLOIS.
Tél. : 47-31-11-29 - Fax : 47-31-45-73

- 20.50 Téléfilm : Mort à l'étranger. De Philippe Venault.
22.25 Concert : Jacques Durand. Enregistré au Casino de Paris en novembre 1992.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Documentaire : Dansons les daquettes. D'André Halimi. Avec des

extraits de films, de spectacles, des entretiens avec des danseurs.

FRANCE 3

- 15.15 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Cinéma : Hollister. De Vern Gillum.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez, en direct du Rallye Paris-Dakar.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. Louise Brooks, de Barry Paris.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Le Journal du Rallye Paris-Dakar.
20.30 Le Journal des sports. Mon cœur bat, Lens pour le Racing, d'Olivier Lanouzza.
20.40 Keno.
20.50 Cinéma : Dangereusement vôtre. M. M. Film britannique de John Glen (1988).
23.00 Journal et Météo.
23.30 Téléfilm : Les Vendéens. De Jacques Dupont.
1.05 Spectacle : Panache. La revue du Lido.

CANAL PLUS

- 16.00 Cinéma : A demain. M. Film français de Didier Martiny (1992).
17.35 Documentaire : Histoire de chats. Les Chats à la conquête de la terre, de Dick Meadows et Alan Neale.
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35.
18.30 Ca cartoon.
18.45 L'Année du zapping.
20.35 Cinéma : Johnny Suede. M. Film américano-suédois de Tom DiCillo (1991).
22.05 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : La Zèbre. M. Film français de Jean Poiret (1992).
23.45 Cinéma : Timescape. M. Film américain de David Twohy (1991).

1.19 Pin-up des créateurs. Claude Montana.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00.
17.00 Cinéma : Une histoire de Monte-Carlo. M. Film américain de Samuel A. Taylor (1987). Avec Marina Deutsch, Vittorio De Sica, André O'Connor (v.o.).
19.00 Série : The New Statesman.
19.30 Documentaire : Les Premiers Allemands sur la route des Indes. De Wolfgang Heding (2^e partie). Sur les traces des marchands de Nuremberg et d'Augsbourg, au seizième siècle. Suite et fin.
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Des chansons qui ont changé le monde. Soirée proposée par Jean-François Bizot et réalisée par Mathias Sanderon.
20.41 Documentaire : 1954-1994, des rythmes qui ont secoué l'Occident. De Jean-François Bizot et Mathias Sanderon. De la révolte des jeunes à la prise de conscience des minorités, en passant par la libération sexuelle, l'écologie, l'antiracisme, le féminisme, toutes les fractures sociales ont trouvé dans le rock leur porte-voix.
21.50 Cinéma : Hair. M. Film américain de Milos Forman (1979) (v.o.).
23.50 Documentaire : Quand la musique fait ses révolutions. De Jean-François Bizot et Mathias Sanderon. Les musiques qui ont servi de porte-parole à des peuples et des mouvements.
0.20 Meilleurs vœux des étoiles pour l'an 2000. De Pierre Bourgeois.

M 6

- 14.20 Magazine : Destination vacances.

- Présenté par Jill Hamilton.
17.05 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Étalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopier.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Météo 6.
20.45 Cinéma : Le Septième Aube. M. Film britannique de Lewis Gilbert (1964).
22.45 Téléfilm : La légende des ténébres. De Stuart Gordon.
0.25 Informations : Six minutes première heure.
0.35 Magazine : Fréquentar.
2.30 Rediffusions.
Airbus, vingt ans déjà ; Fréquentar ; Fides Chill, 1992 ; 1993, par ici la sortie.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. Fosse-bêtes, d'Elise Orsenna (2).
21.30 Profil perdu. Météo (2).
22.40 Les Nuits magnétiques. Cuisine sur paroles (3).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Stella Baruk.
0.50 Musique : Coda. Les nuits de Visconti (4).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 6 décembre au Théâtre des Champs-Élysées) : Requiem, de Berlioz, par le Chœur de Radio-France et l'Orchestre symphonique de Boston, dir. Seiji Ozawa, sol. : Vinson Cole, ténor.
23.09 Ainsi la nuit. Quintette pour piano et cordes en fa mineur, de Beethoven ; Children's Corner pour piano, de Debussy.
0.00 L'Heure bleue.

Les interventions à la radio
O'FM, 19 heures : Jean Bernard (« Le Grand O'FM-la Croix »).
France-Inter, 19 h 20 : Mariele Gotschal, Bernard Chavrier, Guy Chaumereuil, Marc-Hervé Siner, Régine Loois et Guy Bonneville (« Le téléphone sonne »).

IMAGES

Archet

Un poète a été assassiné en Algérie (le Monde du 30 décembre). Était-il l'un de ces gais troubadours venus des jardins de Grenade ? Mettait-il trop d'amour dans ses rimes ? Était-il l'un de ces incorrigibles saltimbanques qui hantent les Mille et Une Nuits de Bagdad ? Chantait-il trop la liberté dans sa prose ? Était-il mort, fou ordinaire, d'avoir trop cru en l'homme et pas assez en Dieu ? Riais-tu trop fort, iconoclaste, au nez et à la barbe des opiomanes de l'islam ?
Les visages du petit-écran-qui-rand-sourd-et-aveugle ne le sauront jamais. La télévision n'en a rien dit. Elle a simplement glissé sa photo entre le couronnement de Miss France et le crime de la Seine à Rouen. Une vieille photo d'archives. Fugitive. Sans commentaire. Elle n'a même pas dit son nom.
Sur France 3, il était pourtant question de l'âme. De l'âme des violons. Un bel aréopage en discours docement sur le plateau de « la Marche du Siècle ». Car chaque violon a une âme. Il en a même deux. La première a une consistance physique. Elle réside dans un minuscule morceau de bois de sapin. Pas n'importe quel morceau ni n'importe quel sapin. La lutherie la façonne religieusement à partir d'une petite pièce taillée dans le sapin qui pousse entre 1 200 et 1 600 mètres d'altitude, à l'abri du vent, orienté à l'est, du côté où le soleil se lève. Un sapin qu'on ne coupe qu'à la basse lune, au

moment où, au cœur de l'arbre, la sève est encore assoupie.
C'est par l'intermédiaire de cette mystérieuse cheville de bois que s'exprime ensuite l'âme seconde du violon, l'impalpable, la divine, celle qui court sur l'archet pour unir dans une harmonie magique l'instrument et son maître, au prix d'un apprentissage fait d'innombrables douleurs.
Il y avait là d'éminentes virtuoses qui racontaient, à ce sujet, de belles choses très intéressantes. Ils disaient que l'âme du violon « porte le message des siècles », exprime toujours « une histoire de liberté », aide à respirer quand on étouffe et à se retrouver quand on se perd.
Les uns parlaient de leur archet comme d'une fabuleuse béquille qui les aide à survivre ; les autres comme d'un sublime trait d'union qui les projette parfois jusqu'aux cimes divines. Tous s'accordaient à dire que l'âme du violon constitue pour l'humanité la meilleure des planches de salut. Ils en concluaient qu'il fallait faire en sorte, par ces temps de barbarie, de protéger les violons à défaut de pouvoir protéger partout les violonistes. Ils soulignaient cette nécessité après avoir constaté que « si l'on peut remplacer les violonistes on ne remplace jamais un violon ». Mais la question restait posée : comment savoir si Youssef Sebti cachait une âme de violon sous ses poèmes ?...
ALAIN ROLLAT

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P : Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F : Film à éviter ; M : On peut voir ; N : Ne pas manquer ; C : Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 31 DÉCEMBRE

TF 1

- 5.55 Série : Côté cœur.
6.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
8.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.20 Disney Club Noël.
8.30 Télé-shopping.
8.55 Club Dorothée Noël.
11.30 Feuilleton : Santa Barbara.
12.00 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic info et Tout compte fait.
13.35 Feuilleton : Les Foux de l'amour.
14.30 Série : Cannon.
15.20 Sport : Football. Match amical : AJ Auxerre (France)-Standard de Liège (Belgique), en direct d'Auxerre, à 16.15. Mi-temps : A 16.30, 2^e mi-temps.
17.15 Divertissement : Vidéo Gag. Série : Tarzan. Un rôle sur mesure.
17.55 Série : Héloïse et les garçons.
18.20 Série : Les Filles.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Michel Boujenah.
20.00 Vœux du président de la République, Journal et Météo.
20.45 Divertissement : Réveillon, Rock'n'Roll Show. Présenté par Dorothée. Avec Carlos, Patrick Prydebat, Ariane, Jacky Corbier, Patrick, Bobby Solo, Sylvie Vartan, Rev, Charles, Franck Alamo, Dora, Pierre Perret, Enrico Macias.
22.50 Divertissement : Les Grosses Têtes. Présenté par Philippe Bouvard.
0.40 Théâtre : Quand épousez-vous ma femme ? Pièce de Jean Bernard-Luc et Jean-Pierre Corry, mise en scène de Daniel Colas, avec Jacques Balutin, Elise Servier, Annick Alane.
2.20 Concert : Marc Camille. Opéra New Age, donné à Tokyo.
3.15 Concert : Quartet Messiaen. Quartet pour la fin du temps. Sonate pour piano et violon, de Messiaen.

Les interventions à la radio
France-Inter, 8 h 40 : Catherine Lamour, Claude Kojmann (« Radio Corn »).
France-Inter, 19 h 20 : Denis Jeambar, Jean-Michel Helwig, François d'Orival, Bruno Proppat, Joseph Macé-Scaron, Ralph Pinto (« Objections »).

- 4.35 Musique. Ballet théâtre Joseph Russell. Hommes. Forêt sur l'avenue du théâtre, chorégraphie de Raymond Desre ; la Dernière Larme, chorégraphie de Joseph Russell ; la Jeune Fille et le Mort, chorégraphie de Daniel Agnès ; Yes Sir, chorégraphie de Joseph Russell.
4.50 Danse : Ballet théâtre Joseph Russell.
8.00 Les Mille et Une Nuits.
10.55 Série : Histoires de musiciens.
11.45 La Cuisine des musiciens.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Divertissement : Soucoupe volante. Série : Sherlock Holmes. L'Année du pied du diable, de Ken Hannon, avec Jeremy Brett, Edward Hardwicke.
14.25 Série : Capitaine Furillo.
15.15 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Cinéma : A demain. M. Film français de Serge Friedman (1976). Avec Louis Velle, Frédérique Hébrard, Jane Rhodes.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez, en direct du Rallye Paris-Dakar.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. Les meilleurs livres du trimestre.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.00 Vœux du président de la République, Météo et Point route.
20.15 Le Journal du Rallye Paris-Dakar.
20.35 Le Journal des sports. Les supporters de Lens, d'Olivier Lanouzza.
20.45 INC.
20.50 Divertissement : Yaca faire la fête. Présenté par Pascal Brunner. Journal et Météo.
22.25 Spectacle : Les Folies breffennes. Obs-Obs 93, de Franco Fontana. Enregistré en novembre 1993 au Théâtre Aliféri à Tunis.
23.25 Divertissement : Yaca faire la fête (suite).
0.00 Divertissement : Une nuit à Crazy Horse. Spectacle d'Alain Bernardin.
1.15 Musique : Les Mélodies synopées du bonheur. Jazz des années 20. Spectacle de The Original Prague Synchronic Orchestra. Avec l'Orchestre philharmonique de Prague.

FRANCE 2

- 6.00 Dessin animé.
6.05 Feuilleton : Secrets.
6.30 Téléfilm : Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.20 Feuilleton : Amoureusement vôtre.
8.45 Amour, gloire et beauté.
9.25 Série : Tequila et Bonetti.
10.10 Série : Cella.
11.00 Dessin animé : Les Mille et Une Nuits.
11.25 Flash d'informations.
11.30 Jeu : Mots.
12.00 Jeu : Pyramide (et à 4.35).
12.30 Jeu : Ces années-là. Invités : Pierre Tchernia et Georges de Caunes.
12.59 Journal, Météo et Point route.
13.45 INC.
13.50 Téléfilm : Les Mille et Une Nuits. De Glenn Jordan.
15.30 Série : L'Enquêteur.
16.20 Série : Mac Giver.
17.10 Magazine : Giga.
18.30 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.55).
20.00 Vœux du président de la République.
20.10 Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 Théâtre : Sexe et Jalouse. Pièce de Marc Camille, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Luc Moreau, Marie-Pierre Casey, Patrick Guillemain. Un mari jaloux et une succession de quiproquos...
22.25 Divertissement : Le Bâtard. Erreurs, lapsus et trous de mémoire à la télévision.
23.25 Météo : Fripou-fraïssisme. Présenté par Christine Bravo. Au cabaret de la Nouvelle Eve.
0.50 Spectacle : Holiday Festival en live. Commenté par Nelson Monfort. Enregistré à Revo (Nevada) le 28 août 1993.
1.50 Journal du Rallye Paris-Dakar.
2.10 Concert : Brit Awards 1993.
3.40 24 heures d'info.

FRANCE 3

- 7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups. Les Moomins : Les Volbecks ;

- Souris, souris ; Les Histoires du père Castor.
8.00 Les Mille et Une Nuits.
10.55 Série : Histoires de musiciens.
11.45 La Cuisine des musiciens.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Divertissement : Soucoupe volante. Série : Sherlock Holmes. L'Année du pied du diable, de Ken Hannon, avec Jeremy Brett, Edward Hardwicke.
14.25 Série : Capitaine Furillo.
15.15 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Cinéma : A demain. M. Film français de Serge Friedman (1976). Avec Louis Velle, Frédérique Hébrard, Jane Rhodes.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez, en direct du Rallye Paris-Dakar.
18.25 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50 Un livre, un jour. Les meilleurs livres du trimestre.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.00 Vœux du président de la République, Météo et Point route.
20.15 Le Journal du Rallye Paris-Dakar.
20.35 Le Journal des sports. Les supporters de Lens, d'Olivier Lanouzza.
20.45 INC.
20.50 Divertissement : Yaca faire la fête. Présenté par Pascal Brunner. Journal et Météo.
22.25 Spectacle : Les Folies breffennes. Obs-Obs 93, de Franco Fontana. Enregistré en novembre 1993 au Théâtre Aliféri à Tunis.
23.25 Divertissement : Yaca faire la fête (suite).
0.00 Divertissement : Une nuit à Crazy Horse. Spectacle d'Alain Bernardin.
1.15 Musique : Les Mélodies synopées du bonheur. Jazz des années 20. Spectacle de The Original Prague Synchronic Orchestra. Avec l'Orchestre philharmonique de Prague.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 7.25.
6.59 Pin-up des créateurs. Claude Montana.
7.00 CBS Evening News.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.25 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 8.10.

- 7.50 Ca cartoon.
8.10 Magazine : 24 heures (rediff.).
9.05 Cinéma : Johnny Suede. M. Film français de Denys Granier-Defere (1992). Avec Jean-Pierre, Daniel, Aurélien, Michel Piccoli.
D'après un roman de Jean-Marc Roberson.
En clair jusqu'à 13.35.
12.29 Pin-up des créateurs. Claude Montana.
12.30 Magazine : La Grande Famille.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Cinéma : Croc-Blanc. M. Film américain de Randal Kleiser (1991). Avec Ethan Hawke, Klaus Maria Brandauer, Seymour Cassel. Le roman dur et cruel de Jack London, transformé en conte.
15.20 Le Journal du cinéma du mercredi.
15.45 Surprises.
16.05 Cinéma : Les Tortues Ninja 2. M. Film américain de Michael Fleisman (1991). Avec Paige Turco, David Warner, Michael Sisti.
17.30 Documentaire : Histoires de chats.
17.50 Surprises.
18.00 Canaille peluche.
En clair jusqu'à 20.35.
18.30 Ca cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.
19.15 Flash d'informations.
19.20 Documentaire : Best of Michael Jordan.
20.35 Téléfilm : Le Grand Détournement. De Michel Hazanavicius et Dominique Mezerette, avec Paul Newman, John Wayne, Richard Dreyfuss, Julie Hagerty.
21.45 Spectacle : Pierre Palmade. Passez-moi la fête, enregistré à La Cigale.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Quoi de neuf, Bob ? M. Film américain de Frank Oz (1981). Avec Bill Murray, Richard Dreyfuss, Julie Hagerty.
0.35 Vœux 1994 (et à 2.15, 4.05).
0.39 Pin-up des créateurs. Jean-Paul Guiller.
0.40 Cinéma : Larry le liquidateur. M. Film américain de Norma Jewison (1991). Avec Danny DeVito, Greg Kinnear, Penelope Ann Miller (v.o.). Un financier vorace et un

patron d'usine intransigent sur l'honnêteté.
2.20 Cinéma : Siméon. M. Film français d'Euzhan Palcy (1992) (version arabe, sous-titrée). Conte en hommage à la culture arabe.
4.10 Concert : Rod Stewart.
5.00 Surprises.
5.30 Cinéma : Beau Fixe. M. Film français de Christian Vincent (1992). Avec Isabelle Carré, Elsa Zylberstein, Estelle Laroche. Un exercice de style sur le naturel.
ARTE
Sur le câble jusqu'à 19.00.
17.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
17.50 Magazine : Macadam. Le roman du muslo-hall, documentaire de Pierre Philippe. 2. De 1930 à 1980 (rediff.).
19.00 Série : The New Statesman. De Geoffrey Sax.
19.30 La Chronique de l'année 1993. La rédaction de 8 1/2 fait le bilan.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Téléfilm : Le Grand Bellheim. De Dieter Wedel, avec Mario Adorf, Will Quadflieg (2^e partie). Bellheim ramporte une première victoire lorsque le conseil d'administration accepte son plan de redressement qui prévoit une extension des activités plutôt qu'un « dégrèvement » des effectifs de sa société. Mais le banquier fait des difficultés... Gros succès de ce téléfilm en Allemagne.
22.40 Série : Monty Python's Flying Circus. D'après l'anglais.
DÉTAILLANT. GROSSISTE. VEND. AUX PARTICULIERS. Deff. de trouver moins cher !
Les plus grandes marques et la qualité aux plus bas prix.
Sélectionnés : Paris pas cher, Paris combines, etc.
SOMMIERS MATELAS toutes dimensions. TREDACREDAC SIMMONS DUNLOP, etc. et ensembles relaxation fixes ou relevables. Garantie 5 ans. Livraison gratuite. 2 500 m² d'exposition.
MOBECO : 42-08-71-00. Ouvert 7/7 de 10 h à 20 h.

- 23.15 Cinéma : Le Décaméron. M. Film italien de Pier Paolo Pasolini (1971). Avec Franco Citti, Renata Davoli, Angela Luce (v.o.).
M 6
7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05 Contact 6 Manager.
7.15 Les Mardis d'Olivier (et à 8.05).
9.05 M 6 boutique. Télé-achat.
9.30 Infocommunication.
9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05).
10.55 Série : Daktari.
12.00 Série : Pape Schultz.
12.30 Série : Les Routes du paradis.
13.25 M 6 Kid.
14.05 Magazine : E = M 6. Présenté par Mac Leagay. Spécial dinosaures.
15.30 Cinéma : La Honte de la famille. M. Film français de Richard Balducci (1989). Avec Michel Galabru, Rosy Varte, Micheline Dax.
17.10 Variétés : Multitop.
17.40 Série : L'Étalon noir.
18.05 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopier.
19.52 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Vœux du président de la République.
20.10 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Capital. L'Or à neuf carats : toujours de l'or !
20.45 Téléfilm : La Caverne de la rose d'or. De Lamberto Bava.
23.50 Divertissement : Accesseur pour le 31.
0.00 Magazine : Dance Machine.
1.00 Musique : La Nuit des clips.
FRANCE-CULTURE
20.00 Dramatique. La Conte d'hiver, de Shakespeare, texte français de Bernard-Marie Koltès.
22.40 Tango sur la Colline. Spectacle de Jorge Lavelli, en direct du Théâtre de la Colline, à Paris.
0.05 Soirée tango.
FRANCE-MUSIQUE
19.05 Soirée lyrique (en direct de l'Opéra Paris-Bastille) : Les Brigands, opéra bouffe en trois actes, d'Offenbach, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra Paris-Bastille.
23.09 Jazz club.

CARNET

Décès

La commission française pour l'UNESCO fait part de sa tristesse à l'annonce du décès de

Pierre AUGER, membre de l'Institut, son ancien vice-président,

qui fut le premier représentant de la France au conseil exécutif de l'UNESCO.

(Le Monde du 29 et du 30 décembre)

Nous avons la douleur de faire part du décès de

M. Robert BECK, professeur au lycée Jacques-Cartier de Saint-Malo,

survenu le 28 décembre 1993.

Toulouse. Saint-Mandé. Royan.

Suzanne BERNARD, née Bégue.

Son sourire, sa bonté, nous ont quittés le 27 décembre 1993.

Prêtres et païs.

M. le docteur Denise Boulenger, sa mère, Roch, Martine, Colette, Edith, Blandine, Guy, Rachel, Gérard, Claire Boulenger,

ses frères et sœurs, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses enfants et petits-enfants, Ses amis,

ont le chagrin de faire part du décès de

Eric BOULENGER,

survenu le 29 décembre 1993, à l'âge de quarante-cinq ans.

Priez pour lui !

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, le 31 décembre, au cimetière Notre-Dame, à Versailles.

Une messe sera célébrée le mardi 11 janvier 1994, à 10 heures, en l'église Saint-Augustin, 46 boulevard Malesherbes, Paris-8.

A la demande d'Eric, ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'association Gérard-Péresse à domicile, 45, rue Rébeval, 75019 Paris, dont le but est l'accompagnement spécifique de vie des personnes atteintes du sida.

99, boulevard Malesherbes, 75008 Paris, 22, avenue des Arts, 75000 Versailles.

Le conseil d'administration de la MAI a la tristesse de faire part du décès de

Jean CHAZOTTES, ancien président de la MNDGI, président de la BFM, secrétaire de la MFF, administrateur de la MAI, administrateur de la UNMRIFEN-FP.

Les obsèques auront lieu le vendredi 31 décembre 1993, à 11 heures, au vieux cimetière de Béliers (Hérault).

Les marques de sympathie peuvent être adressées à

M^{me} Marie-Christine Chazottes, 11, rue Bernardin-de-Saint-Pierre, 33700 Mérignac.

Le conseil d'administration Et la direction de la Banque fédérale mutualiste, ont le regret de faire part du décès du président

Jean CHAZOTTES, chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 28 décembre 1993, dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu au vieux cimetière de Béliers, le vendredi 31 décembre, à 11 heures.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Françoise Descamps, née Ronze,

son épouse, Vierge, Cyr, Mireille, Blandine, Loys, Sixtine, Huguette, Pierre-Marie, Diane, Adèle, Thibaut, ses enfants,

et leurs conjoints, Ses vingt-huit petits-enfants, Ses sept arrière-petits-enfants,

Les familles André, Baudiquet, Bernard, Biju-Duval, Couaillon, Costamagna, Cossement, Delabar, Descamps, Filion, Fosse-Caillet, Gaynard, Giuliani, Hibon, Larro, Long, Rozze,

vous invitent à partager leur peine :

Louis DESCAMPS, professeur honoraire à la faculté de médecine de Nice, docteur en droit,

s'est éteint le 28 décembre 1993, muni des sacrements de l'Eglise.

Ses obsèques seront célébrées vendredi 31 décembre, jour anniversaire de ses quatre-vingt ans, en la cathédrale Saint-Réparate de Nice, à 9 h 30.

L'inhumation aura lieu le même jour à Châteaufort-d'Entrances (Alpes-Maritimes).

« Ainsi va la vie... »

Monard, 5, avenue de Picardie, 06000 Nice.

M^{me} Henri Jourdan, ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri JOURDAN, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, ancien directeur des Instituts français de Berlin, Londres, Cologne, officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre du Mérite de la RFA,

survenu en son domicile à Antibes, dans sa quatre-vingt-troisième année, le 13 décembre 1993.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 16 décembre, à Nourdale (Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Résidence Vauban-Gérardins, chemin du Fay, 06600 Antibes.

[Né le 23 janvier 1901 à Nantes, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, ancien directeur des Instituts français de Berlin, Londres, Cologne, officier de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre du Mérite de la RFA, directeur de l'Institut français de Louvain puis de celui de Cologne.]

On annonce le décès, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de

M. André LAMALLE, qui fut professeur d'Ecole normale à Montbrison (Loire), puis à Dijon, de 1931 à 1966.

71260 Luyon.

— Lyon. Paris.

Sœur Marie Bernot, petite sœur de l'Assomption, M^{me} Pierre Ginozza, M^{me} Jean Latour, M^{me} J. Bureau,

Et tous leurs amis, ont la très grande peine de faire part du décès de

M^{me} Jacques LATOUR, née Marcelle Bureau, conservateur en chef des Musées de France, ancien directeur des Musées de Marseille,

survenu le 20 décembre 1993, à Lyon.

L'inhumation a eu lieu le 23 décembre, dans l'intimité.

— Par amour de Dieu, le pasteur Jean LETELLIER,

a choisi le jour de Noël pour nous quitter et rejoindre

Monique.

Selon sa volonté, un culte a été célébré dans l'intimité familiale le 28 décembre 1993.

L'incinération aura lieu le lundi 3 janvier 1994, à 12 heures, au cimetière du Père-Lachaise.

De la part de Sa famille, Et de ses amis.

12, rue Louis-Guérin, 77500 Chelles.

M. Marcel-J. Paolotti, son épouse, Marie-Christine, Jean-Dominique et Brigitte,

Julien Voillier-Paolotti et Grégoire Ledoux-Paolotti, ses petits-fils,

M^{me} Françoise Latta, sa tante, M. et M^{me} Roger Grech,

son frère et sa belle-sœur, et leur famille, font part du décès brutal de

Odetta PAOLETTI, née Grech,

survenue le 24 décembre 1993, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, ont eu lieu le 30 décembre, dans l'intimité familiale.

38, rue Benoit, 75014 Paris.

— Christian Plagne, Christiane, Nathalie, Nicolas et Alain,

Les familles Plagne, Et alliées, ont la douleur de faire part du décès, dans sa centième année, du

général **Louis FLAGNE**, ancien conseiller de l'Union française, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, 1939-1945 et TOE,

médaille de la Résistance, le 16 novembre 1993.

62, avenue du 18-Juin-1940, 92500 Rueil-Malmaison.

M^{me} Jean Seyrig, Valérie Seyrig, Jean et Danièle Baumgarten-Seyrig et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean SEYRIG, survenu le 23 décembre 1993.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Jacqueline Medaicy, sa fille,

M^{me} Christiane Succab-Goldman, sa belle-fille,

Daniela Bibas, Manuel Goldman et son frère Ariel Krief,

Patricia et Nicole Ulanowski, ses petits-enfants,

Vladimir et Mélanie Bissat, Magali Ulanowski, ses arrière-petits-enfants,

Jean-Claude Bibas, Claude Bissat, ses gendres,

M^{me} Sophie Mycnik, M^{me} Claire Richerelli, Jean-Pierre Krief,

Tous ses nombreux et fidèles amis de Pologne, de France et d'ailleurs, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M^{me} Janina Slińska SOCHACZEWSKA, survenue le 28 décembre 1993, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques auront lieu le 31 décembre, à 11 heures, en cimetière parisien de Bagneux, rendez-vous porte principale.

Deux cars seront mis à disposition à l'Hôtel Holiday Inn, place de la République, à 10 heures.

Remerciements — M^{me} Christiane Daniel, Et toute la famille, profondément touchées par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Christian DANIEL, vous expriment leurs sincères remerciements.

Anniversaires — Le 30 décembre 1992, notre mère

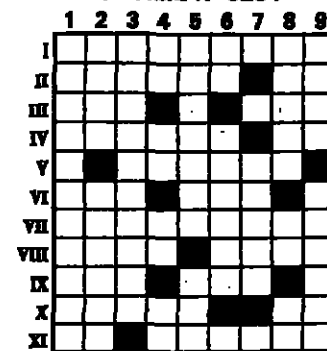
Rashidabon BARDAY nous quitte.

« Si jamais tu meurs le premier attends-moi à la porte des cieux » Priscilla Malais.

Soutenances de thèses — Jean-François Domengat : « Montbrison et les écrivains français de son temps d'après ses textes critiques », jeudi 6 janvier 1994, à 14 heures, université Paris-V-Sorbonne, salle Louis-Liard.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6204



HORIZONTALEMENT

1. Des femmes qui savent se servir du poignard. — II. Grand, pour des frères. Qui a eu le sort du calice. — III. Plaque. N'est pas le méchant loup. — IV. Le coup du parrain. Pour faire l'appel. — V. Ce peut être le dars aussi bien que la mort. — VI. Rivière. En Allemagne. — VII. Coupées quand on veut conserver les grappes. — VIII. Dialecte celte. Évoque un certain âge. — IX. N'admet pas. Bien ouverte. — X. Comme le mauvais œil. Avait une tête de rapace. — XI. Abréviation. Utile pour piquer les mules.

VERTICALEMENT

1. Il ne faut pas en attendre quand il n'y a rien à louer. — 2. La partie du soliste. Un mauvais compère. — 3. Faire des cérémonies. — 4. Utile quand on a peur des piqures. Lettre. Pronom. Quartier de Valence. — 5. Qui peuvent ne céder qu'après plusieurs coups. Comme Philippe. — 6. Terme musical. N'a besoin de personne. — 7. Aime les vieux arbres. — 8. Bien assés. Pronom. Deux cantons dans l'eau. — 9. Pas de très bon goût. Sont très entreprenant.

Solution du problème n° 6203

Horizontalement — I. Citoyens. — II. Agonie. — III. La Rue. — IV. Révérence. — V. Apl. Trice. — VI. Starbère. — VII. Ecus. — VIII. Isolément. — IX. Epouses. — X. Rome. On. — XI. Ter. Test.

Verticalement — 1. Cuissier. — 2. Sept. Spot. — 3. Ta. Via. Orme. — 4. Ogre. Teller. — 5. Yourte. Es. — 6. Entourer. — 7. N. Nibias. — 8. Secco. Un. Os. — 9. Résistant.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du jeudi 30 décembre :

UN DÉCRET — n° 93-1344 du 29 décembre 1993 relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} janvier 1994.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

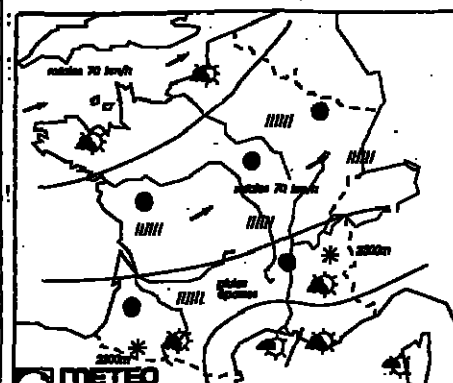
Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 29 décembre. Elles sont comptabilisées par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris - Tél. : (1) 47.42.23.22, qui diffuse aussi le bulletin hebdomadaire d'enneigement au (1) 42.46.64.23 ou par Météo France : 36-15 code COBIS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE — Avoriaz : n.c. ; Les Carroz-d'Arches : 70-230 ; Chamonix : 40-300 ; La Chapelle-d'Audoubert : n.c. ; Châblot : 80-180 ; La Clusaz : 85-170 ; Combloux : 90-190 ; Les Contamines-Montjoie : 80-240 ; Flaine : 125-230 ; Les Gets : 70-140 ; La Grand-Bornand : 70-170 ; Les Houches : 55-120 ; Megève : 110-170 ; Morillon : n.c. ; Morzine : 55-190 ; Praz-de-Lys-Sommand : 100-115 ; Praz-sur-Arly : 110-170 ; Saint-Gervais : 95-140 ; Samoëns : 60-240 ; Thônes-Les Mézennes : 20-60.

SAVOIE — Les Aillons : 60-140 ; Les Arcs : 98-260 ; Arches-Saillon : 100-175 ; Aussois : 50-70 ; Besançon : n.c. ; Bonneval-sur-Arc : 80-200 ; Le Courmayeur : 90-140 ; Courmayeur : n.c. ; Crest-Voland-Coblenz : n.c. ; Flumet : 110-170 ; Les Karallis : 110-220 ; Les Menuires : 80-190 ;

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES

matin - midi

FRANCE

AJACCIO : 13/4 ; BASTIA : 14/10 ; BORDAUX : 13/9 ; BOURGES : 10/8 ; BREST : 12/8 ; CAEN : 13/8 ; CHARENTAIS : 12/7 ; CLERMONT-FR. : 8/5 ; DIJON : 6/1 ; GRENOBLE : 8/1 ; LILLE : 9/7 ; LORRAINE : 7/7 ; LYON-BRON : 7/3 ; MARSEILLE : 8/5 ; NANCY-ESSEY : 12/8 ; NANTES : 12/8 ; NICE : 11/8 ; PARIS-MONTS : 12/7 ; PERPIGNAN : 12/7 ; POINTE-A-PITRE : 20/21 ; ST-ETIENNE : 14/6 ; STRASBOURG : 9/7 ; TOULOUSE : 9/8 ; TOURS : 11/7.

ÉTRANGER

ALGER : 17/8 ; AMSTERDAM : 18/11 ; ANKARA : 13/20 ; BARCELONE : 13/8 ; BELGRADE : 2/1 ; BERLIN : 2/1 ; BRUXELLES : 8/7 ; COPENHAGUE : 9/7 ; DAKAR : 25/18 ; GENÈVE : 4/3 ; LISBONNE : 12/7 ; LONDRES : 12/6 ; LOS ANGELES : 21/10 ; LUXEMBOURG : 9/7 ; MADRID : 22/7 ; MEXICO : 22/7 ; MONTREAL : 19/28 ; MOSCOW : 8/17 ; NANTES : 14/13 ; NEW-YORK : 24/9 ; OMAHA-DE-MAJ. : 15/4 ; PHOENIX : 34/1 ; RIO-DE-JANEIRO : 31/28 ; ROME : 13/8 ; SINGAPOUR : 18/24 ; SEVILLE : 14/13 ; SINGAPOUR : 22/24 ; SYDNEY : 30/17 ; TOKYO : 11/2 ; TUNIS : 12/6 ; VANCOUVER : 7/1 ; VENISE : 7/1 ; VIENTIANE : 2/8 ; YOKOHAMA : 11/2.

28-12-1993 à 18 heures TUC

Vendredi : temps doux et pluvieux. — Le matin, de la Bretagne aux Pays de Loire jusqu'aux régions nord, le temps sera couvert et pluvieux. Le vent de sud-ouest soufflera à 50 km/h en rafales en Manche et à 70 km/h dans l'intérieur. Du Poitou au Nord-Est jusqu'aux Alpes du Nord, le ciel sera couvert avec quelques pluies faibles. De l'Aquitaine au Massif Central jusqu'aux Alpes du Sud, les nuages seront nombreux. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse, il fera beau.

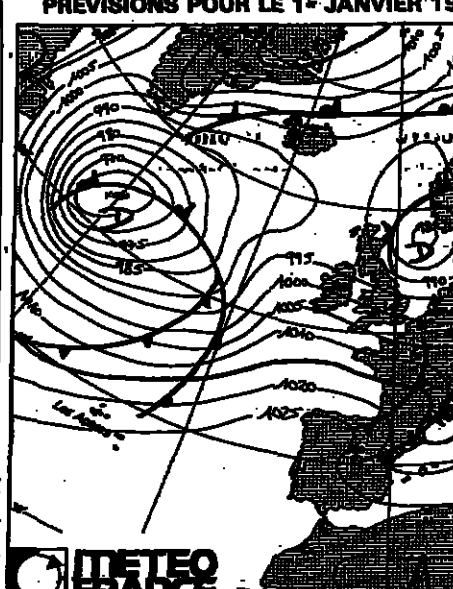
L'après-midi, de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais, il y aura des éclaircies puis des nuages en soirée. Des Pays de Loire à l'île-de-France jusqu'aux Ardennes, le ciel restera très nuageux. Plus au sud du Poitou, il pleuvra modérément avec du vent de sud-ouest assez fort.

Du Sud-Aquitaine aux Pyrénées jusqu'au Massif Central et aux Alpes, les pluies seront faibles avec un peu de neige au-dessus de 2 000 mètres. Sur le pourtour méditerranéen, les passages nuageux seront plus nombreux. En Corse, le soleil sera encore au rendez-vous.

Les températures minimales iront de 4 à 8 degrés à l'est et de 7 à 10 degrés à l'ouest. L'après-midi, le thermomètre marquera 10 à 13 degrés au Nord et 13 à 16 degrés au Sud.

(Document issu avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JANVIER 1994 À 6 HEURE TUC



Méribel : n.c. ; La Norma : 60-130 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 110-150 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 80-250 ; La Plagne (vallée) : 140-300 ; La Plagne (villages) : n.c. ; Pralognan-la-Vanoise : 105-140 ; La Rosière : 150-225-230 ; Saint-François-Long : 10-250 ; Saint-Martin-Bellefleur : 50-190 ; La Seigne : 130-180 ; Tignes : 120-250 ; La Toussuire : 110-150 ; Val-Cenis : 70-130 ; Valfréjus : 40-120 ; Val d'Isère : 90-280 ; Valloire : 95-150 ; Valmeinier : n.c. ; Valmorel : 120-160 ; Val-Thorens : 150-330.

ISÈRE — Alpe d'Huez : 135-210 ; Alpe du Grand-Serre : 70-120 ; Aussois-Cleuson : 100-120 ; Aussois : 80-120 ; Chamonix : 100-120 ; Le Collet-d'Allevard : 60-100 ; Les Deux-Alpes : 70-80 ; Gresse-en-Vercors : n.c. ; Lans-en-Vercors : 80-90 ; Méandre : n.c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 80-150 ; Les Sept-Laux : 70-13 ; Villard-de-Lans : 80-120.

ALPES DU SUD — Auron : 30-45 ; Beuil-Les-Lanès : 60-40 ; Briançon : 60-150 ; Isola 2000 : 45-95 ; Montgenèvre : 80-120 ; Orcières-Méribel : 75-170 ; Les Orres : 60-120 ; Fra-Loup : 25-50 ; Pey-Saint-Vincent : 55-200 ; Risoul : 90-120 ; La Seme-Super-Sanne : 40-60 ; Serre-Chevalier : 60-150 ; Superdévoluy : 60-100 ; Valberg : 60-40 ; Val d'Allos-Le Seignus : 40-70 ;

Val d'Allos-La Foux : 75-150 ; Vars : 90-120.

PYRÉNÉES — Aix-les-Thermes : n.c. ; Barèges : n.c. ; Cauterets-Lys : 150-200 ; Font-Romeu : 80-100 ; Gourette : 60-130 ; Luchon-Superbagneres : 100-200 ; Les Ardes : n.c. ; La Mongie : n.c. ; Peyragades : 110-180 ; Piau-Sigaly : n.c. ; Saint-Lary-Soula : n.c.

MASSIF CENTRAL — Le Mont-Dore : 65-110 ; Besse-Super-Besse : 70-90 ; Super-Liorc : 90-100.

JURA — Métabief : 55-120 ; Mijoux-Les-Lacs : 60-100 ; Les Rousses : n.c.

VOUGES — Le Bonhomme : 50-120 ; La Breuille : 30-100 ; Gérardmer : 80-120 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventrone : 20-120.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES — Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, tél. : 40-20-01-88 ; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75001 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue de la Paix, 75001 Paris, tél. : 47-42-45-45.

COMPAGNIE DES ALPES	LES MENUIRES 1844-29300	VAL THORENS 2300-34000	LA PLAGNE 1250-32500	PEISEY/VALLANDRY 1600-32000	LES ARCS 1670-32200	TIGNES 2300-73000	LES GRANDS MONTETS 1224-051-2230-33000	COMPAGNIE DES ALPES
80/190	130/330	130/300	80/260	100/260	120/290	140/300		

LA PLAGNE DU 01.01.94 au 05.02.94 A PARTIR DE 1.050F/PERS./SEMAINE (HEBERGEMENT+REMONTÉES MÉCANIQUES) TEL : 79.09.79.79

مکان النخل

AU JOUR LE JOUR

Déprime

Tout fêta le camp, même nos illusions. On a commencé à les perdre quand Blanche-Neige, Aladin, Peter Pan, Barbi, Mowgli et Cendrillon ont été dessinés par Walt Disney.

Heureusement il nous restait Nasse, le monstre abyssal d'un loch écossais embrumé. Dernier des dinosaures? Premier des mutants? Des cohortes de rêveurs se sont mis sur sa trace improbable depuis sa première apparition fantomatique. Il y a plus d'un siècle, il a résisté à toutes les investigations, déjoué toutes les intrusions. Jusqu'à ce

que des scientifiques cheus s'en mêlent. En treize articles savants publiés par The Scottish Naturalist, d'un mythe ils ont fait un gros poisson, esturgeon géant de la Baltique en vadrouille amoureux dans le canal Calédonien. Un siècle de chroniques fumeuses prises à l'hameçon d'une histoire de pêcheur! C'est déprimant. Comme si le Père Noël n'avait été que notre papa avec une houppelande rouge, et Barbe-Bleue la chevelure servant de Jeanne d'Arc.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Italie: «Notre révolution», par Gherardo Colombo, Piercamillo Davigo et Antonio Di Pietro; Proche-Orient: «L'exception culturelle de la France», par Georges Corm; Bibliographie: «Dans mon pays lui-même...», de Philippe Meyer (page 2).

INTERNATIONAL

1994, année électorale en Europe

L'année 1994 verra quelques pays d'Europe occidentale, et non des moindres, renouveler leur Parlement. De plus, dans les douze pays de l'Union européenne, les élections au Parlement de Strasbourg, au mois de juin prochain, constitueront un galop d'essai avant des échéances décisives comme l'élection présidentielle en France (page 3).

Berlin: adieu à une radio du «monde libre»

La RIAS, radio du secteur américain de Berlin, qui a permis pendant plus de quarante ans aux auditeurs de RDA d'entendre la voix du «monde libre», disparaît le 1^{er} janvier (page 3).

Reprise du dialogue indo-pakistanaï

New-Delhi et Islamabad reprennent, le 1^{er} janvier, des discussions diplomatiques de haut niveau interrompues depuis un an (page 7).

SOCIÉTÉ

Pollution radioactive dans la Drôme

Dans la zone industrielle de Pierrelatte (Drôme), une société spécialisée dans la décontamination est impliquée dans une pollution radioactive (page 10).

SPORTS

Le voilier australien Ninety-Seven a gagné, jeudi 30 décembre, la quarante-neuvième édition de la classique à la voile Sydney-Hobart, après avoir affronté des vents violents et une mer déchaînée qui ont contraint à l'abandon les deux tiers des concurrents (page 10).

COMMUNICATION

Les dix ans de la BDDP

L'agence Boulet-Dru-Dupuy-Petit (BDDP), a marqué ces dix dernières années de son style. La récession va-t-elle mettre fin à son indépendance? (page 11).

CULTURE

Les dessins d'Ingres à la Villa Médicis

Ingres a vécu à l'Académie de France à Rome, Villa Médicis, de 1806 à 1810, puis de 1834 à 1841. Il y puisa une part de son inspiration. Une exposition, presque entièrement composée de dessins, rend hommage à celui qui fut pape et empereur de la Villa (page 14).

ÉCONOMIE

Le groupe Banesto pourrait être repris

Après sa mise en tutelle par la Banque d'Espagne, le groupe Banesto pourrait être repris. La panique a été évitée, mais le coup est dur pour l'ensemble du système bancaire espagnol (page 19).

Eurotunnel: la concession prolongée de dix ans

Les gouvernements français et britannique ont annoncé, mercredi 29 décembre, une prolongation de 55 à 65 ans de la concession du tunnel sous la Manche. En contrepartie, les concessionnaires se sont engagés à «abandonner la plus grande partie des réclamations qu'ils envisageaient à l'encontre des [deux] gouvernements» (page 20).

Services

Abonnements... 18
Carnet, Mots croisés... 24
Loto... 20
Marchés financiers... 20-21
Météorologie... 24
Enseignement... 24
Radio-télévision... 23

La téléphonie du Monde:
3815 LEMOINE
3817 LMDOC
et 36-29-04-56

Ce numéro comporte
«le Monde des livres»
folios 15 à 18

Demain

Temps libre

Le texte numérique a bien des avantages. Il n'en reste pas moins qu'il entre dans l'objet livre, tel que nous le connaissons depuis quelques siècles, une part de plaisir physique que l'écran ne remplacera pas.

Le numéro du «Monde» daté jeudi 30 décembre 1993 a été tiré à 432 748 exemplaires

L'aménagement de la montagne

Les permis de construire de chalets de luxe sont annulés à Courchevel

Le tribunal administratif de Grenoble vient d'annuler trois permis de construire délivrés successivement, au cours des années 1991 et 1992, par la commune de Saint-Bon-Courchevel (Savoie) à la société civile immobilière Les Chalets du Cachemire qui a entrepris la réalisation d'une dizaine de résidences de prestige en bordure des pistes de cette station de ski.

GRENOBLE

de notre correspondant

Par huit fois depuis 1991 le justice administrative a annulé les permis de construire accordés, sur un terrain de 5 600 mètres carrés, par le maire (RPR) de Courchevel (Savoie), Michel Ziegler. Et chaque fois, dans les jours qui suivent, le maire de la station de ski la plus huppée de France délivrait de nouvelles autorisations au promoteur de l'opération, Les Chalets du Cachemire, qui pouvait ainsi poursuivre les travaux en attendant le prochain jugement... Ce petit jeu n'a pas été du goût du Conseil d'Etat.

Dans son rapport d'activité pour l'année 1992, l'instance du Palais Royal a dénoncé l'attitude «particulièrement choquante» de l'élu et a déploré que le préfet de la Savoie se soit abstenu «de faire respecter sur le terrain les décisions juridictionnelles».

Ce feuillet est-il pour autant arrivé à son terme? Le 23 décembre, le tribunal administratif de Grenoble a annulé tous les permis délivrés par le maire

et remis rétroactivement en vigueur le plan d'occupation des sols (POS) adopté par la commune en 1983, modifié en 1989, dans lequel les terrains concernés étaient déclarés inconstructibles. Pour sortir d'une situation apparemment inextricable, Courchevel va devoir élaborer d'urgence un nouveau POS en tenant compte de la réglementation sur la protection des espaces boisés.

«On veut donner à cette affaire un côté sulfureux, parce que les chalets qui devaient être construits coûtaient effectivement fort cher (20 millions de francs environ), et parce que Courchevel est la plus prestigieuse des stations françaises de sports d'hiver. Enfin on a tenté de me salir en prétendant que j'étais personnellement intéressé à cette opération immobilière. Ce qui est totalement inexact», note Michel Ziegler, pour lequel les responsables de tous ces embarras sont les propriétaires d'une habitation mitoyenne au terrain contesté.

Un recours contre le conseil général?

Installés en bordure du terrain convoité par les promoteurs depuis plusieurs dizaines d'années, Marc Sabatier et sa famille désirent jouir le plus longtemps possible du calme de «leur» montagne. Depuis deux ans, ils mènent une bataille acharnée contre le maire de la commune.

Dans l'entourage de ce dernier, on affirme que l'élu dispose de quelques moyens pour troubler leur quiétude. En effet, en élevant, en 1975, l'emprise de son chalet, la famille Sabatier a empiété sur une parcelle commu-

nale... Les procédures ne sont donc pas arrivées à leur terme.

Reste que le promoteur des Chalets du Cachemire et les futurs propriétaires de ces habitations en partie sorties de terre s'impatientent. Ils pourraient se retourner prochainement contre le conseil général de la Savoie, présidé par Michel Barnier (RPR), actuellement ministre de l'environnement. Son département a en effet procédé à la vente des terrains alors qu'un recours avait déjà été déposé contre la décision de construire sur cet emplacement.

Cet élément a-t-il été volontairement dissimulé aux acquéreurs ou le maire de la commune s'était-il fait fort de régler, par ses propres moyens, ce problème? Les services de Michel Barnier ne pouvaient pas ignorer qu'une procédure, devant le tribunal administratif de Grenoble, avait été engagée: l'adjoit à l'urbanisme de la commune de Courchevel, Bernard Guiguet-Doron (RPR), est également ingénieur à la direction départementale de l'équipement (DDE) de la Savoie, où il a en charge les problèmes d'urbanisme opérationnel.

Ironie de la situation: à la veille des Jeux olympiques de 1992, Michel Barnier, qui était alors co-président du Comité d'organisation, avait clairement exprimé sa volonté de ne pas transformer son département en «Far West» et de maîtriser, le mieux possible, les constructions immobilières dans les stations de la vallée de la Tarentaise.

CLAUDE FRANÇILLON

Deux mois après la tentative de coup d'Etat

La tension entre le gouvernement et l'armée entretient l'instabilité au Burundi

Deux mois après la tentative de coup d'Etat du 21 octobre, le Burundi est profondément déstabilisé. Les tensions sont vives entre les partisans (essentiellement hutus) du gouvernement nommé en juin, à la suite de l'élection du président Ndayishimiye, et les forces armées, plus décidées à défendre la minorité tutsie (15 % des six millions de Burundais) qu'à soutenir le pouvoir élu.

NAIROBI

de notre correspondant

L'administration burundienne est paralysée par l'absentéisme des fonctionnaires, qui craignent de se rendre au travail. Les entreprises débauchent ou ferment. Les 750 000 réfugiés hutus dans les pays voisins n'osent toujours pas rentrer chez eux. Les 150 000 déplacés à l'intérieur du pays (tutsis dans leur grande majorité), non plus.

Pour sortir de l'impasse, les dirigeants du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU), au pouvoir, cherchent le moyen de doter le pays d'un nouveau président en faisant l'économie d'une campagne électorale qui, dans la situation actuelle, «serait inévitablement menée à la machette par les deux camps». Le président par intérim du FRODEBU, Sylvestre Ntibunganya, qui vient de rendre son portefeuille des affaires étrangères, a été élu à la tête de l'Assemblée nationale le 23 décembre.

D'aucuns en concluent que le parti au pouvoir a déjà fait son choix et que la décision d'amender la Constitution a été prise, de manière à ce que M. Ntibunganya puisse assurer les fonctions de chef de l'Etat (son compagnon des années d'exil) jusqu'à la fin du mandat présidentiel en cours, qui s'achèvera en juin 1998. D'autres estiment que les députés pourraient élire, au suf-

frage indirect, le nouveau président - après avoir cherché un candidat de consensus avec l'opposition.

Les opposants militants au sein de l'Unité pour le progrès national (UPRONA), proches de l'armée, font donc monter les enchères. Ils ont indiqué qu'ils ne voulaient pas de M. Ntibunganya, «un dur obsédé par la vengeance» depuis que les putschistes lancés à sa recherche ont assassiné son épouse le jour du coup d'Etat manqué. Ils réclament, en outre, un premier ministre issu de leurs rangs et doté de pouvoirs étendus.

Pour disqualifier le gouvernement, ils dénoncent aujourd'hui le «coup d'Etat institutionnel du FRODEBU», après avoir considéré que le scrutin de juin dernier était un «coup d'Etat ethnico-démocratique». «Un président de la République hutu et membre du FRODEBU lui conviendrait parfaitement, mais celui-ci soit manipulable.» Mais d'autres extrémistes menacent aussi le pouvoir actuel: s'ils obéissent aux pressions de l'opposition en acceptant un compromis «trop défavorable», les patrons du FRODEBU risquent fort de voir leurs partisans se rapprocher des radicaux hutus du Palipehutu - un mouvement sur le déclin depuis la victoire du FRODEBU en juin - que le comportement cruel de l'armée dans les campagnes semble avoir remis en selle. La situation est également très tendue dans les provinces, où les assassinats se poursuivent. A la mi-décembre, le gouverneur hutu de Bubanza a été tué à l'arme blanche par des miliciens tutsis, auxquels les soldats d'une armée tutsie à 90 % prêtent souvent main forte. A Bujumbura, le gouvernement n'a pas trouvé suffisamment de soldats loyalistes pour rétablir la sécurité, et qui le rarement son hôtel refuge des bords du lac Tanganyika. L'opposition manifeste contre la venue d'un corps de

200 militaires de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) chargé précisément de protéger les ministres.

Les dirigeants du FRODEBU ont préféré mettre leurs familles à l'abri à l'étranger. Les réfugiés craignent de retourner dans leurs villages, effrayés par la présence des militaires qui, en assurant la protection des dizaines de camps de déplacés, continuent de qualifier le pays. Quant aux intellectuels, encore harcelés par le massacre de 1972, ils seront vraisemblablement les derniers à rentrer d'exil.

Le spectre de la famine

Au Rwanda et en Tanzanie, les réfugiés vivent dans des conditions déplorables. Deux mois après leur arrivée, l'aide alimentaire leur est distribuée parcimonieusement. En Tanzanie - qui accueille près de 230 000 personnes - chaque réfugié reçoit le quart des rations préconisées par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), selon l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF).

Le manque de nourriture affecte principalement les enfants. Pour plusieurs milliers d'entre eux, arrivés il y a deux mois en meilleure santé que les petits villageois tanzaniens, MSF a été contraint d'ouvrir des centres nutritionnels. La dysenterie commence à faire des ravages. Les épidémies menacent, et le taux de mortalité oscille entre deux et cinq décès pour 10 000 personnes par jour - un taux dépassant le seuil de l'urgence.

Il est encore difficile de déterminer si la mauvaise distribution de nourriture est due à des détournements de vivres ou à la mauvaise volonté des autorités tanzaniennes qui, pour éviter tout affrontement, espèrent désigner les réfugiés de la frontière sur laquelle patrouillent toujours des miliciens tutsis. Les nouveaux emplacements choisis par le gou-

Les inscriptions sur les listes électorales

Les baskets et le «Bébête-Show»

Alors que les inscriptions sur les listes électorales s'achèvent le 31 décembre, le Centre d'information civique (CIC) s'inquiète de la tendance à la baisse des inscriptions des jeunes constatée, selon lui, dans une quarantaine de communes, à Paris et en province. Chaque fin d'année, la mise à jour des listes électorales concerne les jeunes qui ont atteint dix-huit ans ou les attendront avant le 28 février de l'année suivante et les personnes qui ont déménagé. France-Plus organise, jeudi 30 décembre, une journée nationale du civisme sur le thème «Plus que vingt-quatre heures pour devenir citoyen», placée sous l'égide de la campagne de mobilisation: «Bougez les baskets! Va t'inscrire à la mairie avant le 31 décembre».

Les chiffres définitifs des nouveaux inscrits ne seront connus que début mars 1994, mais le CIC estime qu'ils seront moitié moins nombreux qu'en 1993 et que le chiffre sera encore plus faible à Paris. Le président du CIC, Jean-Christophe Barbet, explique cette désaffection par les effets néfastes du «Bébête-Show» et des «Guignols de l'Info», plus que par l'absence d'enjeu des scrutins électoraux prévus pour 1994 (élections cantonales et européennes).

«La politique est une chose grave», a déclaré M. Barbet, mercredi, sur Europe 1. Il faudrait que les responsables des médias en soient conscients et, quotidiennement, ne se lancent pas dans le ridicule que sont le «Bébête-Show» et les «Guignols de l'Info», qui donnent du politique l'image d'un professionnel dévoyé.

JEAN HÉLÈNE

Cinq personnes tuées par l'armée près de Bujumbura. - Cinq personnes ont été tuées et plusieurs dizaines d'autres blessées dans l'attaque, par des unités régulières de l'armée, d'un village situé à proximité de Bujumbura, a annoncé, mardi 28 décembre, la radio burundaise. L'attaque contre l'agglomération de Bugarama a poussé de nombreuses personnes à fuir. - (AFP)

Le Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990, le Monde vous propose deux services MINITEL:

36 17 LMDOC
recherche de références par thème, rubrique, pays, auteur, etc.

36 29 04 56
recherche et lecture en texte intégral

Commande et envoi possible par courrier ou fax, paiement par carte bancaire.

En 1994, Canon souhaite
à toutes les entreprises
de la Force
pour leurs
idées.

Canon